

Projet de Fin d'Etudes

La spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire : cas des pôles de compétitivité

Analyse nationale et application au Val de Loire



**Directeur de recherche
DEMAZIERE Christophe**

BAUDRIER Benoît

Formation par la recherche et Projet de Fin d'Etudes

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs du département aménagement. Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier mon tuteur, Christophe Demazière, enseignant chercheur au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours pour toute l'aide qu'il m'a apporté.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui m'ont permis de réaliser mon travail et notamment celles qui ont pris le temps de répondre à mes questions :

- Delphine Guisard de l'agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle
- Christophe Chasseguet de la direction du développement économique de la communauté d'agglomération Tour(s)plus
- Philippe Lavallart de la direction du développement économique de la communauté d'agglomération Agglopolys
- Aude Marcueyz de la direction du développement économique de la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire
- Jérôme Finot, directeur du pôle S²E²
- les chargés de missions des projets métropolitains

Sommaire

Introduction.....	2
Partie 1 : Définition de la recherche	3
I. Contexte général : les politiques de métropolisation.....	3
II. Présentation de la recherche	10
Partie 2 : Agglomérations et pôles de compétitivité	21
I. Le positionnement des projets métropolitains par rapport aux pôles de compétitivité et à la spécialisation des agglomérations	21
II. Le soutien des agglomérations aux pôles de compétitivité	29
Partie 3 : Le cas du Val de Loire.....	36
I. Les pôles de compétitivité présents sur le Val de Loire	36
II. Pôles de compétitivité et spécialisation des agglomérations du Val de Loire	47
III. Propositions pour les agglomérations du Val de Loire.....	60
Conclusion	61
Bibliographie.....	62
Annexes	70

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

Introduction

Depuis le milieu du 20^e siècle, le territoire français est marqué par la prédominance de la métropole parisienne. Plusieurs politiques ont tenté de réduire l'écart entre la capitale et les autres grandes villes de France. La dernière en date est celle de la coopération métropolitaine. Elle a été lancée par le CIADT du 18 décembre 2003 suite à la mise en évidence de la faiblesse du rayonnement des villes françaises, à l'exception de Paris. L'objectif de cette politique est de structurer les agglomérations en métropoles afin qu'elles disposent d'un rayonnement suffisamment important leur permettant d'être visibles dans la concurrence de plus en plus accrue que se livrent les territoires. En effet, ces nouveaux espaces, par leur démographie et la concentration d'activités, doivent arriver à un rayonnement européen et mondial. La taille de ces métropoles doit permettre aux agglomérations les constituants de se spécialiser et ainsi de gagner en efficacité et en rayonnement.

Il apparaît donc intéressant, dans le cadre de cette recherche, de s'interroger sur la spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire. La spécialisation étant un acte économique, la recherche portera plus précisément sur la spécialisation économique des agglomérations.

La recherche se concentrera sur les agglomérations du Val de Loire. Celles-ci affichant une spécialisation en matière d'enseignement supérieur et de recherche, il convient de préciser la recherche : la spécialisation des agglomérations du Val de Loire dans le domaine de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les pôles de compétitivité, qui regroupent à la fois les acteurs du monde économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, pourraient être un moyen de spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire. Les agglomérations pouvant participer au financement des pôles de compétitivité, la présente recherche va donc porter sur l'hypothèse suivante : l'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité permet la spécialisation de celles-ci dans les domaines économique et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La recherche va s'organiser en trois temps. Tout d'abord, la recherche sera définie plus clairement. Ensuite, il s'agira, au niveau national, de vérifier ou de réfuter l'hypothèse de départ. Enfin, la dernière partie traitera du cas spécifique du Val de Loire.

Partie 1 : Définition de la recherche

I. Contexte général : les politiques de métropolisation

1. La politique des métropoles d'équilibre

En 1947, Jean-François Gravier a écrit le célèbre ouvrage *Paris et le désert français*¹ dans lequel il décrit la prépondérance, sur le territoire national, de la région parisienne. Pour remédier au déséquilibre entre Paris et le reste du territoire français, la DATAR a lancé en 1964 la politique des métropoles d'équilibre. Huit agglomérations ont été retenues : Lille-Roubaix-Tourcoing, Nancy-Metz, Strasbourg, Lyon-Grenoble-Saint-Etienne, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint-Nazaire. En 1970, les villes de Rennes, Clermont-Ferrand, Dijon et Nice ont également été intégrées à cette politique.

2. Les zones d'appui du Bassin Parisien

Lors de l'élaboration du SDAU de la Région Parisienne en 1964, l'expansion du bassin parisien a été envisagée vers la Vallée de la Seine avec les villes du Havre et de Rouen. En 1966, le CIAT² a demandé au GIABP³ de proposer d'autres possibilités de déconcentration de la Région Parisienne. Le CIAT du 10 septembre 1968 a décidé de

« renverser la tendance vers l'hyperconcentration parisienne en provoquant l'essor de pôles de développement en province qui fassent contrepoids ; [et] d'ajouter aux huit métropoles d'équilibre, facteurs de déconcentration lointaine, quatre zones d'appui plus proches de Paris : la vallée de la Basse Seine, une portion des vallées de l'Oise et de l'Aisne, le Nord Champenois et la vallée de la Loire Moyenne »⁴.

La définition des zones d'appui s'est basée sur des études préliminaires couvrant l'ensemble du bassin parisien. La vallée de la Loire Moyenne a été choisie car elle constitue

« une zone très attractive, dont le dynamisme a été au cours des années récentes particulièrement fort : on y trouve le taux de croissance démographique le plus élevé parmi les zones d'appui. Le développement des axes de communication devrait valoriser encore sa situation et, du fait de sa position clé dans le système de la Loire, permettre la création de nouveaux courants d'échange entre les foyers économiques de la vallée jusqu'à la région industrielle de Nantes/Saint-Nazaire. La valeur des sites et du patrimoine incite à y accueillir des activités industrielles et tertiaires sélectionnées »⁵.

¹ GRAVIER Jean-François, *Paris et le désert français*, Paris : Flammarion, 1972, 284 p.

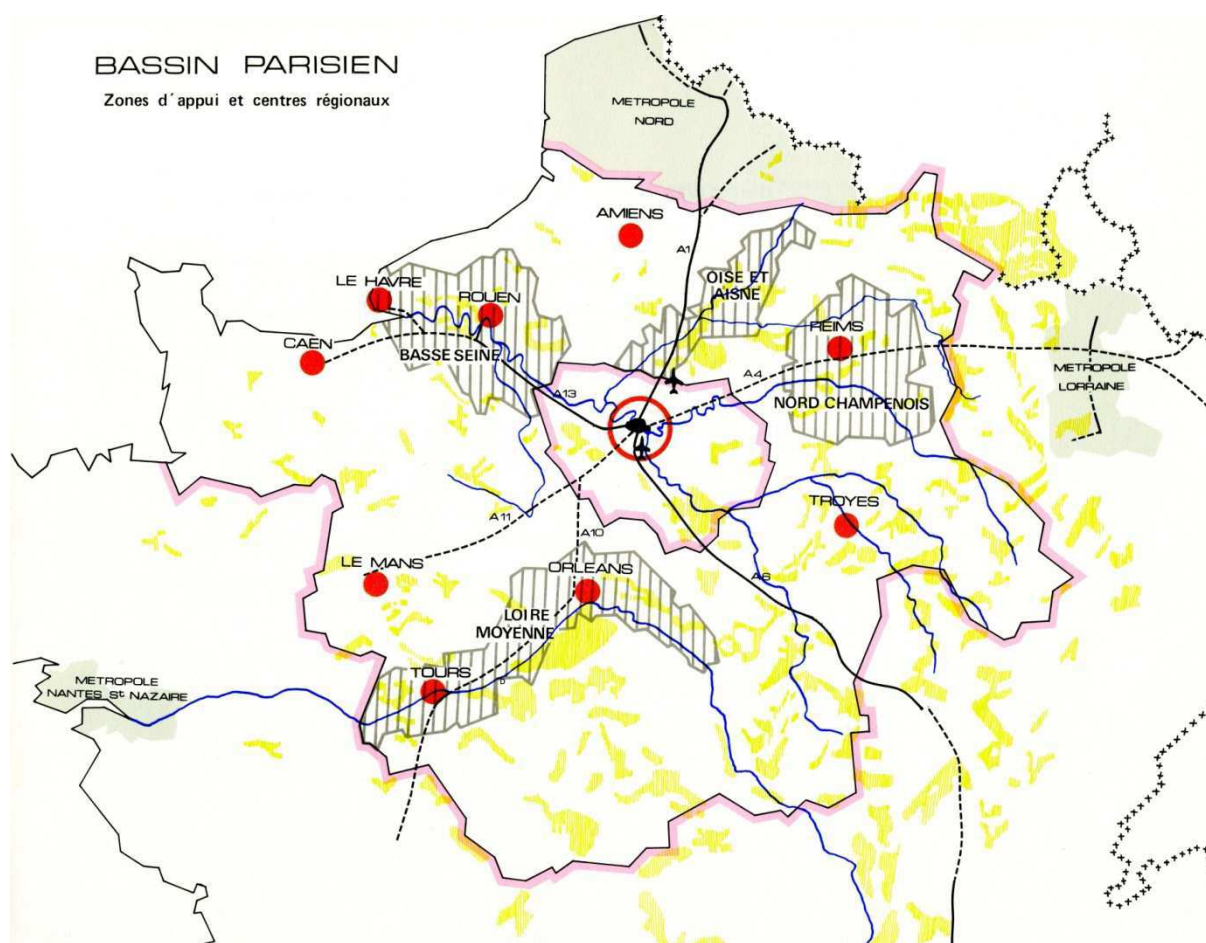
² CIAT : Comité Interministériel à l'Aménagement du Territoire

³ GIABP : Groupe Interministériel à l'Aménagement du Bassin Parisien

⁴ OREAC, *Vers la métropole jardin : schéma d'aménagement de la Loire moyenne*, Orléans : OREAC, 1974, 46p., p. 2

⁵ DATAR, *Projet de Livre Blanc du Bassin Parisien*, Paris : La documentation Française, 1968

Carte n° 1 : Les zones d'appui du Bassin Parisien



Source : Directives d'aménagement pour le Bassin Parisien, DATAR GIABP

3. Un exemple de projet régional comme zone d'appui du bassin parisien : le projet de métropole jardin

L'OREALM⁶ a été créée en 1968 afin de proposer un projet permettant la diffusion du dynamisme de l'attraction de la Région Parisienne. Ce projet devait également permettre de faire de l'axe Orléans – Blois – Tours une partie de la métropole francilienne.

Une métropole peut ici être définie comme une « ville principale d'un pays, d'une province ou d'une région; ville dont le rayonnement et l'influence lui font jouer le rôle de capitale »⁷.

Le projet proposé a été celui de la métropole jardin qui est un véritable projet métropolitain, c'est-à-dire qu'il doit permettre aux villes de l'axe ligérien d'accéder à un niveau supérieur de hiérarchie urbaine⁸. Il s'agit également d'un projet urbain régional puisque sa finalité était de faire de l'axe Orléans-Blois-Tours une seule et même ville où les villes existantes seraient des quartiers de cette nouvelle métropole. Le projet de métropole jardin reposait sur quatre grandes orientations : « la

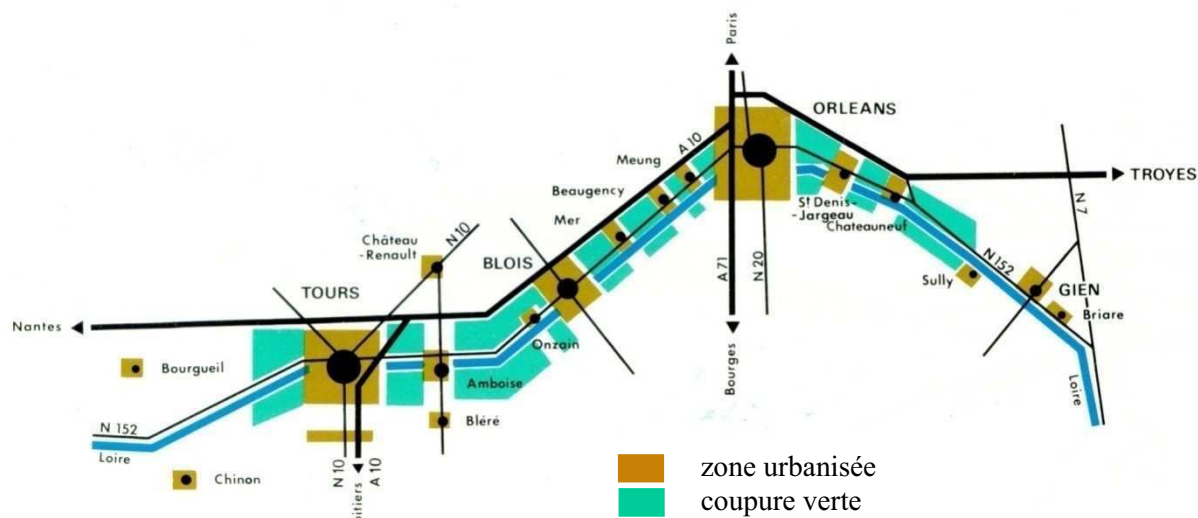
⁶ Organisation d'études d'aménagement de la Loire Moyenne

⁷ Site du Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales : www.cnrtl.fr

⁸ Classement des villes selon les critères de taille (nombre d'habitants) et de fonction (quantité, rareté, variété, des biens et des services offerts). *Petit lexique de l'urbain*, Site internet de l'Université de Paris 1 : www.univ-paris1.fr

croissance coordonnée des grandes et petites villes [...], la cohésion de l'ensemble [...], la discontinuité dans l'urbanisation et les coupures vertes [...], qualité et mise en valeur des paysages »⁹.

Carte n° 2 : Le projet de métropole jardin



Source : OREAC

Le projet de métropole jardin devait permettre la création d'une métropole respectueuse du paysage du Val de Loire.

Une véritable culture de projet existe donc sur le Val de Loire depuis la fin des années 1960.

4. L'appel à coopération de la DATAR

Le CIADT¹⁰ du 18 décembre 2003 a engagé une politique intitulée *pour un rayonnement européen des métropoles françaises*. Deux constats ont conduit le gouvernement à mener une telle politique. D'une part, l'étude de Céline Rozenblat et Patricia Cicille intitulée *analyse comparative des villes européennes*¹¹, pour le compte de la DATAR, a montré que le positionnement des villes françaises, à l'exception de Paris, est relativement faible dans l'armature urbaine européenne.

« Leur taille démographique est réduite, hors Paris, et leur rayonnement, bien que performant en regard de leur poids en population, est globalement modeste dans les domaines économique et de la recherche.

Le second constat tient au fait que les métropoles sont motrices de l'économie nationale »¹².

Ces éléments montrent la nécessité d'accompagner les métropoles françaises afin d'accroître leur rayonnement et de les rendre plus compétitives aux échelles européenne et mondiale.

Trois priorités ont été retenues pour cet appel à projet. Premièrement, il s'agit d'

« aider les métropoles, qui en font la demande en affichant une forte volonté politique, à renforcer leurs fonctions économiques supérieures. [...]

⁹ Ibid. note n°4, p. 18

¹⁰ CIADT : Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire

¹¹ ROZENBLAT Céline, CICILLE Patricia, *Les villes européennes : analyse comparative*, Paris : la documentation française, (DATAR), 2003, 96 p.

¹² DATAR, *Appel à coopération métropolitaine : pour un rayonnement européen des métropoles françaises*, Paris, 2004, 16 p., p.3

[Ensuite, il a été envisagé de] mobiliser progressivement les politiques sectorielles de l'Etat. [...] [Enfin, la] mise en place d'une coopération métropolitaine souple [a été souhaitée. Celle-ci devra à la fois mobiliser] les grandes villes et les villes moyennes qui les entourent, avec une ingénierie adaptée »¹³.

Deux phases ont ponctué la démarche. L'Etat a tout d'abord lancé « un appel à coopération qui visant à soutenir une ingénierie au service d'une coopération métropolitaine plus affirmée »¹⁴. Les agglomérations qui le souhaitaient devaient ensuite soumettre à la DATAR un projet métropolitain.

Pour renforcer le rayonnement des métropoles françaises, l'Etat a notamment orienté son action vers « le rayonnement économique [...], la localisation d'emplois publics [...], l'accessibilité [...], l'ingénierie et coopération métropolitaine [...], la recherche et l'enseignement supérieur [...], la culture et l'art [...] »¹⁵.

a. Le but de l'appel à projet

Pour qu'une métropole soit une réussite et qu'elle ait une réelle attractivité, il faut en définir la gouvernance¹⁶. Celle-ci implique une coopération entre tous les acteurs publics, mais aussi privés. Or, les métropoles françaises sont actuellement trop morcelées par les différentes intercommunalité qui les composent. Le pilotage politique reste cloisonné à l'intercommunalité alors que l'appréhension des enjeux de rayonnement européen se fait à une échelle plus large et impliquant l'ensemble de la métropole. Ce problème n'est pas spécifique à la France. Toutefois, dans certains pays européens (Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, etc.), des gouvernements métropolitains sont en émergence.

La constitution d'une gouvernance métropolitaine en France permet de ne pas offrir aux autres métropoles européennes un avantage comparatif vis-à-vis des métropoles françaises.

« L'ouverture internationale de l'économie locale, et plus exactement la nécessité de considérer le territoire métropolitain comme le territoire de référence dans la compétition internationale que se livrent les métropoles, peut être une motivation à la coopération. La capacité d'organisation, notamment institutionnelle, d'une métropole est souvent présentée comme un avantage comparatif dans cette perspective »¹⁷.

La compétition entre villes ne doit plus avoir lieu à l'intérieur d'une métropole entre le centre et la périphérie, ni entre la ville principale et les villes moyennes qui gravitent autour. Il est préférable de réfléchir en termes de complémentarité et coordination afin de formuler et porter un véritable projet métropolitain à l'échelle européenne ou mondiale, c'est-à-dire là où se situe la compétition entre les villes.

« La coopération est vue comme un préalable, une condition nécessaire, à l'énonciation d'un projet métropolitain »¹⁸. Elle permettra de définir un projet ambitieux partagé par l'ensemble des acteurs participants à la démarche métropolitaine.

¹³ Ibid. note n°12, p. 4

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Gouvernance : ensemble des processus et des institutions qui participent à la gestion politique d'une société. LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : éditions Belin, 2003, 1034 p.

¹⁷ Ibid. note n°12, p. 5

¹⁸ Ibid. note n°12, p. 6

b. Champs de l'appel à coopération métropolitaine

L'objectif de l'appel à coopération est

« d'inciter et d'accompagner les acteurs locaux dans leur réflexion sur le potentiel de leur territoire dans une perspective à long terme et à une large échelle géographique.

Cette initiative vise à encourager la mise en œuvre de stratégies originales de coopération entre institutions à l'échelle des métropoles françaises. Cette coopération doit être d'ordre politique, mais doit également s'appuyer sur une ingénierie technique bien identifiée»¹⁹.

c. Définition d'une métropole

Le texte de l'appel à coopération définit une métropole de la manière suivante :

« Une métropole est « une très grande ville, qui s'exprime par la taille de sa population et celle de l'agglomération qu'elle anime, par son poids économique, politique, social et culturel ainsi que par son pouvoir d'attraction et de diffusion » (selon Marcel Roncayolo, professeur à l'EHESS²⁰). La métropole rassemble des fonctions diversifiées, notamment des fonctions tertiaires supérieures. Elle rayonne sur son environnement régional, national et international, et fonctionne en réseau avec les autres grandes villes. Elle comprend les villes moyennes qui l'entourent, avec lesquelles elle entretient des relations d'interdépendance. La métropole est donc un espace de coopération stratégique politique, faisant sens en termes de dynamique territoriale. [...]

Les métropoles, au sens du présent appel à coopération, sont des espaces comptant 500.000 habitants au minimum, qui comprennent au moins une aire urbaine de plus de 200.000 habitants environ et impliquent plusieurs villes moyennes.

Deux types (parfois transfrontaliers) d'espaces métropolitains sont visés :

- les vastes régions métropolitaines, organisées autour d'aires urbaines²¹ de plus de 500.000 habitants et associant des villes moyennes,
- les réseaux de villes²² structurants totalisant plus de 500.000 habitants, organisés autour d'au moins une aire urbaine de plus de 200.000 habitants »²³.

Il est possible d'apporter des compléments à cette définition. En effet, une métropole est considéré comme un « espace qui, tout en permettant la participation des acteurs aux processus d'échelle mondiale, reste une société locale »²⁴.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

²¹ Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Site internet de l'INSEE : www.insee.fr

²² Association de villes d'une même région afin de mettre en valeur leurs complémentarités et d'exercer, ensemble, un effet de métropole. MERLIN Pierre et CHOAY Françoise, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, Paris : PUF, 2005, 963 p., p 773

²³ Ibid. note n°12, p. 8

²⁴ LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : éditions Belin, 2003, 1034 p.

L'appel à coopération

« vise en premier lieu une coordination d'intercommunalités situées dans une même dynamique métropolitaine. Cette coordination peut être soit structurée (association, GIP, syndicat mixte, conférence métropolitaine, etc.), soit en émergence : un territoire non organisé peut répondre à l'appel à coopération si un partenariat se met en place pour porter le projet métropolitain. Ce partenariat pourra ainsi évoluer progressivement »²⁵.

Il est important de préciser que l'appel à coopération vise toutes les métropoles de la France continentale, à l'exception de la Région Ile de France. En effet, il a été prévu que l'Etat intervienne de manière spécifique sur ce territoire lors de la révision de son schéma directeur.

5. Les réponses à l'appel à coopération

Les agglomérations françaises ont répondu massivement à cet appel puisque 40 des 41 aires urbaines françaises se sont impliquées dans la démarche.

Un comité national de sélection s'est réuni à l'occasion de deux sessions afin d'examiner les dossiers de candidature des métropoles. La première session, qui s'est tenu le 25 février 2005, a permis de retenir six métropoles :

- le Sillon lorrain ; la métropole normande
- la métropole Loire – Bretagne
- la métropole associant Marseille et Aix-en-Provence
- la métropole Côte d'Azur
- l'agglomération transfrontalière franco-allemande formée de Strasbourg et l'Ortenaukreis réunis par un projet de district européen.

Lors de la deuxième session du 27 juin 2005, le comité a retenu neuf autres métropoles :

- l'aire métropolitaine toulousaine
- l'aire métropolitaine de Lille
- la conférence des villes-centres et agglomérations de Rhône-Alpes
- la Région urbaine lyonnaise et le Sillon alpin
- la métropole franco-valdo-génévoise
- l'aire toulonnaise
- le réseau Clermont Auvergne Métropole
- Sarrebruck – Moselle Est
- la région métropolitaine Côte d'Opale – Flandre occidentale belge
- le réseau Métropolitain Rhin – Rhône.

Il y a donc eu au total quinze métropoles lauréates.

²⁵ Ibid. note n° 12, p. 9

Carte n° 3 : Les projets métropolitains labellisés par la DIACT



Source : DATAR

L'appel d'offre ne définissant pas un cadre rigide pour le réseau métropolitain, les réponses et la composition des métropoles ont été très différentes²⁶.

6. Le désengagement de l'Etat sur la politique de la coopération métropolitaine

Initialement, il était prévu que des contrats métropolitains soient mis en place à partir de 2006, en complément des CPER. Les actions structurantes prévues par les partenaires devaient composer le contrat. Il semblerait que les agglomérations ont vu en ces contrats de nouvelles sources de financement ; ce qui peut expliquer en partie l'engouement des agglomérations pour cette démarche. Cependant, le CIACT²⁷ de mars 2006 a précisé que les contrats métropolitains ne seront finalement pas appliqués, mettant ainsi fin à cette politique de coopération métropolitaine : « la procédure de contrat de projet Etat-Région bascule dans un dispositif tout autre de ce qui avait été envisagé et qui est un enterrement du contrat métropolitain »²⁸. Même si cette politique n'est plus soutenue au niveau

²⁶ Annexe I : Composition des quinze métropoles lauréates de l'appel à coopération

²⁷ CIIACT : Comité Interministériel de l'Aménagement et de la Compétitivité des Territoires. Il se substitue depuis octobre 2005 au CIADT

²⁸ MOTTE Alain, *La métropole, enjeu de connaissance et de coopération*, colloque organisé par le Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, 1^{er} février 2007, Tours

de l'Etat, l'appel à projets a eu le mérite de créer des relations et des habitudes de travail entre des agglomérations. Dans la majorité des cas, ces échanges se poursuivent aujourd'hui.

Afin d'accroître la visibilité internationale des villes françaises, l'Etat a décidé de lancer un appel à coopération intitulé *pour un rayonnement européen des métropoles françaises*. Les agglomérations ont répondu massivement car elles étaient notamment intéressées par la mise en place de contrats métropolitains qui devaient leur apporter un surplus de financements. L'abandon de ce contrat par l'Etat a marqué la fin de la politique de coopération métropolitaine. Toutefois, les agglomérations ont décidé de poursuivre le travail réalisé dans le cadre de la réponse à l'appel d'offre.

Il va s'agir maintenant de mettre en avant un moyen permettant aux agglomérations engagées dans une coopération d'accroître leur visibilité et leur rayonnement.

II. Présentation de la recherche

1. La définition du thème de la recherche

L'appel à coopération lancé par la DATAR avait pour finalité d'aider les agglomérations françaises à se structurer en métropoles. La démographie de ces nouveaux territoires et la concentration des activités qu'elle entraîne doivent permettre à ces métropoles d'atteindre un rayonnement européen et mondial.

« Dès qu'une ville atteint une certaine taille, chacun a la possibilité de se spécialiser et d'obtenir un niveau plus élevé d'efficacité dans ses activités professionnelles »²⁹. Par analogie avec cette citation, si une métropole regroupe une masse démographique assez importante, les agglomérations constituant cette métropole peuvent définir une spécialisation de leurs activités afin de gagner en efficacité et arriver à un rayonnement international.

La présente recherche portera donc sur le thème suivant :

la spécialisation des agglomérations intermédiaires engagées dans une coopération intercommunautaire

Le terme « spécialisation » peut, dans un sens commun, être considéré comme le « fait de privilégier dans les activités humaines un secteur particulier par souci d'approfondissement, de maîtrise, de perfection »³⁰. Cette ébauche de définition peut être complétée par la définition suivante : la spécialisation correspond à l'action de rendre, ou de se rendre, compétent dans un domaine ou travail particulier.

Il existe une définition de spécialisation qui fait intervenir la notion de territoire. La spécialisation est alors considérée comme le « développement d'une activité dans une ville [...] au point qu'elle y donne le ton »³¹. Cette définition est d'autant plus intéressante qu'elle intègre la notion de spécialité : « un lieu peut avoir plusieurs spécialités. La domination d'une d'entre elles, ou d'un groupe de spécialités, fait la spécialisation »³². Le terme de spécialité peut s'entendre comme ce qui est particulier à un cas, à une situation.

²⁹ THISSE Jacques, *Economie régionale et urbaine*, encyclopédie Universalis

³⁰ Ibid. note n°7

³¹ BRUNET Roger, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus la Documentation française, 1998, 518 p.

³² Ibid.

Il est intéressant de noter que ces définitions utilisent des termes faisant référence au monde économique. La spécialisation apparaît donc ici clairement comme un acte économique. La présente recherche va donc se concentrer sur la spécialisation des activités économiques présentes dans les agglomérations.

Il est alors possible de préciser le thème de la recherche :

la spécialisation économique des agglomérations intermédiaires engagées dans une coopération intercommunautaire

Le terme « agglomération » fait référence ici, et pour l'ensemble de la recherche, à l'institution, c'est-à-dire à la communauté d'agglomération.

« La communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Ces communes s'associent au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire »³³.

« Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de "projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité". Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales »³⁴.

L'adjectif « intermédiaire » affecté aux agglomérations apporte une précision quant à la taille de la structure intercommunale. Il indique que les agglomérations étudiées par la recherche occupent une situation moyenne. Il s'agit de la totalité des agglomérations françaises à l'exception de la Région Parisienne. En effet, selon l'*analyse comparative des villes européennes*³⁵, elles sont classées, dans le meilleur des cas, dans la quatrième catégorie, l'Ile de France appartenant à la première classe.

Le terme « coopération intercommunautaire » fait directement référence à l'appel à coopération de la DATAR. Il renvoie à la collaboration entre différents EPCI, et plus particulièrement ici entre communautés d'agglomération qui souhaitent développer un projet métropolitain commun. Le terme « coopération » peut être envisagé plus précisément comme « l'entente entre les membres d'un groupe en vue d'un but commun »³⁶. Dans le cas présent, le groupe est celui des agglomérations intermédiaires et le but recherché est le rayonnement européen et international de la métropole.

Il est possible de distinguer trois niveaux de spécialisation des activités. Il existe, tout d'abord, une spécialisation existante et avérée. Ensuite, il y a une spécialisation voulue par les décideurs qui sont ici les élus communautaires. Enfin, compte tenu des deux spécialisations précédentes et des activités présentes, il est possible de faire apparaître une spécialisation possible.

Le thème de la recherche devient alors :

la spécialisation économique avérée, voulue ou possible des agglomérations intermédiaires engagées dans une coopération intercommunautaire

³³ Définition issue du site internet de l'INSEE : www.insee.fr

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid. note n° 11

³⁶ Ibid. note n° 7

Le problème général de la recherche est donc le suivant :

comment spécialiser l'économie des agglomérations intermédiaires engagées dans une coopération intercommunautaire ?

La recherche étant affinée, il convient maintenant de définir le territoire d'étude

2. Le Val de Loire comme territoire d'étude

a. La réponse du Val de Loire à l'appel à projets

Les agglomérations du Val de Loire ont répondu à l'appel à projets de la DATAR en s'associant avec les villes du Maine pour former l'espace Val de Loire – Maine. Ce projet métropolitain est constitué des communautés urbaines d'Alençon et de Le Mans Métropole, des communautés d'agglomérations de Blois Agglopolys, de Laval Agglomération, d'Orléans Val de Loire, de Saumur Loire Développement et de Tour(s)plus ainsi que de la communauté de communes de Rivière – Chinon – Saint-Benoît-la-Forêt.

Carte n° 4 : Le projet métropolitain Val de Loire – Maine



Source : Site internet de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine, www.valdeloire-maine.fr

La DIACT n'a pas labellisé le projet Val de Loire – Maine. En effet, elle ne s'attendait pas à un tel regroupement et aurait préféré une métropole axée sur l'axe ligérien, de manière similaire à celle de la métropole jardin. De plus, il lui semblait que la gouvernance de cet espace métropolitain n'était pas clairement définie.

Malgré le refus du dossier de candidature de l'espace Val de Loire – Maine, les acteurs locaux ont souhaité continuer le dialogue qui avait été entrepris. Ainsi, ils ont formalisé leur travail commun dans un protocole de coopération³⁷. Même si l'espace Val de Loire – Maine n'a pas été retenu par la DIACT, la volonté des acteurs de continuer la démarche de coopération fait qu'il existe une véritable coopération intercommunautaire entre les partenaires.

Le fait que la DIACT s'attende à un projet métropolitain uniquement à l'échelle du Val de Loire va limiter la recherche **aux communautés d'agglomération de l'axe ligérien Orléans-Blois-Tours**.

³⁷ Annexe II : Protocole de coopération de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine, novembre 2006

Le problème général de la recherche devient donc :

comment spécialiser l'économie des agglomérations du Val de Loire engagées dans une coopération intercommunautaire ?

b. Présentation générale des agglomérations du Val de Loire

La communauté d'agglomération Val de Loire Orléans réunit 22 communes. Avec une population de 270 000 habitants, c'est la plus grande communauté d'agglomération du Val de Loire. Deux autoroutes sont présentes sur son territoire : l'A10 (Paris-Bordeaux) et l'A71 (vers Clermont-Ferrand). Orléans se situe à 120 km de Paris, ce qui correspond à une heure de trajet aussi bien en train qu'en voiture.

La communauté d'agglomération Agglopolys rassemble 93 000 habitants sur 26 communes. Il s'agit de la communauté d'agglomération du Val de Loire la plus petite en termes de population. Elle est desservie par l'A10 et est équidistante de Tours et d'Orléans avec 45 min de trajet en voiture pour une distance de 60 km.

La communauté d'agglomération Tour(s)plus regroupe, sur 14 communes, 260 000 habitants. Elle a une localisation stratégique importante puisqu'elle se situe à un nœud de 3 autoroutes : l'A10, l'A28 (Tours-Rouen) et l'A85 (Angers-Vierzon). Paris est accessible en train en une heure grâce à la ligne Paris-Bordeaux.

3. La place des trois agglomérations dans l'armature urbaine européenne

a. Tours et Orléans sont classées dans la septième classe

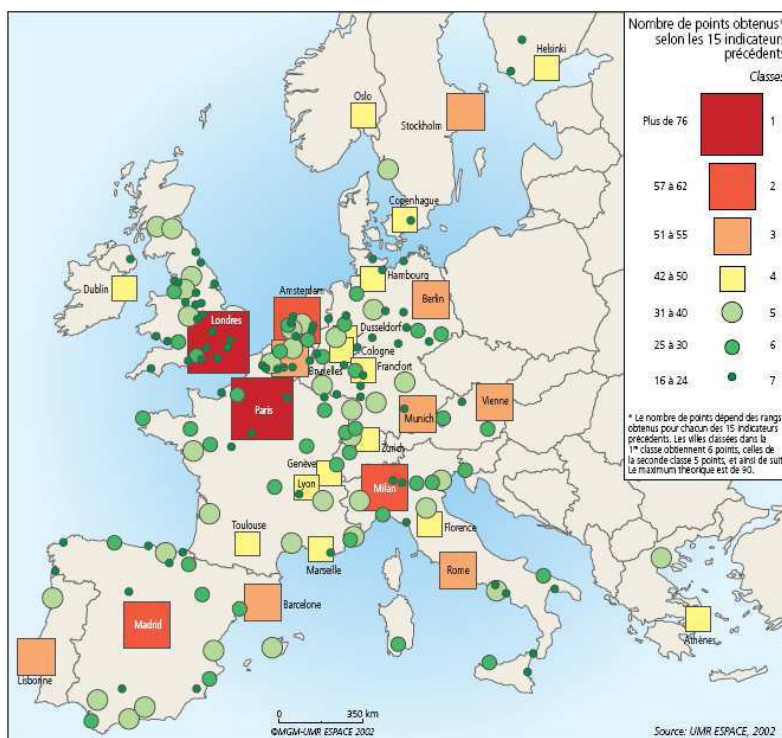
L'étude de Céline Rozenblat et Patricia Cécile et intitulée *les villes européennes, analyse comparative*³⁸ avait pour objectif de hiérarchiser 180 villes européennes grâce à l'utilisation de quinze indicateurs³⁹. Dans le cadre de cette étude, la notion de ville fait référence à l'agglomération urbaine définie par la continuité du bâti et non pas par le découpage administratif.

Cette étude a permis de classer ces villes en sept classes selon leur niveau de rayonnement européen. La classe 1 correspond aux villes ayant un fort rayonnement international alors que la classe 7 comprend les villes dont le rayonnement reste plus local.

³⁸ Ibid. note n° 11

³⁹ Les quinze critères sont : la population en 2000, l'évolution de la population de 1950 à 1990, le trafic des ports maritimes en 1999, le trafic des passagers des aéroports en 2001, l'accessibilité, le nombre de sièges sociaux des grands groupes européens, le nombre de places financières, le nombre de nuitées touristiques, le nombre de foire et de salons, le nombre annuel de congrès internationaux, le nombre de musées, le nombre de sites et grandes manifestations culturels, le nombre d'étudiants, le nombre de revues scientifiques éditées et le nombre de réseaux de recherche.

Carte n° 5: Le rayonnement des villes européennes



Source : Analyse comparative des villes européennes

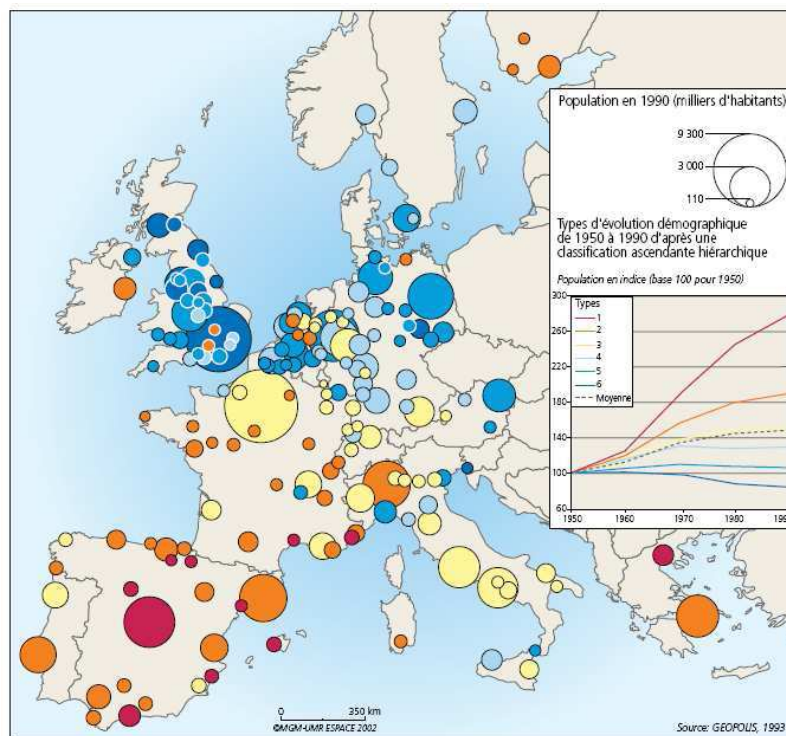
Il convient de préciser que la ville de Blois, ne faisant pas partie de cette étude, n'apparaît pas sur la carte précédente.

Les villes de Tours et d'Orléans sont classées dans la septième classe, c'est-à-dire que le niveau européen est complètement absent de ces deux villes. Ce classement s'explique par les faiblesses qui apparaissent lors de l'analyse de différents critères :

- faible flux de passagers dans les aéroports
- faible accessibilité
- absence de sièges sociaux de grands groupes
- faible présence des banques internationales
- faible nombre de nuitées touristique : moins de deux millions à Tours et moins de 500 000 à Orléans
- peu de congrès internationaux, de foires et de salons
- peu de musées
- nombre limité de sites et grandes manifestations culturels
- pas de publication de revues scientifiques

Il est pourtant possible de noter des points positifs pour Orléans et Tours. En effet, ces deux villes ont notamment connu une croissance démographique importante entre 1950 et 1990.

Carte n° 6 : Evolution de la population des villes entre 1950 et 1990



Source : Analyse comparative des villes européennes

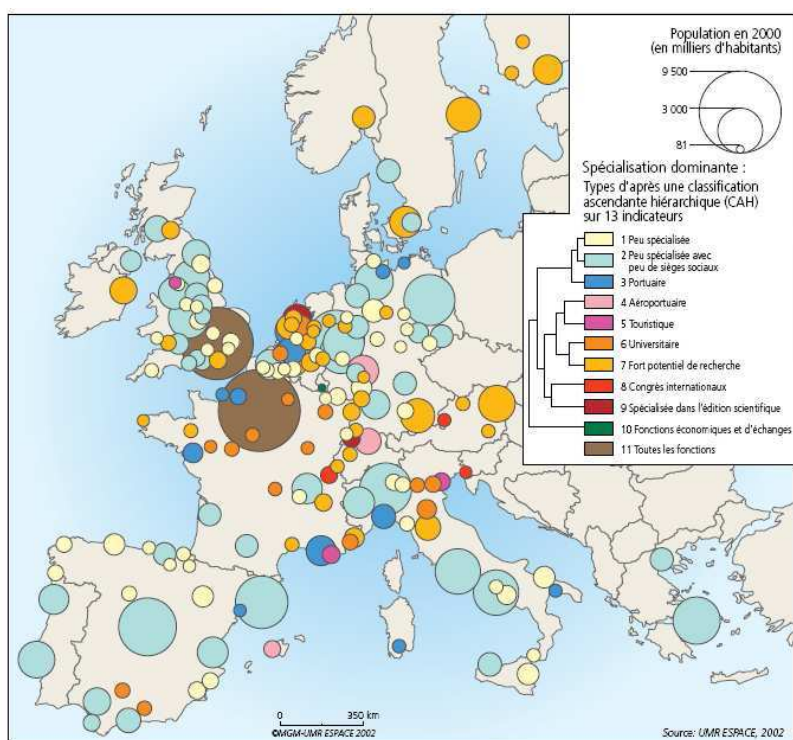
Tours et Orléans apparaissent bien classées respectivement dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. En effet, les étudiants sont nombreux à Tours (23 000) et ils représentent une part non négligeable de la population totale de la ville (environ 5%). A Orléans, le nombre d'unités de recherche participant au cinquième PCRD⁴⁰ est relativement important (environ 90) compte tenu de la taille de la ville.

b. Spécialisation dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche

L'étude de Céline Rozenblat et Patricia Cécille a permis de déterminer la spécialisation dominante de chacune des 180 villes étudiées.

⁴⁰ Programme Cadre de Recherche et de Développement technologique. Il s'agit d'un programme européen visant à stimuler la recherche

Carte n° 7 : Orléans et Tours, deux villes présentant une spécialisation universitaire



Source : Analyse comparative des villes européennes

Il apparaît que les villes de Tours et d'Orléans présente une spécialisation dominante dans le domaine universitaire.

« Le nombre d'étudiants dans les universités et les grandes écoles montre la capacité des villes à offrir aux jeunes un niveau de formation élevé leur permettant de s'adapter plus aisément au marché du travail. Il représente aussi un potentiel important d'innovation et de recherche pour la ville »⁴¹.

La classe à laquelle appartiennent Tours et Orléans

« caractérise des villes de faible taille qui sont à la fois bien dotées en structures universitaires, articulées avec d'autres fonctions assez diverses. Parfois, elles sont assez bien fournies en réseaux de recherche [ce qui est le cas d'Orléans] [...] Les villes de cette classe ont en général une assez faible accessibilité »⁴².

Il semble donc intéressant, pour la présente étude, de se pencher sur la spécialisation des trois agglomérations dans le domaine de l'enseignement supérieur. De plus, sachant que la recherche est fortement liée à l'enseignement supérieur et qu'Orléans est bien classé dans ce domaine, il apparaît pertinent d'ajouter la recherche à l'étude qui nous intéresse ici.

⁴¹ Ibid. note n°11, p. 42

⁴² Ibid. note n°11, p. 61

4. Définition de la problématique et de l'hypothèse de recherche

Il est donc possible de préciser le problème général de la recherche :

comment spécialiser dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche les agglomérations du Val de Loire engagées dans une coopération intercommunautaire ?

Pour définir une spécialisation des agglomérations du Val de Loire dans les domaines économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, il convient de mettre en œuvre des outils.

La problématique de la recherche peut alors être définie :

quels sont les outils permettant de spécialiser, dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche, les agglomérations du Val de Loire engagées dans une coopération intercommunautaire ?

Il convient maintenant de formuler une hypothèse pour répondre à cette problématique. Les pôles de compétitivité pourraient constituer les outils de spécialisation des agglomérations, que se soit dans le domaine économique ou celui de la recherche et de l'enseignement supérieur. En effet,

« un pôle de compétitivité est le rapprochement, sur un territoire donné, d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche engagés dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets innovants.

Disposant de la masse critique nécessaire pour atteindre une visibilité internationale, chaque pôle est fondé sur une stratégie partagée de développement permettant la création de richesses nouvelles à forte valeur ajoutée autour de projets communs de recherche et de développement »⁴³.

Il apparaît que cette définition, notamment par les notions de masse critique et de visibilité internationale, s'inscrit pleinement dans la démarche métropolitaine.

Il est possible de préciser la définition des pôles de compétitivité préalablement donnée et d'en établir les caractéristiques principales.

La politique des pôles de compétitivité a été lancée en septembre 2004 sous le gouvernement Raffarin. Elle a pu être initiée par l'Etat grâce au succès des systèmes productifs locaux⁴⁴ lancée dans la deuxième moitié des années 1990 qui ont mis en avant :

- « une large implication financière des collectivités territoriales, qui permet à l'Etat, comme il le souhaitait initialement, de se dégager progressivement
- une large répartition géographique des réseaux soutenus et une grande palette d'activités concernées
- une évolution favorable de l'emploi dans les SPL labellisés, dans un contexte général de recul de l'emploi industriel en France »⁴⁵.

L'appel d'offres qui a été lancé a reçu 105 dossiers de candidature en vue d'une labellisation. Le CIIACT du 12 juillet 2005 en a sélectionné 66. 6 correspondent à des pôles mondiaux, 9 ont une vocation mondiale et les 52 restants ont une vocation nationale. Cinq autres appels à projets suivirent.

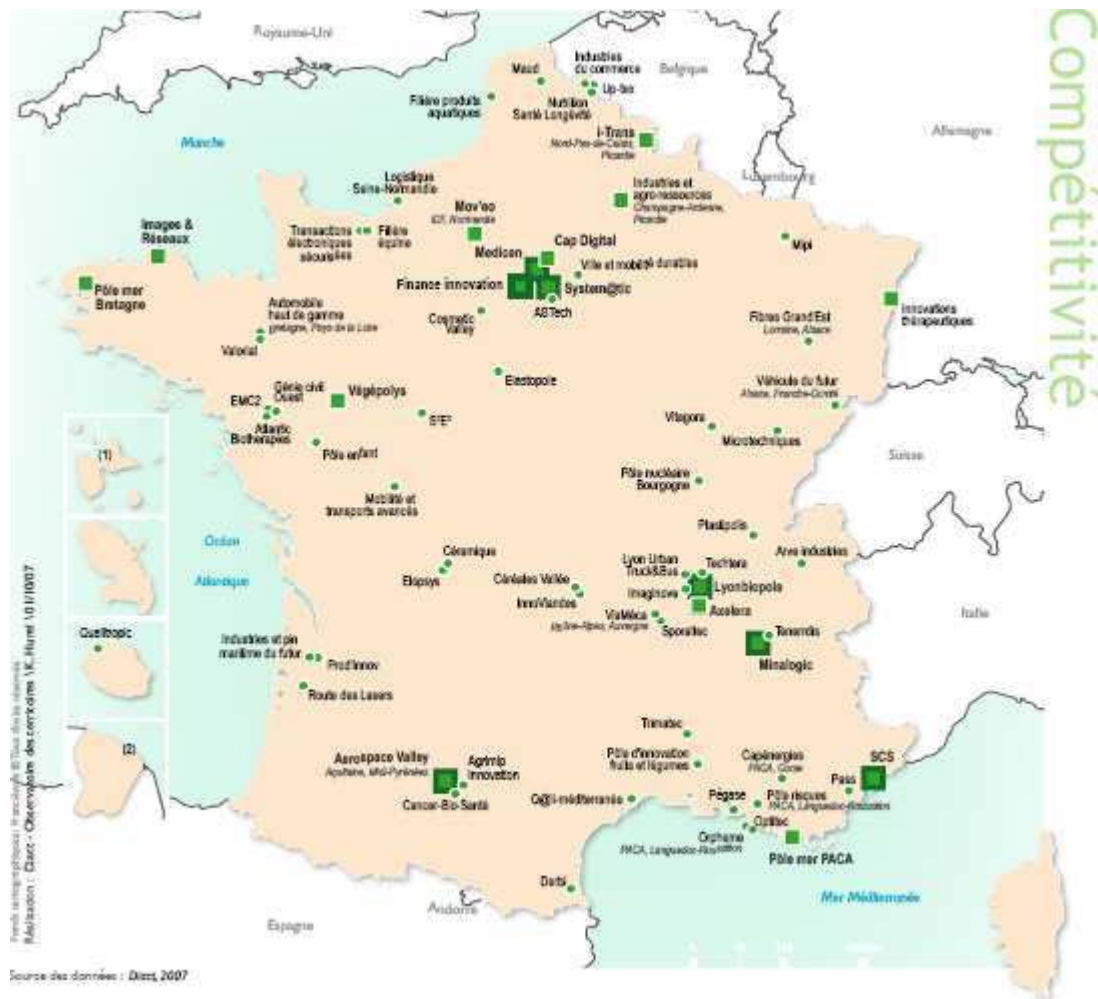
⁴³ CIIACT, *Les pôles de compétitivité, moteurs de croissance et d'emploi*, 4 p., p. 2

⁴⁴ Système productif local (SPL) : groupement d'entreprises et d'institutions géographiquement proches qui collaborent dans un même secteur d'activité. Définition issue du site de la CIIACT : www.ciiact.gouv.fr

⁴⁵ DEMAZIERE Christophe, « l'Etat et les acteurs locaux dans la mise en place des pôles de compétitivité », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 101, 2006, p. 33 – 39, p.36

Aujourd'hui, il y existe, sur l'ensemble du territoire national 71 pôles de compétitivité. Parmi ce panel, 7 sont des pôles mondiaux et 10 ont une vocation mondiale.

Carte n° 8 : les pôles de compétitivité en France



Source : site internet du gouvernement sur les pôles de compétitivité : www.competitivite.gouv.fr

Pour qu'un pôle de compétitivité soit une réussite, il doit regrouper quatre éléments :

- une stratégie de développement économique cohérente avec la stratégie globale du territoire,
- des partenariats approfondis entre acteurs autour d'un projet,
- la concentration sur des technologies destinées à des marchés à haut potentiels de croissance,
- une masse critique suffisante pour acquérir et développer une visibilité internationale

L'objectif des pôles de compétitivité est de renforcer l'industrie française. Celle-ci est le moteur de l'économie nationale puisqu'elle est la principale source d'innovation (90 % des dépenses de recherche&développement) et de compétitivité (80 % des exportations). Elle exerce ainsi un effet d'entraînement sur le reste de l'économie française.

L'industrie française est actuellement confrontée à une double évolution de l'économie mondiale. D'une part, l'internationalisation des échanges et des processus de production augmente la concurrence. D'autre part, le développement de l'économie de la connaissance fait de l'innovation et de la recherche les principaux facteurs de croissance et de compétitivité.

Ce double constat est à l'origine de la politique des pôles de compétitivité. En effet, le rapprochement des acteurs industriels, de la recherche et de l'enseignement sur un territoire doit permettre :

- l'innovation. La proximité stimule les échanges d'information et des compétences et facilite ainsi la création de projets innovants

- l'attractivité. La concentration des acteurs sur un territoire offre une plus grande visibilité internationale
- la diminution des délocalisations. L'ancrage des entreprises sur un territoire, grâce à la présence de compétences et de partenaires indispensables, réduit leur délocalisation

Un pôle de compétitivité est avant tout le lieu de rencontre des entreprises, centres de recherche et organismes de formation. Cette mise en relation de ces acteurs doit permettre la réalisation de projets innovants. Ainsi, les projets de R&D constituent le cœur des activités d'un pôle de compétitivité. Les projets hors R&D, comme par exemple la formation, la promotion du territoire, etc., sont des compléments indispensables pour la compétitivité du pôle.

Chaque pôle de compétitivité est dirigé par une entité juridique propre. Il s'agit le plus souvent d'une association. Cette structure, qui doit intégrer des acteurs industriels, de la recherche et de la formation, est chargée de faciliter le montage de projets communs. Ses principales missions sont :

- l'élaboration de la stratégie du pôle
- la coordination et la sélection de projets pouvant prétendre à des financements publics (Etat et collectivités territoriales)
- la communication du pôle
- la mise en place de coopération avec d'autres pôles
- l'évaluation des projets

L'Etat, qui est à l'origine de la politique des pôles de compétitivité, en assure en grande partie le financement. Le CIADT du 12 juillet 2005 a octroyé une enveloppe minimale de 1,5 milliard d'euros sur 3 ans (2006-2008) pour le soutien de cette politique.

Tableau n° 1 : les financeurs des pôles de compétitivité

Financeurs	Montant (millions d'euros)
Etat	830
Agences (ANR ⁴⁶ , AII ⁴⁷ , OSEO) et Caisse des Dépôts et Consignations	520
Exonérations fiscales	160
Total	1 500

Source : site internet du gouvernement sur les pôles de compétitivité : www.competitivite.gouv.fr

Des exonérations fiscales sont prévues dans le cadre du zonage R&D défini par l'Etat. Chaque pôle de compétitivité s'est vu fixé ce zonage par décret du Conseil d'Etat. La présence d'une entreprise d'un pôle dans la zone lui ouvre droit à des financements complémentaires lorsqu'elle participe à un projet de recherche collaboratif labellisé par un pôle.

Les financements sont essentiellement destinés à soutenir les projets de recherche et développement. Les exonérations fiscales et une partie des crédits sont réservées aux entreprises implantées dans les zones de recherche et développement des pôles de compétitivité.

Ces financements octroyés par l'Etat peuvent être complétés par ceux des collectivités territoriales. Celles-ci peuvent apporter ainsi un soutien supplémentaire aux pôles de compétitivité implantés sur leur territoire. Les collectivités, ayant un budget limité, ne peuvent pas soutenir l'ensemble des projets développés sur son territoire. Des choix doivent donc être effectués par les pouvoirs politiques. La décision de concentrer les investissements de la collectivité sur les entreprises d'un secteur d'activité particulier va en favoriser le développement. Par contre, les entreprises des autres secteurs, ne bénéficiant pas du même soutien de la collectivité, réaliseront moins d'investissements et se

⁴⁶ ANR : Agence nationale de la recherche

⁴⁷ AII : Agence de l'innovation industrielle

développeront moins rapidement. Par conséquent, la focalisation des investissements de la collectivité sur un secteur d'activité peut conduire à sa spécialisation dans ce domaine.

La participation d'une collectivité au financement d'un pôle de compétitivité semble donc être un moyen pour elle de se spécialiser dans un secteur.

L'hypothèse de la recherche peut alors être définie de la manière suivante :

l'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité permet la spécialisation de celles-ci dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche

5. La méthode envisagée pour la recherche

Pour vérifier ou réfuter l'hypothèse de recherche, il s'agira tout d'abord de la tester au niveau national. Pour cela, les projets métropolitains retenus par la DIACT suite à l'appel d'offres portant sur la coopération métropolitaine seront étudiés. En complément de cette analyse, des questionnaires seront envoyés aux métropoles. Il convient de préciser que même si la politique de coopération métropolitaine a été abandonnée par le gouvernement, cette première étude permettra d'apporter une indication sur la validité ou non de l'hypothèse

Dans un second temps, une analyse bibliographique permettra d'étudier l'intervention des agglomérations auprès des pôles de compétitivité. Cette analyse permettra ensuite de réaliser une classification des moyens d'actions des collectivités auprès des pôles de compétitivité.

Pour le Val de Loire, il s'agira d'identifier si les pôles de compétitivité sont en concordance avec la spécialisation avérée des agglomérations dans les domaines de l'économie, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le classement des moyens d'actions des agglomérations auprès des pôles de compétitivité permettra, par la suite, de proposer des outils pour les agglomérations du Val de Loire afin d'accroître leur rayonnement national et international.

La spécialisation est un acte économique qui permet de gagner en efficacité lorsqu'un seuil démographique est atteint. En faisant le parallèle avec les territoires, il apparaît que la spécialisation économique des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire semble être un moyen pour celles-ci d'arriver à un niveau de rayonnement plus important.

Le territoire d'étude pour la recherche est le Val de Loire, espace bénéficiant, à l'échelle européenne, d'une spécialisation universitaire. Les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur sont donc ajoutés au domaine économique. La recherche va donc porter sur la spécialisation, dans les domaines de l'économie et de la recherche et de l'enseignement supérieur, des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire.

Il existe des structures qui rassemblent à la fois le monde économique, la recherche et l'enseignement supérieur : les pôles de compétitivité. Il est alors possible de formuler l'hypothèse de la présente recherche :

l'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité permet la spécialisation de celles-ci dans les domaines économique et de l'enseignement supérieur et de la recherche

Il va s'agir maintenant de vérifier ou d'infirmer cette hypothèse.

Partie 2 : Agglomérations et pôles de compétitivité

L'objectif de cette partie est d'exposer, au niveau national, les différents appuis des agglomérations aux pôles de compétitivité. Dans un premier temps, ce sont ceux des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire qui seront étudiés. Dans un deuxième temps, l'action de l'ensemble des agglomérations françaises auprès des pôles de compétitivité sera examinée.

I. Le positionnement des projets métropolitains par rapport aux pôles de compétitivité et à la spécialisation des agglomérations

Il va s'agir, par l'analyse des projets métropolitains retenus par la DIACT, de chercher à vérifier ou à infirmer l'hypothèse de la recherche. L'appui des agglomérations aux pôles de compétitivité permet-il réellement la spécialisation de celles-ci dans les domaines économique et de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

1. L'analyse des projets métropolitains

a. Les résultats

L'analyse des projets métropolitains va se faire selon deux entrées : leur positionnement par rapport aux pôles de compétitivité et par rapport à la spécialisation des agglomérations participantes. Les projets métropolitains énonçant à de nombreuses reprises des complémentarités, l'analyse qui suit en tient compte. La complémentarité peut se définir comme le caractère d'un élément nécessaire et devant être intégré à un ensemble pour former un tout complet. La complémentarité peut ainsi être définie comme une démarche tendant vers une spécialisation mais à un degré moins important.

Tableau n° 2 : le positionnement des projets métropolitains par rapport aux pôles de compétitivité et à la spécialisation des agglomérations

Projet métropolitain	Positionnement par rapport aux pôles de compétitivité	Positionnement par rapport à une spécialisation et une complémentarité
Agglomération franco-valdo-genevoise	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration recherche-formation-entreprises dans l'optique de créer des mises en réseau avec les pôles de compétitivité existants - Mise en valeur de la position stratégique du territoire dans le cadre de la mise en relation des pôles de compétitivité français et des clusters⁴⁸ suisses 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la spécialisation du territoire en matière d'organisations non gouvernementales
Aire métropolitaine de Lille	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des pôles de compétitivité - Création de tous les ponts utiles avec les pôles de compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser la diversité et la complémentarité des territoires - Recherche de complémentarités en termes de desserte
Aire toulonnaise	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement du pôle Mer 	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de synergies avec Marseille – Pays d'Aix et avec la Métropole Cote d'Azur (notamment sur les pôles de compétitivité)
Aire métropolitaine toulousaine	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement des pôles de compétitivité et des filières associées sur tous les territoires - Développement de la recherche en appui des pôles de compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Spécialisation des sites universitaires - Identification de complémentarités : articulation des deux pôles de compétitivité - Spécialisation sectorielle et complémentarité des pépinières d'entreprises et des incubateurs - Recherche de complémentarités dans les politiques sectorielles des agglomérations
Conférence des villes et agglomérations de Rhône Alpes	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de synergie entre les pôles de compétitivité du territoire 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de pôles d'excellence dans un esprit de spécialisation, de complémentarité et de non concurrence (qui a contribué au succès de la démarche des pôles de compétitivité) - Complémentarité des aéroports
Espace métropolitain Loire Bretagne	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de positionnement spécifique par rapport aux pôles de compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Les complémentarités existantes en termes de recherche entre les agglomérations contribuent à l'émergence d'un véritable pôle d'excellence dans ce domaine - Recherche d'une offre de formation de haut niveau, cohérente et complémentaire via notamment une plus forte spécialisation des grands pôles universitaires - Renforcer la complémentarité des dessertes tous modes - Proposition d'une offre touristique

⁴⁸ Ensemble de décideurs qui créent et entretiennent un système relationnel leur permettant d'augmenter leurs opportunités d'affaires et de croissance. Source : www.s-tetic.be

		complémentaire
Eurodistrict Strasbourg – Ortenau	- Candidature pour 2 pôles de compétitivité	- Recherche de complémentarités en matière de tourisme
Marseille Provence Métropole – Pays d’Aix	- Coordination des politiques économiques avec une réponse commune sur les pôles de compétitivité	- Pas de recherche de spécialisation ou de complémentarité
Métropole Cote d’Azur	- Soutien aux candidatures des pôles de compétitivité	- Spécialisation universitaire autour d’un pôle Terre-Océan-Atmosphère à Sophia-Antipolis et du projet d’Observatoire Mondial du Naturel à Grace - Recherche systématique de complémentarités des actions engagées avec les autres territoires signataires - Définition de complémentarités entre l’aérien et la ligne LGV future
Métropole normande	- Accompagnement des pôles de compétitivité	- Spécialisation de l’offre de formation supérieure
Région métropolitaine Cote d’Opale – Flandre occidentale belge	- Participation au développement du pôle « filière produits aquatiques »	- Développement d’une offre de soins transfrontalière complémentaire - Complémentarité entre la Côte d’Opale et la région lilloise
Réseau Clermont Auvergne Métropole	- Mise en commun des atouts de Viaméca avec Lyon Urban Truck&Bus 2015 - Rapprochement avec Saint-Etienne pour créer un futur pôle mondial dans le domaine de l’ingénierie appliquée à la mécanique	- Synergie avec Lyon Biopôle
Réseau Métropolitain Rhin Rhône	- Pas de positionnement par rapport aux pôles de compétitivité	- Améliorer l’offre de santé par une meilleure complémentarité entre les Centres hospitaliers
Sarrebruck – Moselle Est	- Souhait de développer un pôle de compétitivité dans le domaine de l’énergie hydrogène	- Trouver des synergies et des complémentarités entre les actions du réseau de villes du Sillon lorrain et de la métropole Sarrebruck - Moselle Est
Sillon lorrain	- Pas de positionnement par rapport aux pôles de compétitivité	- Mise en réseau des établissements de soins publics et privés dans une logique de complémentarité - Consolider la performance des laboratoires dans une logique de complémentarité

Source : projets métropolitains

b. L'analyse

Deux attitudes apparaissent par rapport aux pôles de compétitivité. D'une part, il y a les projets métropolitains qui les prennent en considération et, d'autre part, ceux qui n'ont pas de position spécifique vis-à-vis de cette démarche.

Trois des quinze projets métropolitains n'intègrent pas les pôles de compétitivité : l'espace métropolitain Loire – Bretagne, le réseau métropolitain Rhin – Rhône et le Sillon lorrain.

Le projet de l'espace métropolitain Loire – Bretagne ne se positionne pas spécifiquement par rapport aux pôles de compétitivité. Toutefois, en matière de développement économique, il se focalise sur les pôles d'excellence. Même s'ils ne sont pas clairement cités, les pôles de compétitivité sont intégrés aux pôles d'excellence de l'espace métropolitain.

Le réseau métropolitain Rhin – Rhône ne cite pas, dans son projet, les pôles de compétitivité. Toutefois, en matière de développement économique, il précise qu'il faut permettre aux systèmes productifs locaux de mieux affronter les mutations par le développement de la recherche. Il y a donc une volonté de faire le lien entre entreprises et recherche, caractéristique également retrouvée au niveau des pôles de compétitivité.

Il apparaît que, même si les pôles de compétitivité ne sont pas clairement énoncés, l'économie tient une place centrale dans ces projets.

Dans le projet du Sillon lorrain, l'absence de positionnement par rapport aux pôles de compétitivité présents sur le territoire peut s'expliquer par le choix des thématiques de travail. En effet, il a été décidé de se focaliser sur les pôles services TGV, l'accessibilité, la santé, l'enseignement supérieur et la recherche, l'ouverture à l'international. L'économie ne faisant pas partie des thématiques sélectionnées, il semble normal que les pôles de compétitivité ne soient pas évoqués dans le projet métropolitain du Sillon lorrain.

Les douze autres projets métropolitains intègrent les pôles de compétitivité de différentes façons :

- cinq parlent d'un accompagnement
- trois participent à l'élaboration des dossiers de candidature
- trois souhaitent mettre en relation les différents pôles du territoire
- deux envisagent de participer à la création d'un nouveau pôle

Trois projets ont une position plus originale par rapports aux pôles de compétitivité. En effet, l'agglomération franco-valdo-genevoise cherche à mettre en relation la recherche, la formation et les entreprises de son territoire, démarche qui s'inscrit pleinement dans celle des pôles de compétitivité. L'aire métropolitaine de Lille, quant à elle, souhaite créer des liens avec les pôles de compétitivité du territoire et l'aire métropolitaine toulousaine souhaite développer la recherche en appui aux pôles de son territoire.

De même que dans le cas des pôles de compétitivité, les projets métropolitains envisagent différemment la spécialisation, ou du moins la complémentarité, des agglomérations.

Quatorze projets métropolitains sur quinze intègrent la spécialisation ou la complémentarité des agglomérations sur des thèmes divers. Il est possible, tout d'abord, de remarquer une importante recherche de complémentarité dans les politiques sectorielles des agglomérations. En effet, dans neuf projets métropolitains, les participants souhaitent définir des complémentarités au niveau de leurs politiques sectorielles avec les autres agglomérations. Des secteurs sont particulièrement représentés : les transports sont évoqués dans quatre projets, l'offre de soins et l'enseignement supérieur dans trois, le tourisme et la recherche dans deux. Dans le cas de l'aire métropolitaine toulousaine, une spécialisation et une complémentarité des pépinières d'entreprises⁴⁹ et des incubateurs⁵⁰ est

⁴⁹ Pépinière d'entreprise : structure d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'appui aux porteurs de projet et créateurs d'entreprises, elle offre un suivi de la création jusqu'au développement de l'entreprise et à son insertion dans le tissu économique. Définition de l'AFNOR

⁵⁰ Un incubateur d'entreprises est un lieu d'accueil et d'accompagnement de porteurs de projet de création d'entreprise : il offre à ces derniers un appui en matière de formation, de conseils et de recherche de

recherchée. La prédominance des transports peut s'expliquer par le fait que la thématique accessibilité est l'une des plus courantes dans les projets métropolitains.

Quatre projets métropolitains ont formulé la volonté de se rapprocher d'un autre projet. La région métropolitaine Cote d'Opale – Flandre occidentale belge recherche des complémentarités avec l'aire métropolitaine de Lille et Sarrebruck – Moselle Est souhaite définir des complémentarités avec le Sillon lorrain. Dans ces deux cas, ce rapprochement a été souhaité par la DIACT à l'issue de la première session de l'appel à projets. Pour le troisième cas, il s'agit d'un rapprochement souhaité par le Réseau Clermont Auvergne Métropole vers le pôle de compétitivité Lyon Biopole. Enfin, dans le cas de l'aire toulonnaise, un rapprochement est souhaité avec Marseille Provence Métropole – Pays d'Aix et la Métropole Cote d'Azur. Cette volonté peut s'expliquer par la proximité géographique de ces trois métropoles.

Le projet de l'agglomération franco-valdo-genevoise propose une spécialisation pour l'ensemble du territoire métropolitain, à savoir l'accueil d'organisations non gouvernementales. Cette spécialisation s'appuie sur la localisation stratégique du territoire métropolitain.

Par rapport à l'hypothèse de la recherche, à savoir l'appui des agglomérations aux pôles de compétitivité permet la spécialisation des agglomérations, deux projets métropolitains sont particulièrement intéressants. En effet, le projet de l'aire métropolitaine toulousaine souhaite articuler les deux pôles de compétitivité de son territoire. Le projet de la conférence des villes et agglomérations de Rhône Alpes cherche à appuyer les pôles d'excellence de son territoire dans un esprit de spécialisation, de complémentarité et de non concurrence, ce qui a contribué au succès de la démarche des pôles de compétitivité.

L'analyse des projets métropolitains ne permet pas d'affirmer qu'une spécialisation économique des agglomérations est en œuvre dans les territoires métropolitains. En effet, aucun projet métropolitain ne définit une spécialisation économique pour les agglomérations le constituant. La seule spécialisation qui apparaît, dans trois projets sur quinze, est celle des sites universitaires au sein de la métropole.

Les pôles de compétitivité ne sont cités comme moyen de spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire qu'uniquement dans le cas de l'aire toulousaine et de la conférence des villes et agglomérations du Rhône-Alpes. La faible représentation de cette démarche au sein des projets métropolitains apporte une première indication quant à la validité de l'hypothèse : il ne semble pas que les pôles de compétitivité permettent la spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire.

2. Les questionnaires

Afin de compléter l'analyse des projets métropolitains, des questionnaires⁵¹ ont été envoyés aux métropoles. Ils portent sur la spécialisation des agglomérations et les outils mis en œuvre dans cette optique. Ils ont été adressés à l'ensemble des métropoles retenues par la DIACT. Seules six métropoles sur les quinze y ont répondu, ce qui nuancera les résultats obtenus.

financements. Définition issue du site internet du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr

⁵¹ Cf. annexe III : questionnaire envoyé aux projets métropolitains

a. Les résultats

Sur les six réponses au questionnaire, cinq métropoles (aire métropolitain de Lille, Marseille Provence Métropole – Pays d’Aix , Réseau Clermont Auvergne Métropole, Sarrebruck – Moselle Est et Sillon lorrain) n’ont pas définis de spécialisation : les « thématiques ne sont pas exclusives d’un territoire de la coopération métropolitaine »⁵².

Pour la dernière réponse, la réponse est plus contrastée. En effet, dans le cas de la conférence des villes et des agglomérations de Rhône-Alpes, même s’il n’y a pas eu de spécialisation définie, il existe des complémentarités : « en termes de santé, Lyon et Grenoble sont complémentaires, l’un leader en vaccins [...], l’autre leader sur les nanobiotechnologies »⁵³. Dans cette réponse, il est précisé que « c’est le gisement des quinze pôles de compétitivité qui est travaillé ensemble »⁵⁴. Toutefois, « ce sont d’autres mécanismes que la spécialisation qui sont à l’œuvre »⁵⁵. Il s’agit, en fait, plus d’une mise en réseau que d’une véritable spécialisation.

La réponse de la conférence des villes et agglomérations de Rhône-Alpes à la question sur les outils mis en œuvre afin de spécialiser les agglomérations est particulièrement intéressante dans le cadre de cette recherche. En effet, elle fait intervenir les pôles de compétitivité et plus particulièrement le pôle Minalogic. A travers l’exemple de ce pôle de compétitivité mondial, il est clairement précisé la mise en réseau des compétences : « la traçabilité est traitée avec Valence, la mécanique avec Annecy, les tissus intelligents avec le Nord Isère »⁵⁶.

b. L’analyse

L’analyse des questionnaires ne fait pas apparaître de spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire. Elle met uniquement en évidence la mise en réseau des compétences au niveau d’un pôle de compétitivité.

Il semble donc qu’il n’y ait pas de spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire. Les pôles de compétitivité apparaissent ici plus comme un moyen de mettre en réseaux les compétences localisées au sein d’un réseau métropolitain que comme un moyen de spécialiser l’économie des agglomérations.

3. Les entretiens téléphoniques

Afin de combler les lacunes des questionnaires dues notamment au faible taux de réponse, des entretiens téléphoniques ont été réalisés. Leur but premier était de savoir si les métropoles, qui n’avaient pas répondu au questionnaire, avaient défini une spécialisation pour leurs agglomérations. Ces entretiens, qui ont été réalisés à un stade plus avancé de la recherche, ont également été l’occasion de questionner les métropoles sur leur prise de position par rapport aux pôles de compétitivité. Les entretiens concernent dix métropoles.

a. Les résultats

Les métropoles interrogées lors des entretiens téléphoniques n’ont pas, pour la majorité, défini de spécialisation pour leurs agglomérations, elles n’ont pas déterminé de « vocation particulière »⁵⁷. En effet, sur les dix réponses, sept affirment qu’il n’a pas été question d’établir une telle spécialisation. Il convient de préciser que pour l’Eurodistrict Strasbourg – Ortenau et Sarrebruck – Moselle Est, la thématique économique est peu présente. De plus, les métropoles élaborent, dans quatre cas sur dix,

⁵² Réponse au questionnaire

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Entretiens téléphoniques

des orientations stratégiques pour l'ensemble du territoire. « Le territoire est envisagé dans sa globalité »⁵⁸. Il n'y a donc pas, dans ces cas précis, de positionnement sur une spécialisation des agglomérations.

Le positionnement des métropoles par rapport aux pôles de compétitivité présents sur leur territoire peut se diviser en deux catégories. D'un côté, il y a celles qui ont peu de relations avec les pôles et de l'autre côté, celles qui soutiennent les pôles.

Parmi le panel de réponses, il apparaît que, pour la moitié des métropoles, le dialogue avec les pôles est relativement faible. Selon les cas, « il n'y a pas de lien »⁵⁹, « la démarche [des pôles de compétitivité] est prise en considération »⁶⁰, « l'implication est faible »⁶¹, ou « il n'y a que des liens possibles et ponctuels au deuxième ou troisième degré d'information réciproque sur l'avancement des dossiers »⁶².

Dans le cas où la métropole soutient les pôles de compétitivité, c'est-à-dire dans trois cas sur dix, l'appui se fait de différentes manières. Il peut y avoir « une reconnaissance absolue des pôles de compétitivité [...] [avec] des financements »⁶³ ou « un accompagnement financier et immobilier »⁶⁴. La Métropole Normande, afin de soutenir les pôles de compétitivité de son territoire, a élaboré une charte. Celle-ci prévoit que « l'ensemble de la métropole mutualise les moyens à disposition des pôles »⁶⁵. Elle doit permettre à la métropole de concentrer ses financements sur les projets de recherche susceptibles d'offrir les retombées les plus importantes pour le territoire.

L'aire métropolitaine toulousaine, quant à elle, considère les pôles de compétitivité comme « une entrée pour faire travailler ensemble les agglomérations »⁶⁶.

Dans le cadre de la conférence des villes et agglomérations de Rhône-Alpes, « le portage des pôles de compétitivité par les agglomérations s'est fait en dehors de la réponse à l'appel à projet [à coopération métropolitaine] de la DATAR, ce dernier a travaillé uniquement a posteriori sur les synergies possibles entre les pôles de compétitivité déjà labellisés »⁶⁷. L'appui de cette métropole aux pôles de compétitivité se focalise sur leur mise en réseau. De plus, Mme Tourasse, de la Direction Prospective et Stratégie d'Agglomération du Grand Lyon, affirme : « pour chaque aggro, on peut répondre que OUI, le soutien aux pôles de compétitivité a renforcé leur spécialisation économique, structurellement et en lisibilité »⁶⁸.

b. L'analyse

Les entretiens téléphoniques réalisés permettent d'arriver à la même conclusion qu'avec l'analyse des projets et les questionnaires : il n'y a pas été défini de spécialisation dans les métropoles.

Le lien entre métropoles et pôles de compétitivité reste encore trop faible dans la majorité des cas. Toutefois, il convient de mettre en avant la démarche de la Métropole Normande qui cherche à maximiser les retombées sur son territoire de son soutien. Parmi les métropoles, il apparaît que la Métropole Normande est la seule à avoir élaboré une stratégie aussi avancée vis-à-vis des pôles.

⁵⁸ Entretiens téléphoniques.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid.

⁶² Ibid.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Ibid.

4. Bilan : Infirmer l'hypothèse

Il apparaît, suite à l'analyse des projets métropolitains, des questionnaires et des entretiens téléphoniques, que la spécialisation des agglomérations n'est pas un processus mis en œuvre de manière générale dans les coopérations intercommunales. Toutefois, il faut préciser que certains projets métropolitains ont laissé entrevoir une possible spécialisation des sites universitaires. La spécialisation économique, quant à elle, n'est pas envisagée.

La démarche de la coopération intercommunale a intégré, dans la quasi-totalité des métropoles, celle des pôles de compétitivité. En effet, les métropoles accompagnent les pôles présents sur leur territoire afin d'en faire des piliers de leur développement économique. Le soutien aux pôles est donc pensé d'une manière globale vis-à-vis du territoire métropolitain et non pas comme un outil de spécialisation des agglomérations de la métropole.

L'hypothèse de la recherche semble donc réfuter :

L'appui aux pôles de compétitivité des agglomérations engagées dans une coopération intercommunale ne permet pas la spécialisation de celles-ci

L'infirmer l'hypothèse de la recherche peut être nuancée par le positionnement de la conférence des villes et des agglomérations de Rhône-Alpes. En effet, cette métropole cherche à appuyer les pôles de compétitivité de son territoire dans un esprit de spécialisation : « pour chaque agglomération, on peut répondre que OUI, le soutien aux pôles de compétitivité a renforcé leur spécialisation économique ».

Le cas de la conférence des villes et des agglomérations de Rhône-Alpes reste atypique parmi le panel des métropoles. Toutefois, il laisse entrevoir la possibilité que les pôles de compétitivité soient un outil de spécialisation des agglomérations. Le fait que les démarches de coopération intercommunale et de pôles de compétitivité soient relativement jeunes vient renforcer cette idée. En effet, les habitudes de travail en commun commencent simplement à s'initier et le partage des compétences sera long à mettre en œuvre. De plus, le développement économique étant un enjeu majeur de l'attractivité des territoires, les décideurs politiques ne semblent pas prêts à se départager les secteurs d'activités. La spécialisation économique des agglomérations apparaît donc peu probable dans un avenir proche. Néanmoins, le développement à long terme des habitudes de travail communes et la concurrence de plus en plus accrue entre les territoires à l'échelle européenne et mondiale devraient amener les métropoles françaises à définir une spécialisation de leurs agglomérations afin de parvenir à une attractivité et une visibilité plus importantes.

Les métropoles soutiennent, pour la quasi-totalité d'entre elles, les pôles de compétitivité présents sur leur territoire. Toutefois, elles ne les considèrent pas comme des outils de spécialisation de leurs agglomérations. L'hypothèse de la recherche semble donc réfutée. Toutefois, le cas de la conférence des villes et agglomérations de Rhône-Alpes, ainsi que la compétition accrue entre les territoires, amènera certainement les agglomérations à définir une spécialisation afin d'accroître leur visibilité internationale.

Il va s'agir maintenant d'étudier, d'une manière plus générale, c'est-à-dire en dehors du cadre des projets métropolitains, le soutien des agglomérations aux pôles de compétitivité. Cette étude servira ensuite de base pour proposer des outils aux agglomérations du Val de Loire

II. Le soutien des agglomérations aux pôles de compétitivité

Cette partie de la recherche a pour objectif de répertorier les actions des agglomérations les plus courantes à destination des pôles de compétitivité. La finalité est de proposer ensuite aux agglomérations du Val de Loire des outils adaptés au soutien des pôles de compétitivité présents sur leur territoire. Trois études seront utilisées ici :

- *Des pôles de compétitivité aux pôles d'attractivité*⁶⁹
- *Les agglomérations face aux enjeux de l'innovation*⁷⁰
- *Pôles de compétitivité : Régions et agglo au secours des PME*⁷¹

Il convient de préciser que les pôles de compétitivité ont une délimitation géographique qui dépasse celles des régions, et donc des agglomérations. Un pôle de compétitivité n'est donc pas exclusif à une seule agglomération et peut bénéficier du soutien de plusieurs d'entre elles.

1. Les relations entre agglomérations et pôles de compétitivité

a. L'implication des agglomérations dans les pôles de compétitivité

La politique des pôles de compétitivité ayant été initiée par l'Etat, il semble pertinent qu'il en soit le principal animateur en apportant un soutien financier important (1,5 milliards d'euros sur trois ans). Toutefois, l'Etat se positionne de plus en plus comme un initiateur de projets que comme un financeur de projets. En effet, la démarche des appels d'offres lui permet de lancer des réflexions localement, tout en limitant son apport financier. Cette manière de faire de l'Etat se retrouve aussi bien au niveau de la politique de coopération métropolitaine que pour celle des pôles de compétitivité. En effet, « le document accompagnant ce CIADT [du 14 septembre 2004] précise que le gouvernement envisage très favorablement que les collectivités locales s'associent à la démarche. « L'implication, y compris financière, des collectivités territoriales, constitue naturellement un élément déterminant de la crédibilité et du succès d'un projet de pôle. C'est pourquoi leur participation active paraît dès l'origine indispensable »⁷².

Dans ce contexte, il est possible d'identifier trois niveaux d'implication des agglomérations :

- « les suiveurs : celles qui ne souhaitent pas s'impliquer pour des raisons de légitimité ou de moyens. [Elles représentent de] 30 à 40% [des agglomérations]
- les contributeurs : celles qui jouent le jeu et créent les conditions de développement économique des pôles (préparent, anticipent et créent les conditions), [ce qui correspond entre] 40 et 60% [des agglomérations]
- les intégrateurs : celles qui étaient préparées, ont investi et qui mettent les pôles et la gouvernance au centre du jeu. [Elles constituent entre] 10 et 20% [des agglomérations] »⁷³.

⁶⁹ ERNST&YOUNG, *Des pôles de compétitivité aux pôles d'attraction*, Enquête sur les relations entre agglomération et entreprises, 2007, 37 p.

⁷⁰ Entreprises Territoires et Développement (ETD), *Les agglomérations face aux enjeux de l'innovation : Quelles actions de soutien aux pôles de compétitivité ?*, Paris, 2007, 32 p.

⁷¹ FORRAY Jean-Baptiste, *Pôles de compétitivité : Régions et agglos au secours des PME*, La Gazette, n° 40/1906, 22 octobre 2007, p. 30 – 37

⁷² Ibid. note n° 45, p. 36

⁷³ Ibid. note n° 69, p. 14

b. Les bénéfices réciproques

Les pôles de compétitivité ont permis aux agglomérations et aux entreprises de mieux se connaître. Les premières ont pris conscience

« du contenu, du temps, et des conditions de la recherche&développement au sein des entreprises, [et les seconds] de la valeur ajoutée des collectivités, leur rôle dans la production d'un cadre de vie pour les salariés, leur capacité à cofinancer certains équipements technologiques, etc. »⁷⁴.

Pour qu'un pôle de compétitivité soit performant, il doit avoir une gouvernance efficace. Pour cela, il faut :

- « une conduite équilibrée des trois enjeux des pôles
 - o élaboration et la réussite de projets collaboratifs [...],
 - o les connexions entre entreprises (groupes et PME), monde académique et scientifique, acteurs publiques
 - o la visibilité internationale
- un leader généralement industriel, souvent charismatique et toujours engagé [...]
- une collectivité et des élus qui s'engagent, mais ne se positionne ni comme pilote, ni comme seul bénéficiaire des réussites
- un management de projet « public-privé » moderne, avec des compétences publiques professionnalisées et une obligation d'évaluation »⁷⁵.

Le rôle des agglomérations dans les pôles de compétitivité a été précisé, le 14 septembre 2005, lors d'une conférence de presse, par Christian Estrosi, alors ministre délégué à l'Aménagement du territoire. Il a affirmé que :

« les collectivités font partie [...] du comité de coordination qui élabore le contrat-cadre du pôle, mais elles n'ont pas [...] vocation à participer à l'organe de gouvernance des pôles. C'est une affaire d'industriels. Un pôle, c'est une entreprise, il n'est pas concevable qu'un acteur public participe à son conseil d'administration ».

Les agglomérations ne peuvent donc en aucun cas être pilote d'un pôle de compétitivité.

c. Les divergences entre agglomérations et entreprises

Que se soit pour les entreprises ou pour les agglomérations, les attentes par rapport à un pôle de compétitivité diffèrent.

Les entreprises considèrent les agglomérations comme des acteurs pouvant :

- fournir de l'immobilier ou du foncier
- aménager des zones d'activité
- faciliter la mise en place des infrastructures de transport

Les agglomérations, quant à elles, attendent de la part des entreprises :

- un apport de taxe professionnelle
- des créations d'emplois
- un rayonnement

⁷⁴ Ibid. note n°69 p. 18

⁷⁵ Ibid. p. 23

Les deux positionnements ne présentent pas de similitudes car les logiques sont différentes. En effet, « les entreprises attendent des collectivités le développement d'un environnement territorial favorable à leur implantation [...], alors que les territoires misent davantage sur leur attractivité et l'effet généré sur l'emploi »⁷⁶.

De plus, « le retour sur investissement n'est peut être pas assez rapide et important qu'il était imaginé par les agglomérations : « il nous faut un retour rapide sur l'emploi, la création d'entreprises », [...] alors que les entreprises ne voient un retour sur la R&D qu'à moyen voire long terme »⁷⁷.

2. Les actions des agglomérations à destination des pôles de compétitivité

Afin de connaître les actions menées par les agglomérations à destination des pôles de compétitivité, l'étude *les agglomérations françaises face aux enjeux de l'innovation*⁷⁸ sera analysée. Elle a pour objectif « d'identifier et d'analyser les actions mises en œuvre, les domaines investis et les modalités opérationnelles du soutien [des agglomérations] aux pôles de compétitivité »⁷⁹. Sur les 85 agglomérations sollicitées par l'enquête, 24 ont répondu, ce qui représente 39 pôles dont 13 « mondiaux » ou à « vocation mondiale ». Il est à noter que, parmi les agglomérations du Val de Loire, seule l'agglomération d'Orléans a répondu.

a. La place des agglomérations dans les pôles de compétitivité

L'intervention des agglomérations dépend notamment de leur intégration dans la gouvernance des pôles de compétitivité. Dans la plupart des cas, la place des agglomérations se limite à la participation au comité des financeurs.

« Sur les 24 agglomérations ayant répondu à l'enquête, la moitié sont membres de ces structures [associations regroupant les membres des pôles] porteuses des pôles, mais le plus souvent n'y disposent pas de voix délibérative. Cependant, certaines comme Toulon, Orléans, Besançon ou encore Marseille siègent au sein du comité de pilotage ou du comité d'orientation. Grenoble est la seule agglomération du panel à être représentée au conseil d'administration d'un pôle. La place des autres agglomérations se limite pour le reste à une participation aux instances de coordination [...] et notamment aux comités des financeurs. Ainsi, 19 communautés d'agglomération sont membres de cette instance pour au moins un pôle de leur territoire »⁸⁰.

Il existe cependant des EPCI qui se positionnent d'une manière plus spécifique au sein des pôles de compétitivité. Il est possible de citer notamment la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, la communauté urbaine Nantes Métropole et la communauté urbaine du Grand Lyon.

« La communauté d'agglomération [Toulon Provence Méditerranée] participe aux réunions du comité des financeurs, du pôle Solutions Communicantes Sécurisées, du pôle Orphème [...] et du pôle Mer PACA. Le président de la communauté d'agglomération préside le comité d'orientation stratégique du pôle Mer. Ce comité a notamment pour fonction d'orienter la stratégie du pôle et d'assurer la cohérence des actions qu'il met en œuvre avec les politiques de développement locales, régionales et nationales »⁸¹.

⁷⁶ Ibid. note n° 69, p. 24

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Ibid note n° 70

⁷⁹ Ibid. p. 3

⁸⁰ Ibid. note n°70, p. 6

⁸¹ Ibid.

Un tel regroupement entre la communauté d'agglomération et le pôle Mer PACA témoigne de l'importance attachée à ce pôle par la collectivité. De plus, il permet de faciliter la communication et la coordination des démarches entre les deux organismes.

La communauté urbaine de Nantes, quant à elle, est à l'origine d'une coordination entre les différents pôles et partenaires présent sur son territoire.

« Le président de la communauté urbaine [de Nantes] a pris l'initiative de mettre en place un comité de pilotage des pôles de compétitivité réunissant leurs dirigeants, les élus des collectivités locales et le représentant de l'Etat. Ce comité établit un état des lieux des pôles et définit les orientations de développement pour ceux-ci »⁸².

La démarche nantaise permet donc d'articuler les pôles de compétitivité entre eux, ce qui leur permet d'avoir une cohérence et de gagner en efficacité.

De son côté, « la communauté urbaine [du Grand Lyon] intervient dans le pilotage des pôles [...]. Quatre chargés de missions du Grand Lyon participe à la direction des pôles »⁸³. Cette participation du Grand Lyon dans les pôles de compétitivité témoigne de l'importance qui leur est accordée.

Les agglomérations ont donc, pour la majorité, un rôle de financeurs des pôles de compétitivité.

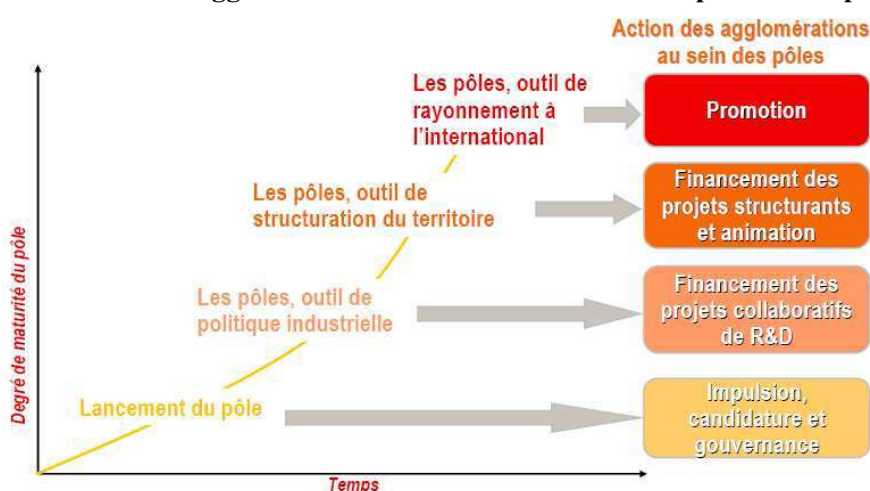
b. La mobilisation des compétences économiques classiques des agglomérations

Dans le soutien aux pôles, les agglomérations mobilisent principalement leurs compétences classiques, c'est-à-dire celles définies par le cadre des communautés d'agglomérations et des communautés urbaines. La principale compétence mise en œuvre est celle du développement économique.

i. Les actions des agglomérations en fonction du stade d'avancement des pôles de compétitivité

Les agglomérations, en fonction du stade du pôle de compétitivité, doivent avoir une action spécifique. Elles peuvent participer à l'impulsion et à la candidature des pôles, financer soit des projets collaboratifs de R&D, soit des projets structurants. Enfin, elles peuvent promouvoir le pôle.

Figure n° 1 : Les actions des agglomérations en fonction du stade du pôle de compétitivité



Source : Ernst&Young, Des pôles de compétitivité aux pôles d'attraction

⁸² Ibid. note n° 70, p. 6

⁸³ Ibid. note n° 71, p. 36

Les projets métropolitains aussi se positionnent différemment en fonction du stade des pôles. En effet, trois projets métropolitains se focalisent spécifiquement sur le soutien de la candidature des pôles et cinq sur l'accompagnement plus généralisé.

ii. Les agglomérations : financeurs des pôles de compétitivité

Le tiers des agglomérations ayant répondu à l'enquête soutient les pôles de compétitivité en cofinçant leurs structures porteuses. D'un EPCI à l'autre, ce type de soutien peut aller de 15 000 à 20 000 € par an pour un pôle de compétitivité. Cette somme est surtout destinée à l'innovation, et plus particulièrement au financement des projets de R&D portés par les pôles de compétitivité. En effet, « les deux tiers des agglomérations envisagent de soutenir financièrement les projets de R&D labellisé par l'Etat »⁸⁴.

Le soutien financier des agglomérations peut également se réaliser sous la forme d'exonérations fiscales. En effet, « les collectivités peuvent [...] accorder des exonérations de taxes locales à des entreprises impliquées dans les pôles de compétitivité dans le cadre des zonages R&D définis par l'Etat »⁸⁵.

Le soutien financier aux pôles de compétitivité représente donc un outil largement utilisé par les agglomérations.

iii. Une mobilisation importante des moyens humains et techniques des agglomérations

Les agglomérations ont investi des moyens humains et techniques importants pour accompagner les pôles de compétitivité.

« Dans la phase de mise en œuvre des pôles, les agglomérations se sont organisées en interne pour en assurer le suivi et l'accompagnement. Ces fonctions sont toujours remplies par la direction du développement économique, qui parfois les confie à des services ou à des chargés de mission spécifiques. [...] Certaines intercommunalités associent l'agence de développement ou la technopole à ces fonctions »⁸⁶.

Par exemple, à Nantes, la direction du développement économique définit la politique en faveur des pôles de compétitivité et le technopôle Nantes Atlantique est le relais local des pôles.

Certaines agglomérations recrutent également une ingénierie spécialisée dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche. En effet, ceux-ci ont un rôle stratégique important pour l'émergence d'entreprises innovantes et à l'attractivité du territoire.

iv. La mise à disposition de foncier et d'immobilier d'entreprises

L'immobilier d'entreprises et les parcs d'activités sont des compétences fortement mobilisées par les agglomérations au profit des pôles de compétitivité. Toutefois, la mise en œuvre de ces derniers a obligé les collectivités à réorienter leur offre.

Les agglomérations proposent du foncier et de l'immobilier d'entreprises aux entreprises sans qu'elles soient forcément en lien avec un pôle. Dans le cadre d'un pôle de compétitivité, cette démarche concerne non seulement les zones d'activités classiques, mais aussi des technopôles, des campus technologiques ou des parcs scientifiques. Il est notamment possible de citer des qualifications et des extensions de zones existantes ayant pour but de permettre le développement des pôles. La moitié des agglomérations interrogées ont engagé ou vont engager de telles actions. Plus d'une dizaine

⁸⁴ Ibid. note n° 70, p. 27

⁸⁵ Ibid. p 28

⁸⁶ Ibid. p. 7

d'agglomérations mentionnent également la « création de zones d'activités nouvelles en lien avec les thématiques des pôles, et parfois même spécifiquement créées pour eux »⁸⁷.

Les agglomérations ont également spécialisé leurs pépinières et leurs hôtels d'entreprises, développé des incubateurs en lien avec les pôles de compétitivité, etc.

« Les agglomérations n'ayant pas de compétence spécifique en matière d'enseignement supérieur et de recherche, elles interviennent dans ce domaine sur le fondement de leur clause générale de compétence ou de celle du développement économique »⁸⁸. En conséquence, les actions menées concernent, pour l'essentiel, l'immobilier des universités et des centres de recherche. En effet, les agglomérations cherchent à accueillir, en plus des entreprises, des activités de recherche sur leur territoire. Elles « sont souvent engagées dans [...] la maîtrise d'ouvrage ou la mise à disposition de bâtiments pour les établissements d'enseignement supérieur, les laboratoires et centres de recherche liés aux pôles de compétitivité »⁸⁹.

Les agglomérations soutiennent également, mais de manière beaucoup plus récente, la R&D et l'innovation. Cela « se traduit avant tout par la réalisation d'équipements permettant aux entreprises et aux chercheurs de développer des projets communs et de mutualiser leurs moyens. Il peut s'agir de laboratoires, de centres de ressources ou de plates-formes technologiques »⁹⁰⁹¹.

Les agglomérations mettent donc à disposition des pôles de compétitivité de l'immobilier que se soit pour les entreprises ou pour la recherche et l'enseignement supérieur.

v. Les actions spécifiques des agglomérations à destination des PME⁹²

« Les pôles de compétitivité ne profitent pas assez aux PME. La majorité des observateurs s'accordent sur ce point »⁹³. En effet, l'enquête de Ernst&Young montre que « 72 % des financements [accordés par les agglomérations] se concentre sur les 16 pôles mondiaux, en grande majorité soutenu par de grands groupes »⁹⁴. A partir de ce constat, « certaines collectivités ont fait de l'implication des PME une des priorités de leurs actions »⁹⁵. Celles-ci mobilisent également les compétences de développement économique des agglomérations. Il convient de préciser que dans de nombreux cas, les régions s'associent avec les agglomérations afin d'optimiser leurs actions.

En matière d'aides financières, deux initiatives sont à mettre en avant. Tout d'abord, « la Franche-Comté a [...] constitué, avec l'aide de la communauté d'agglomération du Grand Besançon, un fonds régional d'aide à l'innovation [...] pour les projets labellisés »⁹⁶. Ensuite, la communauté urbaine Lille métropole

« a adopté un dispositif à double détente destiné à faciliter les projets des PME [...] : il s'agit d'accorder des avances remboursables convertibles en subventions si le produit de la recherche mis en œuvre a des retombées sur le territoire métropolitain, en termes d'investissement et d'emploi »⁹⁷.

⁸⁷ Ibid. note n°70, p.10

⁸⁸ Ibid. p. 18

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ La plate forme technologique a pour mission d'organiser sur un territoire, de préférence celui d'une ville moyenne, le soutien apporté à la modernisation des entreprises par les établissements d'enseignement. Définition issue du site internet du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche : www.enseignementsup-recherche.gouv.fr

⁹¹ Ibid. p. 25

⁹² PME : Petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire les entreprises de moins de 250 salariés

⁹³ Ibid. note n° 71, p. 32

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Ibid.

⁹⁶ Ibid. note n° 71, p. 34

⁹⁷ Ibid.

Ces deux démarches doivent aider les PME à mener à bien leurs projets de recherche.

Lille métropole met également de l'immobilier d'entreprises à disposition des PME liées à un pôle de compétitivité. En effet, « une pépinière de 700 m² est réalisée dans le nouveau site Euratechnologies [...] qui accueillera des entreprises du « e-business » directement liées au pôle des industries du commerce »⁹⁸ (pôle Picom).

Les agglomérations, avec l'aide des régions apportent donc un soutien important aux PME membres des pôles de compétitivité.

c. La mobilisation des autres compétences mis en œuvre par les agglomérations

Les agglomérations mobilisent d'autres compétences que le développement économique pour soutenir, plus indirectement, les pôles de compétitivité. En effet, pour ancrer les acteurs des pôles au territoire, elles développent des « dispositifs visant à répondre aux besoins des salariés et des chercheurs »⁹⁹. Il s'agit souvent, pour les collectivités, d'adapter leur politique de l'habitat, en proposant notamment des logements adaptés aux cadres moyens et supérieurs.

Les métropoles intègrent les pôles de compétitivité. Toutefois, elles ne les considèrent pas comme un outil de spécialisation. L'hypothèse de recherche semble donc réfutée : l'appui aux pôles de compétitivité des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire ne permet pas la spécialisation de celles-ci.

En dehors du cadre de la coopération intercommunautaire, il apparaît que les agglomérations soutiennent fortement les pôles de compétitivité présents sur leur territoire. Ce soutien se traduit par l'apport de financements, notamment pour les projets de recherche, et la mise à disposition d'immobilier d'entreprises.

L'analyse nationale étant réalisée, il convient de se focaliser sur le Val de Loire. Il s'agira de proposer aux agglomérations du territoire des moyens leur permettant d'accroître l'efficacité et les retombées des pôles de compétitivité.

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Ibid. note n° 70, p. 12

Partie 3 : Le cas du Val de Loire

L'objectif de cette partie est d'utiliser les résultats de l'analyse nationale précédente afin de proposer aux agglomérations du Val de Loire des outils leur permettant d'accroître, grâce aux pôles de compétitivité, leur visibilité nationale et internationale.

I. Les pôles de compétitivité présents sur le Val de Loire

Sur les 71 pôles de compétitivité en France, trois font intervenir des entreprises ou des unités de recherche du Val de Loire :

- Cosmetic Valley
- S²E²
- Elastopole

Ces trois pôles n'ont qu'une vocation nationale.

L'objectif, ici, est de mieux connaître les pôles de compétitivité présents sur le Val de Loire.

1. La Cosmetic Valley

a. Généralités



Le pôle de compétitivité « Sciences de la Beauté et du Bien-être » a été labellisé par le CIADT du 12 juillet 2005, suite au premier appel d'offres sur les pôles de compétitivité. Etant communément appelé « Cosmetic Valley », c'est ce terme qui sera repris pour la suite de la recherche.

La Cosmetic Valley est un pôle de compétitivité orienté dans le secteur de la parfumerie et de la cosmétique. Il se veut être le porteur du luxe « made in France » dans ce secteur.

La Cosmetic Valley s'étend sur 6 départements : l'Eure (27), l'Eure-et-Loir (28), l'Indre et Loire (37), le Loir-et-Cher (41), le Loiret (45) et les Yvelines (78) et ses locaux sont basés à Chartres.

Le zonage R&D de la Cosmetic Valley comprend les zones d'emplois¹⁰⁰ d'Evreux, de Chartres, d'Orléans et la communauté d'agglomération de Tours.

b. Historique

Dans les années 60 et 70, les grands noms de la parfumerie ont quitté la région parisienne et se sont installés dans l'Eure (Hermès), l'Eure-et-Loir (Paco-Rabanne), le Loiret (Dior) et les Yvelines. Cette décentralisation a entraîné l'implantation sur ces territoires de nombreuses PME/PMI intervenants aussi bien en amont et en aval de ces grandes marques (fabricants de matières premières, compositeurs de parfums, logisticiens, cosméticiens, laboratoires de contrôle, etc.). Des investisseurs étrangers ont également implanté leur centre européen sur ces territoires. Par exemple, le japonais Shiseido s'est installé dans le Loiret et l'allemand Reckitt en Eure-et-Loir.

¹⁰⁰ Zone d'emploi : espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Définition issue du site internet de l'INSEE : www.insee.fr

En 1994, l'association « Cosmetic Valley » est créée à l'initiative des entreprises et est présidée par Jean-Paul Gerlain. Répondre à l'appel à projets sur les pôles de compétitivité est apparu comme la suite logique à donner à l'association.

c. Missions et objectifs de la Cosmetic Valley

La Cosmetic Valley regroupe l'ensemble des métiers de la chaîne de fabrication de la parfumerie et de la cosmétique :

- culture de plantes aromatiques
- élaboration des principes actifs
- création et formulation
- fabrication de parfums et cosmétiques
- laboratoires de contrôle, de test et d'analyse
- design
- conditionnement
- injection plastique
- packaging et emballage
- logistique

La Cosmetic Valley a pour principales missions de :

- favoriser les synergies entre les entreprises et les organismes de recherche, ainsi que celles entre les entreprises
- renforcer sa visibilité internationale pour permettre à ses adhérents d'accéder plus facilement à de nouveaux marchés
- encourager l'implantation d'entreprises sur le territoire

d. La composition de la Cosmetic Valley

La Cosmetic Valley regroupe 120 entreprises dont 105 PME, 7 centres de recherche et 14 centres de formation.

Tableau n° 3 : Les dix plus grandes entreprises de la Cosmetic Valley (en nombre de salariés)

Rang	Entreprise	Localisation	Zonage R&D
1	Georgia – Pacific France	Brionne (27)	Non
2	Parfums Christian Dior	Saint-Jean-de-Braye (45)	Oui
3	Valois	Verneuil-sur-Avre (27)	Non
4	Guerlain	Chartres (28)	Oui
5	Compagnie Gestion Nicollet	Toury (28)	Oui
6	Reckitt Benckiser France	Chartres (28)	Oui
7	Shiseido international France	Ormes (45)	Oui
8	Lisi cosmetics	Nogent-le-Phaye (28)	Oui
9	Fragrance Production	Romorantin-Lanthenay (41)	Non
10	Comptoir nouveau de la parfumerie	Le Vaudreuil (27)	Non

Source : Tableau de bord du pôle de compétitivité Cosmetic Valley, édition 2007

Il apparaît, pour les dix entreprises principales de la Cosmetic Valley, une forte concentration sur l'Eure et l'Eure-et-Loire. Seules deux des dix plus grandes entreprises du pôle sont localisées sur le territoire de l'agglomération orléanaise.

Il apparaît également que six des dix plus grandes entreprises de la Cosmetic Valley sont implantées sur des communes incluses dans le zonage R&D du pôle, ce qui leur permet de bénéficier d'exonérations fiscales.

Tableau n° 4 : Les centres de recherche publics de la Cosmetic Valley

Centre de recherche	Localisation
Station de radio astronomie (CNRS Centre - Poitou Charente)	Nançay (18)
Centre d'imagerie de position chez l'animal (CNRS Orléans)	Orléans
Laboratoire d'acoustique ultrasonore et d'électronique (CNRS Le Havre)	Le Havre
Bureau de recherches géologiques et minières	Orléans
Forêt, Sols et Animaux d'élevage (INRA Orléans)	Olivet (45)
Sciences de l'animal et Alimentation humaine (INRA Jouy-en-Josas)	Jouy en Josas (78)
Reproduction et Santé des Animaux d'Elevage (INRA Nouzilly)	Nouzilly (37)

Source : Site internet du pôle de compétitivité Cosmetic Valley : www.cosmetic-valley.com

Sur les sept centres de recherche liés à la Cosmetic Valley, trois sont situées sur l'agglomération d'Orléans.

De nombreux organismes de formations sont en lien avec les activités de la Cosmetic Valley. Deux d'entre eux se situent à Tours : l'Institut du Médicament de Tours (IMT) et le lycée privé polyvalent Esthétique, Cosmétique de Touraine. A St Ay, à proximité d'Orléans, mais en dehors de l'agglomération, il y a l'école de l'Herboretum. L'ISIPCA de Versailles (Institut Supérieur International du Parfum, de la Cosmétique et de l'Aromatique alimentaire) s'oriente également vers la Cosmetic Valley. Enfin, plusieurs formations proposées dans les universités d'Orléans et de Tours, et dans les IUT d'Orléans, Tours, Chartres et Évreux sont liées à ce pôle.

e. La gouvernance

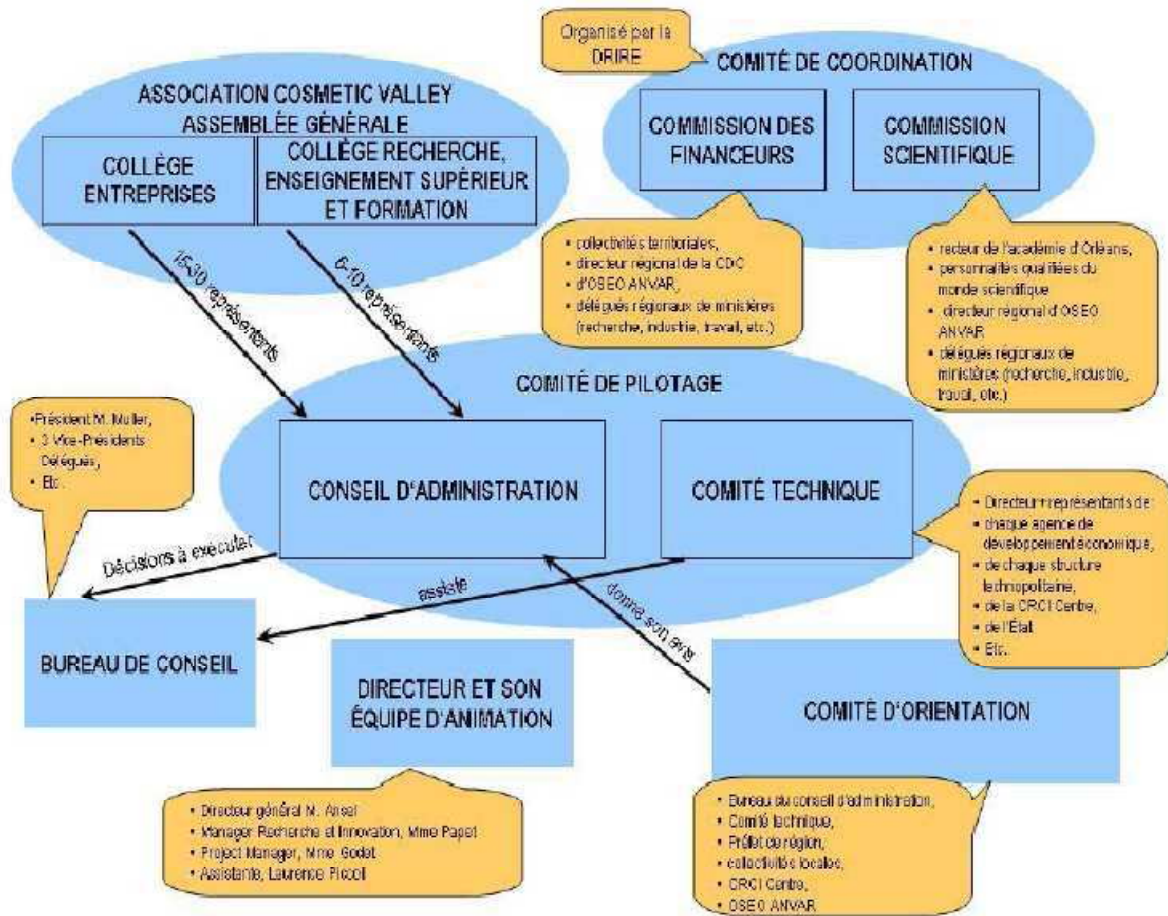
L'animation du pôle est assurée par une équipe opérationnelle.

L'association Cosmetic Valley s'organise autour de deux collèges : celui des entreprises et celui de la recherche, enseignement supérieur, formation. Des membres de l'association siègent au comité de pilotage. C'est ce dernier qui est chargé d'administrer le pôle. Il est composé d'un conseil d'administration et d'un comité technique réunissant les représentants des structures de développement économique du territoire (CRCI Centre, Agences de développement économique, Etat, etc.)

Les axes stratégiques du pôle sont définis par le comité d'orientation. Celui-ci regroupe des représentants de l'Etat, des collectivités qui financent le pôle, la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie (CRCI) de la Région Centre et Oséo¹⁰¹.

¹⁰¹ Oséo : Etablissement Public de l'Etat ayant pour mission de financer et d'accompagner les PME, en partenariat avec les banques et les organismes de capital-investissement, dans les phases les plus décisives du cycle de vie des entreprises. www.oseo.fr

Figure n° 2 : La gouvernance de la Cosmetic Valley



Source : Caisse des Dépôts et Consignations Septembre 2006

Les collectivités, et notamment les agglomérations, interviennent à deux niveaux dans l'organisation de la Cosmetic Valley. Tout d'abord, elles participent au comité d'orientation. Celui-ci a uniquement un rôle consultatif. En effet, il ne peut donner qu'un avis au conseil d'administration du pôle. Il se réunit une à deux fois par an. Ensuite, les collectivités sont présentes au niveau de la commission des financiers.

Il apparaît que la Cosmetic Valley est davantage ancrée sur les départements de l'Eure et de l'Eure-et-Loir que sur le Val de Loire.

2. Le pôle S²E²

a. Généralités



Le pôle Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique (S²E²) est un pôle de compétitivité orienté dans le domaine de l'énergie. Il a été labellisé le 12 juillet 2005 lors du premier appel à projets.

1996 sur la création d'un centre de recherche mixte de micro-électronique de puissance. Celui-ci est devenu aujourd'hui le Centre d'Etudes et de Recherche en Microélectronique. Le CEA, l'université d'Orléans et le CNRS se sont ensuite associés à cette démarche.

Le siège de pôle S²E² est situé à Tours.

Le zonage R&D du pôle S²E² comprend les zones d'emploi d'Orléans et de Tours ainsi que la communauté d'agglomération Limoges métropole.

b. Missions et objectifs du pôle S²E²

L'objectif du pôle S²E² est de contribuer au développement de la recherche et de l'innovation dans les domaines suivants :

- la conversion d'énergie
- les nouvelles sources d'énergie (dont la pile à combustible)
- la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments
- les capteurs liés à l'énergie

Les principales missions du pôle S²E² sont :

- la mise en œuvre et la coordination d'actions de R&D collaboratives
- la contribution à l'accroissement de la part de marché des entreprises membres par le développement de produits innovants
- la veille technologique et concurrentielle
- la promotion du pôle et donner une visibilité nationale et internationale à la filière électrique régionale

c. La composition du pôle S²E²

Le pôle S²E² regroupe 55 entreprises dont 33 PME, 17 centres de recherche, des organismes de formation.

Tableau n° 5 : Les dix plus grandes entreprises du pôle S²E² (en nombre de salariés)

Rang	Entreprise	Localisation	Zonage R&D
1	Electricité de France Région Centre	Orléans	Oui
2	Dalkia France	Saint-Avertin (37)	Oui
3	ST Microelectronics	Tours	Oui
4	Legrand	Limoges	Oui
5	Moteurs Leroy Somer	Saint-Jean-de-Braye (45)	Oui
6	Axalto	Chambray-les-Tours (37)	Oui
		Saint-Cyr-en-Val (45)	Oui
7	Hervé Thermique	Joué-lès-Tours (37)	Oui
8	Radiall	Château-Renault (37)	Non
9	Forclum Val de Loire	Joué-lès-Tours (37)	Oui
10	Sécurité et signalisation	Tours	Oui

Source : tableau de bords du pôle de compétitivité S²E², édition 2007

Il apparaît une forte concentration des dix plus grandes entreprises sur les communautés d'agglomérations d'Orléans et de Tours. En effet, 9 sites sur onze sont localisés sur le territoire communautaire orléanais ou tourangeau.

A l'exception de Radiall, l'ensemble des dix plus grandes entreprises du pôle S²E² est situé en zone R&D, ce qui leur permet de bénéficier d'exonérations fiscales.

Tableau n° 6 : Les centres de recherche publics du pôle S²E²

Centre de recherche	Localisation
Groupe de Recherche sur l'Energétique des Milieux Ionisés	Orléans
Laboratoire Ultrasons Signaux et Instrumentation	Tours
Laboratoire d'Electrodynamique des Matériaux Avancés	Tours
Laboratoire de Microélectronique de Puissance	Tours
Laboratoire d'Electronique Signaux et Images	Orléans
Laboratoire d'Applications Numériques	Tours
CRITT Electronique région Centre	Orléans
Laboratoire de Chimie de Coordination	Toulouse
Laboratoire de Vision et Robotique	Bourges
Pôle Capteurs Automatisme	Bourges
Plate Forme Technologique de Chartres (ingénierie industrielle et matériaux pour l'électronique)	Chartres
Laboratoire de Physique du Rayonnement et de la Lumière	Paris
Centre de Recherche sur l'Hétéro-Epitaxie et ses applications	Nice
Pôle Ultrasons	Tours
Laboratoire de Catalyse en Chimie Organique	Poitiers
Laboratoire des Matériaux et du Génie Physique	Grenoble
Laboratoire d'électrotechnique de Grenoble	Grenoble

Source : site internet du pôle S²E² : www.s2e2.fr

Parmi l'ensemble des centres de recherche publics membres du pôle S²E², la moitié est implantée sur le Val de Loire puisque cinq sont localisés à Tours et trois à Orléans.

De nombreuses formations présentes sur la Région Centre sont en lien avec le pôle S²E² : BEP, BAC Pro, BTS, DUT, formations universitaires et formations d'ingénieurs. Certaines d'entre elles participent directement au pôle. Les deux universités sont membres du pôle.

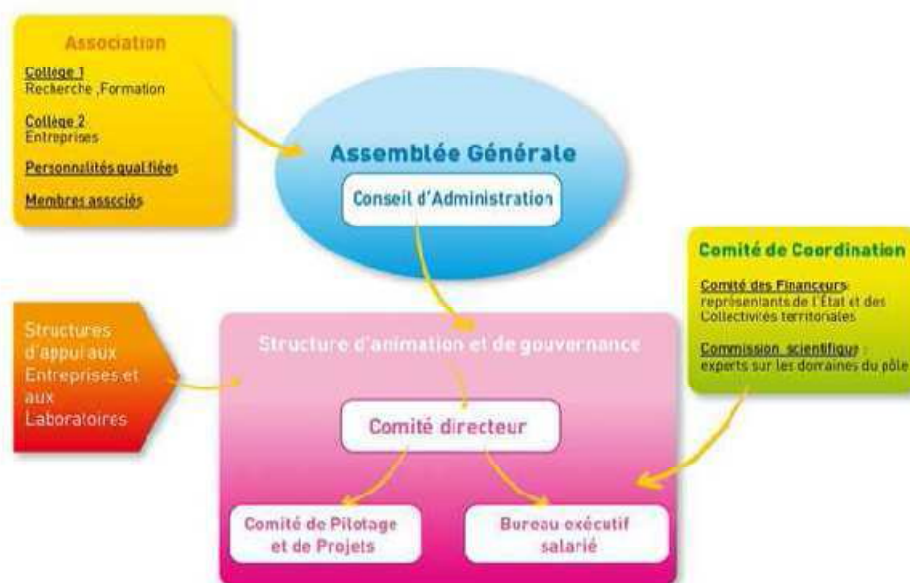
d. La gouvernance du pôle S²E²

Fin 2006, une association type loi 1901 a été créée. Elle rassemble tous les membres du pôle. Sa principale fonction est de servir de relais pour le président dans l'animation du pôle.

Le comité de coordination rassemble la commission scientifique et le comité des financeurs. Le premier regroupe les experts de l'énergie et son but est de suivre la validité des axes stratégiques. Le second regroupe l'Etat et les collectivités locales dont les régions Centre et Limousin, les 6 conseils généraux de la région Centre, la Haute-Vienne, ainsi que les agglomérations de Blois, Orléans, Tours, Bourges, Limoges, Châteauroux et Chartres. Il s'agit des collectivités ayant sur leur territoire des laboratoires et/ou des entreprises adhérentes au pôle.

L'assemblée générale regroupe, quant à elle, tous les adhérents du pôle. Sa mission est d'élire le comité de pilotage et de projets. Celui-ci forme, avec le bureau exécutif, le comité directeur. Ce dernier est chargé de définir la stratégie du pôle.

Figure n° 3 : La gouvernance du pôle S²E²



Il apparaît que le pôle S²E² est ancré d'une manière relativement forte sur la Région Centre et plus particulièrement sur la Val de Loire.

3. L'Elastopole

a. Généralités



Le 5 juillet 2007, le CIIACT a examiné 18 nouveaux dossiers de candidature de pôles de compétitivité. L'Elastopole figure parmi les 5 nouveaux pôles labellisés. Ce pôle national est orienté vers la filière caoutchouc et polymères. Celle-ci est particulièrement importante sur le plan national car elle intervient dans deux filière-clés pour l'économie française : l'automobile et l'aéronautique.

La mise en œuvre de ce pôle de compétitivité a été portée par le Syndicat National du Caoutchouc et des Polymères. Cette structure est une composante du Centre français du caoutchouc qui constitue un pôle de compétences pluridisciplinaires pour le développement de l'industrie du caoutchouc.

L'Elastopole regroupe 40 % des établissements français du secteur et 50 % des emplois de la branche, soit 30 000 emplois. Il s'étend sur quatre régions : Centre, Auvergne, Pays de la Loire, Ile-de-France. Sa structure de gouvernance est basée à Orléans.

L'Elastopole est actuellement dans une phase de mise en œuvre.

b. Missions et objectifs de l'Elastopole

La mission de ce pôle est de favoriser le transfert de la recherche vers les entreprises dans les domaines suivants :

- Matériaux
- Conception/formulation
- Process de fabrication
- Environnement

- Energie

c. La composition de l'Elastopole

L'Elastopole regroupe 50 entreprises dont 40 PME, 5 centres de recherche et 7 centres de formation.

Parmi les entreprises, il est possible de citer deux leaders français de dimension nationale : Michelin pour le caoutchouc naturel et l'industrie pneumatique et Hutchinson pour le caoutchouc industriel. Parmi les nombreux sites de Michelin en France, un est localisé sur le territoire de Tour(s)plus à Joué-Lès-Tours. Cette commune accueille également un site de Hutchinson. Un autre site de cette entreprise se situe sur Fleury-les-Aubrais, dans la communauté d'agglomération orléanaise.

Parmi les centres de recherche participant à l'Elastopole, il y a le Centre d'Etudes et de Recherche sur les Matériaux Elastomères (CERMEL) situé à Tours et le Laboratoire de Recherches et de Contrôle du Caoutchouc et des Plastiques (LRCCP) à Vitry-sur-Seine (94). A ces laboratoires, il faut rajouter ceux de Michelin (2600 personnes à Clermont Ferrand) et ceux de Hutchinson (170 personnes installées au centre de recherche situé près de Montargis).

Les universités de Tours et d'Orléans participent à la démarche de l'Elastopole.

L'Elastopole est un pôle qui a une répartition géographique nationale. Toutefois, le fait que la structure de gouvernance soit implantée permet d'indiquer un ancrage relativement fort à la Région Centre et au Val de Loire en particulier.

4. La prise en compte des pôles de compétitivité du Val de Loire par les pouvoirs locaux

a. L'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité

Les trois agglomérations du Val de Loire apportent, toutes les trois, leur soutien à un ou plusieurs pôles de compétitivité.

i. Le cas de la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire

La communauté d'agglomération Orléans Val de Loire accompagne la Cosmetic Valley, au pôle S²E² et à l'Elastopole. Mme Marcueyz, de la direction au développement économique de l'agglomération, précise qu'il s'agit d'un « soutien financier des entreprises pour les projets de R&D ».

La communauté d'agglomération d'Orléans siège dans les instances de pilotage et participe au comité des financeurs, à l'animation et à l'organisation d'événements pour le pôle S²E² et la Cosmetic Valley. Toutefois, son implication dans les deux pôles est différente. En effet, dans le cas de la Cosmetic Valley, la communauté d'agglomération orléanaise a le projet de réaliser une pépinière d'entreprises dédiée aux cosmétiques alors que pour le pôle S²E², il y a, selon M. Finot, directeur de ce pôle, un « manque d'implication ».

Il convient de préciser que la ville d'Orléans souhaite également s'investir dans la Cosmetic Valley en finançant l'université et les laboratoires de recherche. Il y a donc, dans le cadre de ce pôle, une complémentarité des financements publics.

Il apparaît donc que la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire, bien qu'accompagnant les trois pôles de compétitivité du territoire, focalise son action vers la Cosmetic Valley.

ii. Le cas de la communauté d'agglomération Tour(s)plus

La communauté d'agglomération Tour(s)plus appuie, dans leur développement, la Cosmetic Valley, le pôle S²E² et l'Elastopole. M. Chasseguet, de la direction du développement économique de Tour(s)plus, précise que « l'agglomération verse chaque année 30 000 € à chaque pôle afin de contribuer à l'animation du réseau, à l'émergence de nouveaux projets collaboratifs et à la mise en forme technique et administrative des dossiers ». Il s'agit donc d'un soutien uniquement économique.

M. Chasseguet rajoute que « d'un point de vu organisationnel, M. Germain [président de Tour(s)plus] dispose de représentants dans les instances de pilotage de ces associations, ce qui permet d'y faire entendre son point de vu ». De plus, la communauté d'agglomération tourangelles participe aux commissions des financeurs de la Cosmetic Valley et du pôle S²E².

M. Finot, directeur du pôle S²E², indique que Tour(s)plus s'implique humainement dans ce pôle. Il suppose que la proximité géographique explique cet investissement plus important de la part Tours que d'Orléans.

En matière de politique de développement économique,

« les décisions prises par les élus en matière d'action économique tiennent compte de cette réalité [des pôles de compétitivité]. Pour autant, l'agglomération dans son ensemble a toujours veillé à préserver un développement aussi équilibré que possible, de manière à ne jamais dépendre d'un nombre restreint de filières économiques qui nous laisseraient à la merci d'un retournement de la conjoncture »

Il apparaît donc que Tour(s)plus intègre les pôles de compétitivité comme un élément de développement économique mais souhaite conserver un développement équilibré.

La communauté d'agglomération tourangelles semble donc soutenir de la même manière les trois pôles de compétitivité du Val de Loire.

iii. Le cas de la communauté d'agglomération Agglopolys

La communauté d'agglomération de Blois est adhérente à la Cosmetic Valley. M. Lavallart, de la direction du développement économique de l'agglomération, précise qu'Agglopolys apporte un soutien financier aux entreprises de ce pôle.

M. Lavallart rajoute que l'agglomération de Blois « participe aux travaux de la Cosmetic Valley [et elle cherche à] faire adhérer des entreprises » à ce pôle.

En matière de développement économique, Agglopolys est particulièrement attentive aux entreprises de la cosmétique. M. Lavallart précise que l'agglomération est « très sensible à cette catégorie d'entreprises ».

La communauté d'agglomération de Blois apparaît particulièrement orientée vers la Cosmetic Valley.

Les trois agglomérations du Val de Loire soutiennent donc un ou plusieurs pôles de compétitivité. Toutefois, cet appui est différent d'un EPCI à l'autre. En effet, les agglomérations d'Orléans et de Blois semblent se focaliser sur la Cosmetic Valley alors que Tour(s)plus affiche un soutien équitable aux trois pôles de compétitivité.

Il apparaît également que les pôles de compétitivité font l'objet d'une attention particulière au sein des politiques de développement économique. Toutefois, ils ne sont pas considérés comme des outils de spécialisation économique des agglomérations.

b. Le positionnement de la Région Centre vis-à-vis des pôles de compétitivité

La Région Centre accueille sur son territoire trois pôles de compétitivité. Afin de connaître sa position par rapport à cette démarche, le contrat de projets Etat – Région (CPER) 2007-2013 a été étudié.

Dans ce CPER, il est indiqué que

« l'ensemble des acteurs économiques ont exprimé la volonté de structurer l'économie régionale en filières organisées, ouvertes au partenariat en réseau pour innover, conquérir de nouveaux marchés, et investir dans la formation de leurs salariés. Les pôles de compétitivité, d'ores et déjà labellisés, ont montré la voie à une indispensable fédération des entreprises dans un effort d'innovation très important, s'appuyant sur les structures de transfert de technologies et les laboratoires scientifiques. Dans ce cadre, l'implication des deux Universités pluridisciplinaires et de l'ensemble des grands organismes nationaux de recherche implantés en région, constitue un atout essentiel. Il reste nécessaire de poursuivre un effort important et continu en recherche et innovation pour conforter la position à l'échelle nationale de ces pôles de compétitivité de façon à ce qu'ils atteignent la maturité et la dimension critique leur assurant une autonomie de développement et une reconnaissance internationale, conformément aux objectifs partagés par les collectivités et l'État »¹⁰².

La Région Centre souhaite mettre en œuvre deux grands projets : le Pôle de développement et d'excellence de la recherche et le Pôle d'efficacité énergétique.

Le premier

« vise à conforter le pôle de compétitivité « Sciences de la beauté et du bien-être », à soutenir la dynamique engagée dans les autres pôles de compétitivité auxquels la Région est associée (Céramique et Viaméca), mais aussi à favoriser l'émergence de nouveaux pôles coopératifs dans des secteurs-clés et à les accompagner. [...] L'objectif est de créer ou de consolider une dynamique existante entre les entreprises, les centres de recherche et les organismes de formation pour développer ces pôles»¹⁰³.

L'État et la Région souhaitent, dans le cadre du Pôle de développement et d'excellence de la recherche, appuyer des actions collectives en faveur de l'innovation au bénéfice d'entreprises qui se sont regroupées autour d'un projet commun. Cette démarche est « un moyen privilégié pour soutenir la structuration de filières et le développement de coopérations entre entreprises, mais aussi avec le monde de la recherche. Il s'agira notamment d'appuyer les actions du pôle de compétitivité « Sciences de la beauté et du bien-être » »¹⁰⁴.

Dans le cadre du Pôle d'efficacité énergétique, de la même manière que pour le Pôle de développement et d'excellence de la recherche, l'Etat et la Région souhaitent soutenir les actions en faveur de l'innovation pour les regroupements d'entreprises.

« Ces actions collectives [...] seront un moyen privilégié pour soutenir le développement de coopérations entre entreprises, mais aussi avec le monde de la recherche, notamment sur le pôle de compétitivité « Sciences et

¹⁰² CPER Région Centre 2007-2013, p. 10

¹⁰³ Ibid. p. 11

¹⁰⁴ Ibid. p. 13

systèmes de l'énergie électrique » et pour la structuration d'un pôle autour de l'efficacité énergétique, des bioénergies et des énergies renouvelables »¹⁰⁵.

Il apparaît clairement, dans le cadre du CPRE, que la Région soutient pleinement la Cosmetic Valley et le pôle S²E². L'absence de positionnement par rapport à l'Elastopole s'explique par le fait que ce pôle a été labellisé en 2007, c'est-à-dire après la rédaction du CPER. Toutefois, ce document met également l'accent sur le développement du secteur du caoutchouc. Il est probable que l'Elastopole recevra, de la Région Centre, le même soutien que les deux autres pôles.

c. L'intégration des pôles de compétitivité du Val de Loire par l'Espace Métropolitain Val de Loire – Maine

Les agglomérations du Val de Loire, suite à l'appel à coopération de la DATAR, se sont rapprochées des agglomérations du Maine pour former l'espace métropolitain Val de Loire – Maine. Même si ce projet n'a pas été labellisé, les agglomérations ont continué à travailler ensemble. Un protocole de coopération¹⁰⁶ a ainsi été rédigé et approuvé en novembre 2006.

Dans le programme d'actions de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine, et plus particulièrement pour l'action « Accompagner, mettre en réseau et développer les filières d'excellence et les activités à forte valeur ajoutée afin d'accroître leur visibilité internationale »¹⁰⁷, les pôles de compétitivité sont mentionnés.

« L'organisation en «pôles de compétitivité» apparaît [...] comme un élément moteur pour le développement des entreprises sur les territoires concernés. La mise en réseau au niveau métropolitain de ces pôles permettrait certainement d'accroître encore leur développement. [...] L'objectif est [...] de favoriser la mise en réseau des pôles de compétitivité »¹⁰⁸.

Ces éléments ont pu être précisés lors d'un entretien avec Mme Guisard, chargée de la coordination de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine et chargée d'études à l'agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours. Il s'agit à l'heure actuelle, pour l'espace métropolitain, de « se saisir pleinement des pôles de compétitivité »¹⁰⁹. Mme Guisard précise qu'il est, pour l'instant, « difficile de mesurer l'impact territorial des pôles de compétitivité », ce qui complique l'appropriation de la démarche par les acteurs locaux.

L'espace métropolitain envisage actuellement trois pistes d'accompagnement pour les pôles de compétitivité :

- le financement des projets de R&D selon leur impact sur le territoire. « Le financement des projets semble pertinent »¹¹⁰ dans ce cas. Toutefois, ce raisonnement nécessite la définition d'indicateurs sachant que « les collectivités n'ont pas la compétence pour juger les projets de R&D »¹¹¹
- la promotion des pôles
- les aides à l'immobilier avec notamment « la mise en place d'une plate-forme ».¹¹²

L'espace métropolitain Val de Loire – Maine mène donc actuellement une réflexion sur le soutien qu'il pourrait apporter aux pôles de compétitivité présents sur son territoire.

¹⁰⁵ Ibid. note n° 101, p. 17

¹⁰⁶ Cf. Annexe II : Le protocole de coopération Val de Loire – Maine

¹⁰⁷ Protocole de coopération de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine, p. 12

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ Entretien avec Mme Guisard

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Ibid.

¹¹² Ibid.

Le Val de Loire accueille trois pôles de compétitivité sur son territoire : la Cosmetic Valley, le pôle S²E² et l'Elastopole, récemment labellisé. Ceux-ci reçoivent le soutien de nombreux acteurs publics. Parmi eux, il y a les agglomérations du Val de Loire. Toutefois, des différences existent entre les actions des trois EPCI. En effet, Tours soutient d'une manière équitable les trois pôles. Orléans, bien que participant aux trois pôles, se concentre sur la Cosmetic Valley. Blois, quant à elle, se focalise uniquement sur la Cosmetic Valley.

La Région Centre apporte également son soutien aux pôles du territoire. L'espace métropolitain Val de Loire – Maine est actuellement en train de réfléchir à la meilleure manière dont il peut se saisir de la démarche des pôles de compétitivité.

Le positionnement, par rapport aux pôles de compétitivité, des agglomérations du Val de Loire, de la Région Centre et de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine est maintenant établi. Il convient alors de s'interroger sur la concordance qui peut exister entre les domaines d'activités des pôles et la spécialisation des agglomérations du Val de Loire dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

II. Pôles de compétitivité et spécialisation des agglomérations du Val de Loire

Le but de cette partie de la recherche est de déterminer s'il existe une adéquation entre les domaines d'activités des pôles et la spécialisation des agglomérations du Val de Loire. Il convient maintenant d'identifier la spécialisation des agglomérations du Val de Loire dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

1. La spécialisation économique des agglomérations du Val de Loire

De nombreuses études se sont intéressées à la spécialisation économique des villes. Il est notamment possible de citer l'étude faite à l'échelle européenne par Céline Rozenblat et Patricia Cicille¹¹³. Il existe également plusieurs études nationales comme par exemple *la spécialisation économique des métropoles françaises*¹¹⁴ et *l'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs*¹¹⁵. Ces rapports ont des périmètres d'études différents. En effet, l'*analyse comparative des villes européennes* se focalise sur les agglomérations, au sens de la continuité du bâti, *la spécialisation économique des métropoles françaises* et *l'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs* se concentrent sur les aires urbaines. Ces divergences de périmètres obligent à faire une approximation quant à l'analyse des résultats de ces rapports : il sera considéré que les résultats de ces études sont également applicables aux agglomérations, au sens de l'intercommunalité.

a. Tours, une ville diversifiée et Orléans, une ville à dominante industrielle

L'analyse comparative des villes européennes permet, tout d'abord, de dégager une spécialisation économique des villes par rapport aux villes européennes étudiées.

De nombreuses fonctions sont présentes au sein de villes uniquement à cause de leur poids démographique et ne sont pas la résultante d'une quelconque spécialisation. Pour éviter que le profil économique des villes ne soit biaisé par des effets de masse, l'ensemble des fonctions d'une ville ont

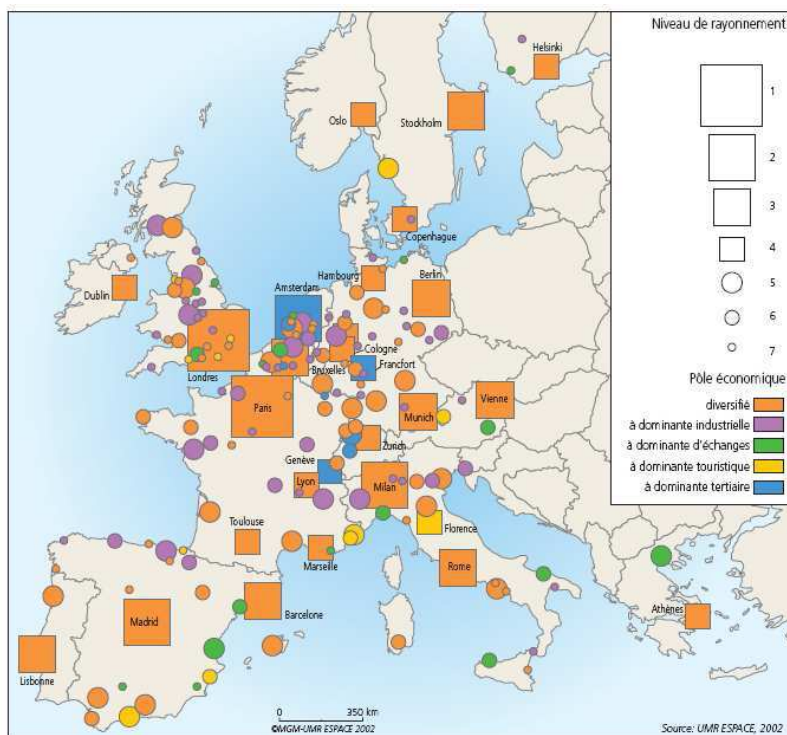
¹¹³ Ibid. note n° 11

¹¹⁴ GARREAU Pascal, sous la direction de FOUCHIER Vincent, *Pour un rayonnement européen des métropoles françaises : la spécialisation économique des villes françaises*, Paris : DATAR, 2004, 25 p.

¹¹⁵ LEVEQUE Laurent, MAUREL Louis, SENELET Michel, *Pour un rayonnement européen des métropoles françaises : l'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs*, DATAR, FNAU, 2004, 98 p.

été rapporté à la population. Cette démarche permet alors d'obtenir la spécialisation relative des villes étudiées.

Carte n° 9 : Orléans, une ville à dominante industrielle et Tours, une ville diversifiée



Source : Analyse comparative des villes européennes

Il apparaît que Tours est une ville diversifiée alors qu'Orléans est une ville à dominante industrielle.

« Un pôle économique diversifié est une ville à l'économie urbaine diversifiée, cumulant plusieurs fonctions : tertiaire (fonction administrative, financière, recherche, etc.), commerciale, industrielle, touristique et culturelle. Un pôle économique à dominante industrielle est une ville dont l'activité économique reste fortement liée à sa tradition industrielle ; même si, dans la plupart des cas, les activités industrielles se sont renouvelées et diversifiées »¹¹⁶.

b. Les fonctions métropolitaines, indicateurs de la spécialisation des agglomérations

L'étude de la DATAR intitulée *la spécialisation économique des villes françaises*¹¹⁷ permet de compléter les résultats obtenus par l'*analyse comparative des villes européennes*. Dans cette étude, contrairement à la précédente, le terme de ville fait référence à l'aire urbaine.

Cette étude, portant uniquement sur le territoire national, intègre Blois dans l'échantillon des villes à étudier. Elle utilise une approche fonctionnelle car

« la distinction classique entre secteurs primaire, secondaire, tertiaire, [est] aujourd'hui rendue obsolète par l'imbrication croissante des activités. [...] [Cette] nomenclature fonctionnelle, positionnant chaque métier au regard de

¹¹⁶ Ibid. note n° 11, p. 64

¹¹⁷ Ibid. note n° 114

sa situation dans la chaîne de production, permet de retenir quatre fonctions principales, subdivisées en 14 fonctions »¹¹⁸.

Tableau n° 7 : La répartition des fonctions métropolitaines supérieures

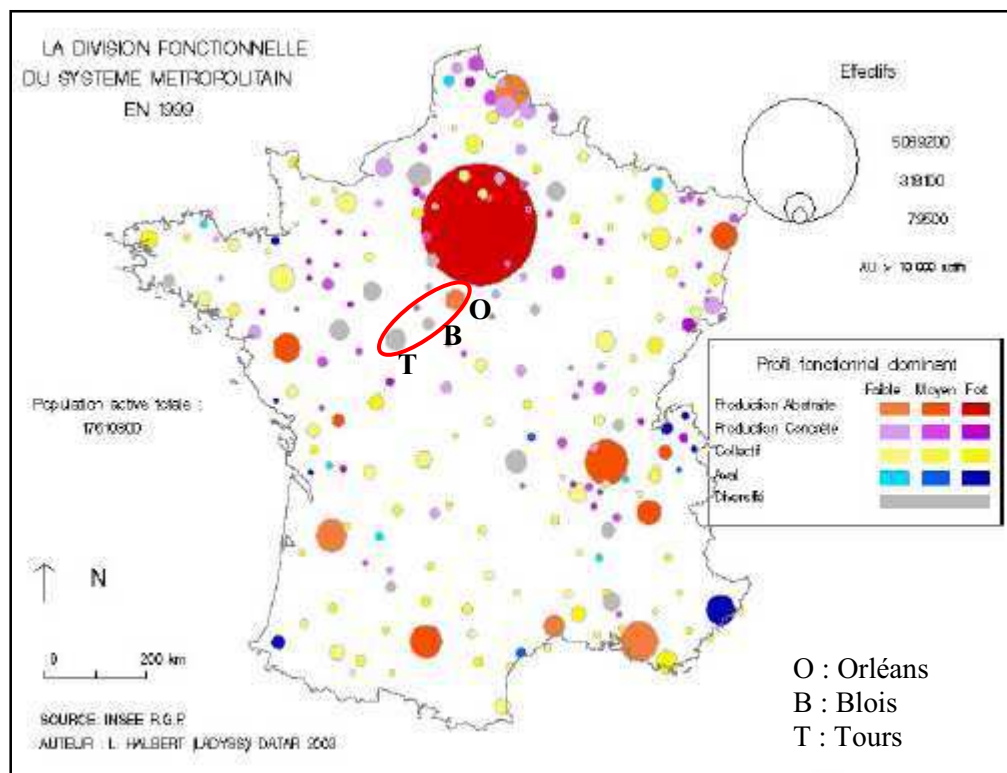
Les 4 fonctions principales	Les 14 fonctions secondaires
Fonctions de production immatérielle	Conception
	Gestion
	Commercialisation (marketing)
Fonction de production concrète	Fabrication
	Logistique
Fonctions d'activité en aval	Services pratiques
	Distribution
	Nettoyage et réparation
Fonctions collectives	
- Fonctions d'autorité	Administration publique
	Sécurité publique
	Justice
- Fonctions de développement humain	Santé et action sociale
	Formation
	Culture

Source : La spécialisation économique des villes françaises

Cette approche fait apparaître une véritable spécialisation économique des aires urbaines françaises.

¹¹⁸ Ibid. note n°114, p. 2

Carte n° 10 : Spécialisation et catégorisation des aires urbaines selon les fonctions métropolitaines supérieures



Source : La spécialisation économique des villes françaises

Tours et Blois apparaissent comme des villes diversifiées alors qu'Orléans présente une faible spécialisation dans la production abstraite qui regroupe la conception¹¹⁹, la gestion¹²⁰ et la commercialisation¹²¹.

c. Les emplois métropolitains supérieurs, autres indicateurs de la spécialisation des agglomérations

Les études de l'INSEE portant sur la répartition des emplois dans une agglomération permettent d'indiquer les surreprésentations d'un type d'emploi et donc d'un type de fonction.

L'analyse des fonctions métropolitaines supérieures permet de mettre en évidence les fonctions présentes dans les grandes villes. L'importance de l'une ou l'autre des fonctions dans le tissu économique d'une ville peut être identifié par la part des emplois correspondant à cette fonction, c'est-à-dire les emplois métropolitains supérieurs (EMS). L'INSEE organise ces derniers selon onze fonctions :

- Art : artistes et emplois supérieurs artistiques
- Banque –assurance : cadres des secteurs de la banque et de l'assurance
- Commerce : cadres de commerces de gros et interindustriel

¹¹⁹ Conception : ensemble des métiers de recherche et d'études techniques dont, notamment, les professions des ingénieurs en études techniques, des ingénieurs d'Etat et des collectivités locales, des chercheurs, des ingénieurs commerciaux d'études et de Recherche&Développement, ainsi que des architectes

¹²⁰ Gestion : métiers de comptabilité, des ressources humaines, de la finance et de l'encadrement d'entreprise. On y trouve notamment les chefs d'entreprises, les cadres de direction, les techniciens et les employés des services administratif, comptabilité et finances

¹²¹ Commercialisation : la fonction commerciale (marketing) réunit les métiers de la vente en gros. On trouve dans les effectifs : des indépendants, des ingénieurs commerciaux, des technico-commerciaux et des représentants

- Commercial dans l'industrie : ingénieurs et cadres commerciaux et technico-commerciaux dans les établissements industriels
- Gestion : cadres de direction, d'administration et de finance des établissements industriels
- Information : ingénieurs et emplois supérieurs de l'information
- Informatique : ingénieurs et cadres de l'informatique des établissements industriels
- Recherche : ingénieurs et cadres techniques de recherche, études ou développement dans les établissements industriels, chercheurs de la recherche publique, emplois supérieurs des établissements de recherche et d'enseignement supérieur
- Services aux entreprises : cadres des services d'auxiliaires financiers et d'assurance, du crédit-bail, des activités immobilières, location sans opérateur, activités informatiques, services fournis principalement aux entreprises et organisation économique
- Télécommunications : ingénieurs et cadres des postes et télécommunications
- Transports : ingénieurs et cadres des transports

Philippe Julien¹²² a classé, grâce à l'étude des EMS, les villes du Val de Loire de la manière suivante :

Tableau n° 8 : La spécificité des villes du Val de Loire

Ville	Type de ville	Fonctions les plus représentées par type de ville
Tours	Animatrice régionale	Transports, information, banque-assurance, commerce industriel
Blois	Ville d'Etat	Art, banque-assurance, commerce, information, télécommunications, services aux entreprises
Orléans	Grande ville industrielle	Gestion, recherche

Source : Spécificités des grandes villes de province

Il est ensuite possible de préciser plus finement, grâce à un coefficient de spécialisation¹²³, les spécialisations des villes en termes d'emplois métropolitains supérieurs compte tenu des onze fonctions métropolitaines supérieures.






¹²² JULIEN Philippe, « Spécificités des grandes villes de province », *Economie et statistique*, n°294-295, 1996

¹²³ L'indice de spécialisation est calculé comme le rapport du poids de la fonction dans l'aire urbaine étudiée et le poids de cette même fonction dans l'ensemble des aires urbaines analysées. Une valeur supérieure (respectivement inférieure) à 100 témoigne d'une sur-représentation (sous-représentation) de ce secteur dans l'aire urbaine étudiée

Tableau n° 9 : Les coefficients de spécialisations des emplois métropolitains supérieurs dans les villes du Val de Loire

Fonctions métropolitaines supérieures	Blois	Orléans	Tours
Art	97	62	94
Banque assurance	157	91	101
Commerce	81	91	110
Commercial dans l'industrie	132	96	86
Gestion industrielle	134	93	76
Information	28	47	100
Informatique	86	81	48
Recherche	82	155	146
Services aux entreprises	101	93	75
Télécom	83	172	105
Transports	96	69	151

Indice de spécialisation¹²⁴

	plus de 130	largement supérieur à la moyenne française
	entre 110 et 130	supérieur à la moyenne française
	entre 110 et 90	dans la moyenne française
	entre 90 et 70	inférieur à la moyenne française
	moins de 70	largement inférieur à la moyenne française

Source : L'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs

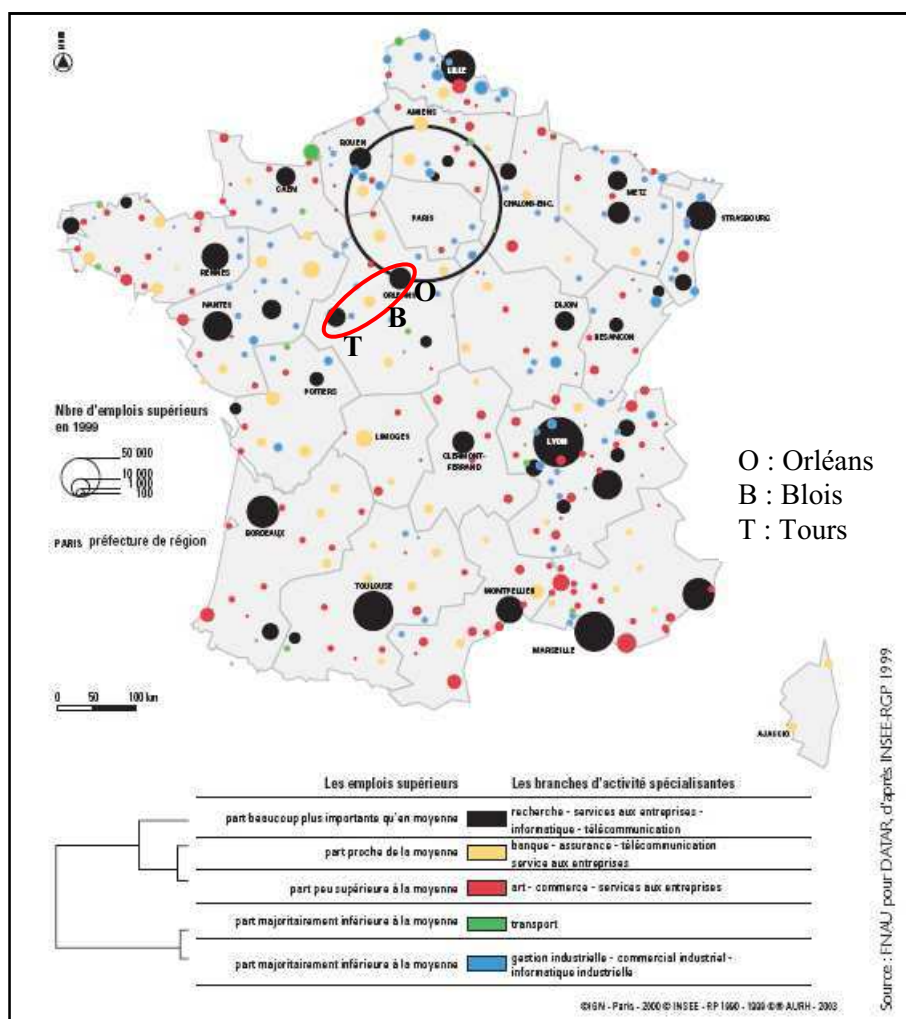
Les villes étudiées par la présente recherche apparaissent spécialiser pour des fonctions différentes. A Tours, le commerce, le transport et la recherche sont les fonctions prédominantes. A Orléans, les télécommunications et la recherche sont prépondérantes. A Blois, la banque-assurance, le commerce industriel et la gestion industrielle apparaissent comme spécifique.

Il est important de noter une certaine complémentarité des villes dans les fonctions. En effet, chacune des trois villes présentent des fonctions spécialisées différentes des autres, à l'exception d'un doublon entre Tours et Orléans pour la recherche.

Cette étude a également permis de classer les villes au regard du nombre des EMS présents et en fonction de leurs activités privilégiées.

¹²⁴ L'indice de spécialisation est calculé comme le rapport du poids de la fonction dans l'aire urbaine étudiée et le poids de cette même fonction dans l'ensemble des aires urbaines analysées. Une valeur supérieure (respectivement inférieure) à 100 témoigne d'une sur-représentation (sous-représentation) de ce secteur dans l'aire urbaine étudiée

Carte n° 11 : Orléans et Tours, deux villes concentrant plus d'EMS que la moyenne nationale



Source : *L'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs*

Il apparaît, à l'échelle du Val de Loire, deux niveaux de spécialisation. Tout d'abord, Tours et Orléans, qui concentrent plus d'emplois métropolitains supérieurs que la moyenne nationale, sont spécialisées dans la recherche, les services aux entreprises, l'informatique et les télécommunications. Ensuite, Blois, dont la part des emplois métropolitains supérieurs est proche de la moyenne nationale, apparaît spécialisée pour la banque-assurance, la télécommunication et les services aux entreprises.

Les précédentes études ne sont pas assez précises pour pouvoir déterminer s'il existe réellement une corrélation entre les activités des pôles et la spécialisation économique des agglomérations. Il faut donc augmenter le degré de précision et faire apparaître les secteurs d'activités. Pour cela, il est possible d'utiliser la nomenclature NES¹²⁵.

¹²⁵ NES : la Nomenclature Économique de Synthèse (NES), adoptée par l'Insee en 1994, est une double nomenclature nationale - d'activités économiques et de produits - agrégée, pertinente pour l'analyse économique. Les regroupements constitués sont un dénominateur commun pour la présentation des statistiques économiques agrégées, valable pour tous les domaines : ils visent à refléter, autant que possible, le comportement d'agents confrontés à leur marché. Définition issue du site de l'INSEE : www.insee.fr

d. Les apports de la nomenclature NES






La nomenclature NES 36 va permettre de déterminer pour les trois agglomérations du Val de Loire leur spécialisation par activités. Les résultats qui suivent sont obtenus pour les aires urbaines. Une approximation sera faite : les agglomérations présentent les mêmes spécialisations que les aires urbaines.

Tableau n° 10 : La spécialisation des aires urbaines du Val de Loire selon la nomenclature NES 36

Secteur économique	Libellés des catégories NES 36	Tours	Orléans	Blois
Production	Agriculture Sylviculture Pêche			
	Industries agro-alimentaire			
	Habillement-Cuir			
	Edition, Imprimerie, Reproduction			
	Pharmacie, parfumerie, entretien			
	Industries des équipements de foyer			
	Industrie automobile			
	Construction ferroviaire, navale, et aéronautique			
	Industries des équipements mécaniques			
	Industries des équipements électriques et électroniques			
	Industries des produits minéraux			
	Industrie textile			
	Industrie du bois et du papier			
	Chimie caoutchouc plastique			
	Métallurgie et transformation des métaux			
	Industries des composants électriques et électroniques			
	Production de combustibles et carburants			
	Eau, gaz, électricité			
Services supérieurs	Activités financières			
	Activités immobilières			
	Télécommunications			
	Conseils et Assistanes			
	Recherche et Développement			
Services à la personne	Agro-alimentaire			
	Commerce et répartition automobile			
	Commerce de détails et réparation			
	Transports			
	Hôtels et Restaurants			
	Services personnels et domestiques			
Services collectifs	Postes et Télécommunications			
	Services opérationnels			
	Activités récréatives, culturelles et sportives			
	Services personnels et domestiques			
	Education			
	Santé et action sociale			
	Administration publique			
	Activités associatives et extraterritoriales			
Services opérationnels aux entreprises	Services opérationnels			

Transport – Logistique	Transports			
	Commerce de gros et intermédiaires			
Construction	Construction			
Intérim	Intérim			

Indice de spécialisation

	plus de 130	largement supérieur à la moyenne française
	entre 110 et 130	supérieur à la moyenne française
	entre 110 et 90	dans la moyenne française
	entre 90 et 70	inférieur à la moyenne française
	moins de 70	largement inférieur à la moyenne française

Source : DRE Centre, Enjeu de la coopération métropolitaine au sein de l'aire ligérienne. Rapport de la deuxième phase : étude thématique des coopérations existantes dans l'aire ligérienne, 2007

Il apparaît pour les trois agglomérations une forte spécialisation dans la « pharmacie, parfumerie, entretien ». Cette situation peut s'expliquer par la présence des grands groupes de cosmétique sur le Val de Loire, et plus précisément à Orléans avec les parfums Christian Dior et Shiseido.

Pour « l'industrie des composants électriques et électroniques », Orléans apparaît faiblement spécialisé alors que Blois et Tours le sont fortement. La présence de ST Microelectronics sur le territoire tourangeau illustre, par exemple, cette spécialisation.

Sur le Val de Loire, seule Tours apparaît spécialisée dans la « chimie, caoutchouc, plastique ». L'implantation de Michelin et de Hutchinson sur le territoire tourangeau permet d'expliquer cette spécialisation.

Il apparaît que les domaines d'activités des pôles de compétitivités du Val de Loire concordent avec une des spécialisations des agglomérations.

2. La spécialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le Val de Loire

a. La recherche publique sur le Val de Loire

i. Les organismes de recherche publics présents sur le Val de Loire

Le Val de Loire accueille sur son territoire cinq organismes de recherche publics qui sont tous des établissements publics à caractère scientifique et technologique :

- le BRGM¹²⁶ : organisme spécialisé dans les sciences de la terre et de l'environnement. Le centre scientifique et technique du BRGM se situe à Orléans.
- le CEA¹²⁷ : institut intervenant dans les domaines de l'énergie et de la défense. Un centre de recherche du CEA est implanté à Monts, près de Tours.
- le CNRS¹²⁸ : organisme public de recherche fondamentale couvrant la plupart des grands champs disciplinaires. La délégation présente sur le territoire est celle du Centre-Poitou-Charentes. Le CNRS est présent à Orléans avec 25 unités de recherche dont 7 UMR¹²⁹ CNRS/Université d'Orléans et des services administratifs de la délégation. Le CNRS est également implanté à Tours avec 15 unités de recherche dont 7 UMR CNRS/Université de Tours.

¹²⁶ BRGM : Bureau de Recherche Géologique et Minière

¹²⁷ CEA : Commissariat à l'Energie Atomique

¹²⁸ CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

¹²⁹ UMR : Unité mixte de recherche

- l'INRA¹³⁰ : institut de recherche spécialisé sur les sols (cartographie, surveillance, conservation) et les forêts (ressources génétiques, invasions biologiques). L'INRA est localisé, sur le Val de Loire, à Orléans (Ardon) avec 7 unités de recherche et Tours (Nouzilly) avec 4 unités de recherches et 5 unités expérimentales. Il faut noter qu'il existe une unité expérimentale à Bourges qui est rattaché au centre d'Orléans.
- l'INSERM¹³¹ : organisme spécialisé dans les domaines de la santé et de la recherche médicale. Il ne gère pas d'installations de recherche mais labellise des équipes implantées dans les CHR/CHRU et les universités. A Orléans, l'unité de recherche de l'INSERM est liée au centre hospitalier régional d'Orléans. Il existe 3 unités de recherche à Tours, elles sont liées au CHU et à l'université

Il est possible de déplorer l'absence de centres de recherches publics sur Blois.

Il est également possible de noter qu'il existe, au sein des UMR, des coopérations entre les centres de recherche publics et les universités d'Orléans et de Tours. Cette dynamique commune doit être utilisée pour renforcer certaines filières sur l'une des villes du Val de Loire afin d'obtenir une véritable spécialisation de cette ville.

ii. Les domaines des centres de recherche publics présents sur le Val de Loire

Les cinq instituts de recherche publique présents sur le Val de Loire ont de nombreuses unités de recherche travaillant sur des thématiques diverses.

Tableau n° 11 : Les domaines de recherche présents sur le Val de Loire

Ville	Centre de recherche	Domaines de recherche	Nombre d'unités de recherche
Orléans	BRGM	Géologie	1
		Eau	1
		Risques naturels	1
		Sites et sols pollués	1
		Ressources minérales	1
		Géologie urbaine	1
		Géothermie	1
	CNRS	Mathématiques, Physique, Planète et Univers	8
		Chimie	9
		Sciences du Vivant	4
		Sciences humaines et sociale	4
		Environnement et développement durable	2
		Sciences et technologies de l'information et de l'ingénierie	3
	INRA	Forêt	3
		Sol	2
		Animal	1
	INSERM	Rhumatologie	1
Tours	CEA	Matériaux	1
	CNRS	Mathématiques, Physique, Planète et Univers	3
		Chimie	2
		Sciences du Vivant	4
		Sciences humaines et sociale	8
		Environnement et développement durable	3

¹³⁰ INRA : Institut National de la Recherche Agronomique

¹³¹ INSERM : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

		Sciences et technologies de l'information et de l'ingénierie	2
	INRA	Santé animale	3
		Biologie animale et élevage	8
	INSERM	Sciences du vivant	3

Source : Site internet du BRG : www.brgm.fr, site internet de l'INSERM : www.inserm.fr,
site internet du CEA : www.cea.fr, site internet du CNRS : www.cnrs.fr,
site internet de l'INRA : www.inra.fr

Il apparaît que la recherche sur le Val de Loire est diversifiée. Plusieurs unités de recherche sont directement en lien avec les pôles de compétitivité du territoire. Il est possible de citer l'unité de l'INRA pour la Cosmetic Valley, celle du CEA pour le pôle S²E² ou celle de chimie du CNRS pour l'Elastopole.

b. Présentation des universités du Val de Loire

i. L'université d'Orléans

L'université d'Orléans regroupe 4 unités de formations et de recherche (facultés), 4 instituts universitaires technologiques (répartis entre Orléans, Bourges, Chartes et Issoudun-Châteauroux), un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) et une école d'ingénieurs : Polytech'Orléans. Celle-ci organise sa formation autour de quatre spécialités : génie civil, productique, électronique et optique, mécanique et énergétique.

L'université d'Orléans comprend deux écoles doctorales :

- « Sciences de l'Homme et de la Société ». Elle s'organise autour du pôle Sciences de l'homme et de la société
- « Sciences et Technologies ». Elle s'organise en 5 pôles :
 - o Terre, Atmosphère, Cosmos
 - o Energie
 - o Mathématique, Informatique, Electronique
 - o Matériaux
 - o Physique et chimie du vivant, systèmes biologiques

L'école doctorale « Sciences et Technologie » propose des formations dans le domaine de la physique et chimie du vivant, de l'énergie et des matériaux. Celles-ci sont respectivement en adéquation avec la Cosmetic Valley, le pôle S²E² et l'Elastopole.

ii. L'université de Tours

L'université François Rabelais de Tours regroupe 7 unités de formations et de recherche (facultés), 2 instituts universitaires technologiques et une école d'ingénieurs : Polytech'Tours. Celle-ci regroupe trois formations : informatique, productique et aménagement.

Elle comprend 46 unités de recherche dont 18 sont associées à des organismes nationaux (CNRS, INSERM, INRA, CEA) et concentre 1250 enseignants et enseignants chercheurs.

L'université de Tours comprend deux écoles doctorales :

- « Santé, Sciences, Technologies ». Elle couvre l'ensemble des champs disciplinaires des secteurs « Sciences de la Vie et de la Santé » et « Sciences et technologie ». Elle s'organise autour de 5 pôles
 - o Biologie animale et végétale
 - o Biologie et santé
 - o Psychologie, Développement et Handicap
 - o Mathématiques, Physique théorique et Informatique

- Sciences de la Matière et de l'Ingénieur
- « Sciences de l'Homme et de la Société ». Elle englobe l'ensemble des champs disciplinaires relevant des sciences humaines. Elle s'organise en 4 pôles :
 - Droit, Economie, Gestion
 - Langues, Cultures et Civilisations
 - Sciences historiques
 - Sciences sociales

L'école doctorale « Santé, Sciences, Technologie propose des formations en biologie et santé, physique et sciences de la matière. Celles-ci sont adaptées respectivement à la Cosmetic Valley, au pôle S²E² et à l'Elastopole.

iii. L'université de Blois

Il n'existe pas à proprement parlé d'université à Blois puisqu'il s'agit d'une antenne de l'université François Rabelais de Tours.

Le campus de Blois regroupe 3 facultés, un institut universitaire technologique.

Une école d'ingénieurs est également présente à Blois : l'Ecole Nationale d'Ingénieurs du Val de Loire (ENIVL). Elle forme des ingénieurs dans les domaines de :

- la mécanique
- l'électrique, électronique et informatique industrielle
- les systèmes industriels

Il est possible d'observer, par la multitude des filières d'enseignement supérieur, le caractère généraliste des universités du Val de Loire. Toutefois, « la majorité des acteurs insiste sur les complémentarités qui existent entre les deux universités [...] Les acteurs s'accordent à dire qu'Orléans est davantage centrée sur les domaines des sciences physiques, chimiques et sciences de la terre, et aussi les sciences économiques. Tours, en revanche se concentrerait plus sur les sciences humaines et sociales et la santé (médecine, pharmacie). »¹³². Cette diversité permet néanmoins aux universités de proposer des formations en lien avec les trois pôles de compétitivité du Val de Loire.

Les deux universités du Val de Loire sont de taille moyenne en termes d'effectif. De plus, elles ne bénéficient pas d'une visibilité nationale ou internationale. Afin de palier cette faiblesse, les deux universités ont décidé de s'associer entre elles au sein du PUCVL et avec d'autres universités au sein du PRESKO.

c. Les coopérations existantes dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur

i. Le PUCVL

Le pôle université Centre Val de Loire est une association loi 1901 créée le 22 octobre 2004 et réunissant les universités d'Orléans et François Rabelais de Tours. Ce pôle s'est constitué à l'heure où les 2 universités qui la constituent sont entrées dans le modèle européen de l'enseignement supérieur (LMD), et où les complémentarités et les synergies en matière de recherche sont particulièrement confortées. En effet, cette association ouvre un espace coopération qui favorise les projets communs. Cette initiative vise à éviter tout d'abord les redondances et les concurrences entre les deux universités atteindre des masses critiques. Elle vise aussi à atteindre des masses critiques afin d'obtenir une visibilité nationale et internationale.

¹³² DRE Centre, *Enjeux de la coopération métropolitaine au sein de l'aire ligérienne, Rapport de la deuxième phase : études thématiques des coopérations existantes dans l'aire ligérienne*, 2007, 238 p., p. 98

Les actions communes portent sur :

- le développement de la formation continue et de la validation des acquis de l'expérience, et de l'apprentissage
- la présentation d'une offre de formation régionale supérieure
- l'organisation de réunions d'échanges et d'information entre les enseignants des lycées et les enseignants-chercheurs des universités
- des opérations communes de communication et d'information sur l'orientation, à destination des bacheliers et des étudiants
- des actions communes dans le domaine international : Centre de mobilité, Mission régionale Europe, programmes européen, etc., les 2 universités du PUCVL représentant déjà plus de 700 accords internationaux dont environ 500 avec des pays européens
- des actions communes au niveau de la recherche, du transfert de technologie et de la valorisation, reconnues au niveau national et international
- la participation à l'Université Numérique en Région Centre
- le développement de l'Institut International 'Fleuve et Patrimoine'
- la création de l'Observatoire Régional de la Vie Etudiante, en partenariat avec le Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours et le Centre d'études et de recherches économiques
- la conduite d'une réflexion sur l'insertion professionnelle des diplômés des universités du PUCVL
- la concertation dans l'accueil et les services offerts aux étudiants : culture, sport, handicap...
- la création d'opérations de communication communes

ii. Le PRES Orléans Tours

La loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006 définit les Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) comme un des moyens à disposition des universités afin de « regrouper tout ou partie de leurs activités et de leurs moyens, notamment en matière de recherche, afin de conduire ensemble des projets communs ». Les PRES visent à renforcer l'efficacité, la visibilité et l'attractivité de la recherche et de l'enseignement supérieur en France. Leur mise en place s'inscrit dans une politique territoriale de l'enseignement supérieur et de la recherche qui considère ces domaines comme des éléments d'amélioration de l'attractivité des territoires. En effet, il apparaît que

« la compétitivité de l'économie française au plan international passerait par une politique associant entreprises, organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur, la collaboration étant facilitée par la concentration géographique des acteurs. La création des PRES [...] va dans le même sens que la mise en place des pôles de compétitivité »¹³³.

La politique des PRES, tout comme celle des pôles de compétitivité, vise à donner à l'enseignement supérieur et à la recherche une visibilité internationale.

Il semble donc pertinent de considérer l'enseignement supérieur, notamment à travers les PRES, comme un élément de spécialisation des agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire.

Les universités du Val de Loire se sont rapprochées dans un premier des universités de la Rochelle, de Poitiers et de Limoges. L'objectif était de créer le Pole de Recherche et d'Enseignement Supérieur du Centre Ouest (PRESCO). Toutefois, ce projet ne faisait pas l'unanimité.

¹³³ Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, *La mise en place des pôles de recherche et d'enseignement supérieur*, Paris : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2007, 45 p., p. 5

« On peut se demander si ce regroupement n'a pas un côté quelque peu artificiel et si la seule solution viable à terme ne serait pas celle d'une université du Val de Loire, regroupant Orléans et Tours, comme l'évoque parfois le Président de l'université de Tours. Les deux universités sont complémentaires dans leurs points forts ; leur collaboration s'est affirmée »¹³⁴.

Au final, les agglomérations du Val de Loire ont créé, début 2008, leur propre pôle : le PRES Orléans – Tours.

Les universités de Tours et d'Orléans se sont donc regroupées au sein de deux structures : le PUCVL et le PRES. Ces rapprochements pourraient être les prémices d'un rassemblement des deux universités.

Dans le cadre de la présente recherche, le rapprochement des deux universités présente un avantage certain. En effet, il permet d'avoir un unique interlocuteur pour l'enseignement supérieur, ce qui permettra de faciliter le dialogue avec les pôles de compétitivité.

Les agglomérations du Val de Loire présentent des spécialisations économiques en lien avec les trois pôles de compétitivité du territoire. L'enseignement supérieur et la recherche sur le Val de Loire se caractérise par une grande diversité. Celle-ci permet notamment de mettre des compétences à profit des pôles de compétitivité.

Il apparaît donc que les trois pôles de compétitivité du Val de Loire bénéficient du soutien du tissu économique local, de l'enseignement et de la recherche, ce qui représente un formidable atout pour leur développement.

Il va maintenant s'agir, au vu des résultats obtenus jusqu'ici, de proposer un outil pour les agglomérations du Val de Loire leur permettant d'accroître, grâce aux pôles de compétitivité, leur visibilité nationale et internationale

III. Propositions pour les agglomérations du Val de Loire

Il a été montré précédemment que les trois pôles de compétitivité bénéficient du soutien de l'économie locale ainsi que de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il semble donc pertinent, dans le but d'augmenter le rayonnement des agglomérations du Val de Loire, de se concentrer sur autre chose que l'implantation d'entreprises, de laboratoires de recherche ou d'organismes de formation en lien avec les thématiques abordées par les pôles.

Il est également apparu que chaque pôle de compétitivité fait l'objet d'actions particulières de la part des pouvoirs publics. En effet, la Région Centre et les agglomérations, à l'exception de Tours, apportent un soutien différent en fonction du pôle.

Afin d'accroître l'efficacité des aides fournies aux pôles de compétitivité, il serait intéressant de les concentrer et de les coordonner. Pour cela, il serait possible de mettre en place un comité de coordination régional des pôles de compétitivité. Il regrouperait l'ensemble des acteurs publics soutenant les pôles et les acteurs, les dirigeants des pôles, des acteurs du monde économique, de la recherche et de l'enseignement supérieur, et notamment des représentants du PUCVL et du PRES. Il pourrait également être un moyen de mise en réseau de ces différents acteurs. Sa principale mission serait d'harmoniser et de mettre en cohérence les politiques publiques régionales en matière de soutien des pôles. Il pourra également cibler les moyens à mettre en œuvre en fonction des besoins spécifiques de chaque pôle. L'aide apportée pourrait aussi être orientée par les possibles bénéfices pour le Val de Loire et l'ensemble du territoire régional.

¹³⁴ Ibid. note n° 133, p. 13

Conclusion

L'objectif de la recherche était de vérifier ou d'infirmer l'hypothèse suivante : l'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité permet la spécialisation de celles-ci dans les domaines de l'économie et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Pour cela, l'hypothèse a d'abord été testée au niveau national. L'analyse des projets métropolitains retenus par la DIACT dans le cadre de l'appel à coopération, couplée à des questionnaires et des entretiens téléphoniques a permis de montrer que la spécialisation des agglomérations n'est pas un processus mis en œuvre de manière générale dans les coopérations intercommunautaires. La spécialisation économique des agglomérations n'est pas envisagée. Il faut néanmoins préciser que certains projets envisagent une spécialisation de leurs agglomérations dans le domaine de l'enseignement supérieur. Cette analyse a également permis de mettre en avant que, même si la quasi-totalité des métropoles accompagnent les pôles de compétitivité afin d'en faire des piliers de leur développement économique, ils ne sont pas considérés comme un outil de spécialisation des agglomérations. L'hypothèse apparaît donc réfutée au niveau national. Toutefois, le positionnement de la conférence des villes et agglomérations de Rhône-Alpes permet de nuancer l'infirmer de l'hypothèse. En effet, dans ce cas précis, les pôles de compétitivité apparaissent comme un moyen de spécialiser les agglomérations de la métropole. Ensuite, une analyse bibliographique a permis de mettre en avant les différents soutiens des agglomérations aux pôles de compétitivité présents sur leur territoire. Il s'agit, dans la plupart des cas, d'un soutien financier pour l'animation du pôle et les projets de R&D. De nombreuses agglomérations mettent également de l'immobilier à disposition des entreprises, des centres de recherche et des organismes de formation en lien avec un pôle.

Ces analyses, ainsi que leurs résultats, ont été mis à profit pour le Val de Loire. Trois pôles de compétitivité sont implantés sur ce territoire : la Cosmetic Valley, le pôle S²E² et l'Elastopole. Ils bénéficient tous les trois de l'appui des agglomérations du Val de Loire. Toutefois, il existe des différences : Orléans soutient les trois pôles avec un appui particulier à la Cosmetic Valley, Blois participe uniquement à la Cosmetic Valley et Tours apporte un soutien équilibré aux trois pôles.

Les pôles de compétitivité du Val de Loire bénéficient d'un soutien du tissu économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche du territoire, ce qui représente un atout important pour leur développement. Afin d'accroître l'efficacité des pôles du Val de Loire, un comité régional de coordination pourrait être créé. Il aurait comme mission de mutualiser les moyens des pouvoirs publics mis à disposition des pôles et de les redistribuer en fonction des retombées possibles sur le territoire du Val de Loire et de l'ensemble de la Région Centre.

La démarche de coopération intercommunautaire est récente et les habitudes de travail en commun commencent à se mettre en place. L'économie des métropoles, domaine stratégique pour le développement de ces territoires, est un thème pour lequel le partage de compétences est difficile à mettre en œuvre. La spécialisation économique des agglomérations n'est pas encore envisagée au sein des coopérations intercommunautaires alors qu'elle pourrait leur permettre de gagner en attractivité et en visibilité à l'échelle européenne et mondiale. Toutefois, la compétition de plus en plus accrue entre les territoires pourra pousser, d'ici quelques années, les agglomérations à revoir leur position et à définir une spécialisation économique.

Bibliographie

BLONDEL Cyril, *Economie et Réseaux sur les huit territoires de l'espace métropolitain Val de Loire –Maine*, Tours, 2006, 165 p.

BRUNET, Roger. *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Paris : Reclus la Documentation française, 1998, 518 p.

DATAR. *Appel à coopération métropolitaine : pour un rayonnement européen des métropoles françaises*. Paris: La documentation française, 2004, 16 p.

DEMAZIERE, Christophe. «L'Etat et les acteurs publics dans la mise en place des pôles de compétitivité.» *Les annales de la recherche urbaine*, 2006, p. 33-39.

DRE Centre, *Enjeux de la coopération métropolitaine au sein de l'aire ligérienne : étude thématique des coopérations existantes dans l'aire ligérienne*, 2007, 238 p.

DRE Centre, *Enjeux de la coopération métropolitaine au sein de l'aire ligérienne : modes de coopération et appui de l'Etat : quels enseignements pour l'aire ligérienne ?*, 2007, 27 p.

DIACT, *Les coopérations métropolitaines en France*, Paris: La documentation française, 2006, 60 p.

DIACT. *Les pôles de compétitivité, moteurs de croissance et d'emploi*, Paris: La documentation française, 4 p.

ERNST&YOUNG. *Des pôles de compétitivité aux pôles d'attractivité*. 2007, 38 p.

ETD. *Les agglomérations face aux enjeux de l'innovation : Quelles actions de soutien aux pôles de compétitivité?* Paris, 2007, 30 p.

FORRAY, Jean-Baptiste. «Pôles de compétitivité : Régions et agglos au secours des PME.» *La Gazette*, 2007, p. 30-37.

GARREAU, Pascal. *Pour un rayonnement européen des métropoles : la spécialisation économique des villes françaises*. Paris: DATAR, 2004, 25 p.

Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche. *La mise en place des pôles de recherche et d'enseignement supérieur*. Paris: Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2007, 50 p.

JULIEN, Philippe. «Spécificités des grandes villes de province.» *Economie et statistique*, 1996.

LEMARTINEL Virginie, *Mission d'état des lieux des coopérations métropolitaines : thème des transports*, Tours, 2006, 31 p.

LEVEQUE, Laurent, Louis MAUREL, et Michel SENELET. *Pour un rayonnement européen des métropoles françaises : l'offre métropolitaine française vue par les emplois métropolitains supérieurs*. Paris: DATAR, 2004, 98 p.

LEVY, Jacques, et Michel LUSSAULT. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin, 2003, 1034 p.

MERLIN, Pierre, et Françoise CHOAY. *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. Paris: PUF, 2005, 963 p.

MESNIER Anne-Lise, *Mission d'état des lieux des coopérations métropolitaines* : thème de la recherche, Tours, 2006, 62 p.

MOTTE, Alain. *Les agglomérations françaises face aux défis métropolitains*. Paris: Economica : Anthropos, 2007.

OREAC. *Vers la métropole jardin : schéma d'aménagement de la Loire Moyenne*. Orléans: OREAC, 1974.

Région Centre, *CPER 2007 -2013*. Orléans, 2007, 57 p.

ROEZNBAT, Céline, et Patricia CICILLE. *Les villes européennes : analyse comparative*. DATAR, Paris: La documentation française, 2003, 94 à.

THISSE Jacques, *Economie régionale et urbaine*, Encyclopédie Universalis

Projets métropolitains

Agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle, *Espace métropolitain Val de Loire – Maine* : protocole de coopération, 2006, 16 p.

Agence d'urbanisme et d'aménagement du territoire – Toulouse Aire urbaine, *Déclaration d'intention*, 2005, 80 p.

Aire métropolitaine de Lille, *Charte de coopération métropolitaine*, 2005, 6 p.

Aire toulonnaise, *Réponse de l'aire toulonnaise à l'appel à coopération métropolitaine de la DATAR*, 2005, 70 p.

Communauté urbaine de Strasbourg, *Appel à coopération métropolitaine* : candidature de l'Eurodistrict Strasbourg – Ortenau, 2004, 38 p.

Espace métropolitain Loire Bretagne, *Appel à coopération*, 2004, 28 p.

Projet d'agglomération franco-valdo-genevoise, *Projet de coopération métropolitaine*, 2007, 36 p.

Métropole Cote d'Azur, *Déclaration d'intention*, 2004, 8 p.

Métropole Cote d'Azur, *Rapport de présentation joint à la déclaration d'intention*, 2005, 52 p.

Réseau Clermont Auvergne Métropole, *Document cadre* : actions 2005-2006 programme 2007-2010, 2007, 57 p.

Réseau métropolitain Rhin-Rhône, *Déclaration d'intention*, 2004, 47 p.

Sarrebruck – Moselle Est, *Dossier de candidature* : appel à coopération communautaire, 2004, 70 p.

Sarrebruck – Moselle Est, *Complément de dossier de candidature* : appel à coopération communautaire, 2005, 18 p.

Syndicat mixte de la Cote d'Opale, *Proposition de la région métropolitaine Flandre –Cote d'Opale Flandre occidentale belge*, 2005, 29 p.

Sites internet

Agences d'urbanisme

www.auao.org : site de l'agence d'urbanisme de l'agglomération orléanaise
www.atu37.org : site de l'agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle

Centres de recherche

www.brgm.fr : site du Bureau de Recherche Géologique Minière
[www.cea.fr](http://www cea.fr) : site du Commissariat à l'Energie Atomique
www.cnrs.fr : site Centre National de la Recherche Scientifique
www.inra.fr : site de l'Institut National de la Recherche Agronomique
www.inserm.fr : site de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Informations générales

www.diact.gouv.fr : site de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires
www.insee.fr : site de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Projets métropolitains

www.agam.org : site de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise
www.agglo-nice.fr : site de la communauté d'agglomération Nice Côte d'Azur
www.agglo-sarreguemines.fr : site de la communauté d'agglomération Sarreguemines Confluence
www.auat-toulouse.org : site de l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement du Territoire Toulouse Aire Urbaine
www.caenlamer.fr : site de la communauté d'agglomération Caen la mer
www.clermontmetropole.org : site de l'Agence d'urbanisme et de Développement Clermont Métropole
www.eurodistrict.eu : site de l'Eurodistrict Strasbourg Ortenau
www.grandbesancon.fr : site de la communauté d'agglomération du Grand Besançon
www.grandlyon.com : site de la communauté urbaine du Grand Lyon
www.lillemetropole.fr : site de la communauté urbaine de Lille métropole
www.missionbassinminier.org : site de la mission bassin minier de Nord – Pas de Calais
www.natesmetropole.fr : site de la communauté urbaine Nantes métropole
www.projet-agglo.org : site du projet d'agglomération franco-valdo-genevoise
www.rennes-metropole.fr : site de la communauté d'agglomération Rennes Métropole
www.sillonlorrain.org : site du Sillon lorrain
www.sm-cote-opale.fr : site du syndicat mixte de la Côte d'Opale
www.tpm-agglo.fr : site de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée
www.valde Loire-maine.fr : site de l'espace métropolitain Val de Loire – Maine

Pôles de compétitivité

www.arittcentr.fr : site de l'Agence Régionale pour l'Innovation et le Transfert de Technologie
www.competitivite.gouv.fr : site du gouvernement sur les pôles de compétitivité
www.cosmetic-valley.fr : site de la Cosmetic Valley

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr : site du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

www.projetdeterritoire.org : site de l'association Entreprises, Territoires et Développement

www.regioncentre.fr : site de la Région Centre

www.lecaoutchouc.com : site du Syndicat National du Caoutchouc et des Polymères

www.s2e2.fr : site du pôle Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique

Universités

www.univ-orléans.fr : site de l'université d'Orléans

www.univ-tours.fr : site de l'université de Tours

Table des matières

Introduction.....	2
Partie 1 : Définition de la recherche	3
I. Contexte général : les politiques de métropolisation.....	3
1. La politique des métropoles d'équilibre	3
2. Les zones d'appui du Bassin Parisien	3
3. Un exemple de projet régional comme zone d'appui du bassin parisien : le projet de métropole jardin	4
4. L'appel à coopération de la DATAR.....	5
a. Le but de l'appel à projet.....	6
b. Champs de l'appel à coopération métropolitaine	7
c. Définition d'une métropole	7
5. Les réponses à l'appel à coopération.....	8
6. Le désengagement de l'Etat sur la politique de la coopération métropolitaine	9
II. Présentation de la recherche	10
1. La définition du thème de la recherche	10
2. Le Val de Loire comme territoire d'étude	12
a. La réponse du Val de Loire à l'appel à projets.....	12
b. Présentation générale des agglomérations du Val de Loire.....	13
3. La place des trois agglomérations dans l'armature urbaine européenne	13
a. Tours et Orléans sont classées dans la septième classe	13
b. Spécialisation dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.....	15
4. Définition de la problématique et de l'hypothèse de recherche	17
5. La méthode envisagée pour la recherche.....	20
Partie 2 : Agglomérations et pôles de compétitivité	21
I. Le positionnement des projets métropolitains par rapport aux pôles de compétitivité et à la spécialisation des agglomérations	21
1. L'analyse des projets métropolitains	21
a. Les résultats.....	21
b. L'analyse	24
2. Les questionnaires	25
a. Les résultats.....	26
b. L'analyse	26
3. Les entretiens téléphoniques.....	26
a. Les résultats.....	26
b. L'analyse	27
4. Bilan : Infirmerie de l'hypothèse.....	28

II. Le soutien des agglomérations aux pôles de compétitivité	29
1. Les relations entre agglomérations et pôles de compétitivité.....	29
a. L'implication des agglomérations dans les pôles de compétitivité	29
b. Les bénéfices réciproques.....	30
c. Les divergences entre agglomérations et entreprises.....	30
2. Les actions des agglomérations à destination des pôles de compétitivité	31
a. La place des agglomérations dans les pôles de compétitivité.....	31
b. La mobilisation des compétences économiques classiques des agglomérations.....	32
i. Les actions des agglomérations en fonction du stade d'avancement des pôles de compétitivité.....	32
ii. Les agglomérations : financeurs des pôles de compétitivité	33
iii. Une mobilisation importante des moyens humains et techniques des agglomérations	33
iv. La mise à disposition de foncier et d'immobilier d'entreprises	33
v. Les actions spécifiques des agglomérations à destination des PME	34
c. La mobilisation des autres compétences mis en œuvre par les agglomérations.....	35
Partie 3 : Le cas du Val de Loire.....	36
I. Les pôles de compétitivité présents sur le Val de Loire	36
1. La Cosmetic Valley	36
a. Généralités.....	36
b. Historique	36
c. Missions et objectifs de la Cosmetic Valley.....	37
d. La composition de la Cosmetic Valley.....	37
e. La gouvernance	38
2. Le pôle S ² E ²	39
a. Généralités.....	39
b. Missions et objectifs du pôle S ² E ²	40
c. La composition du pôle S ² E ²	40
d. La gouvernance du pôle S ² E ²	41
3. L'Elastopole	42
a. Généralités.....	42
b. Missions et objectifs de l'Elastopole	42
c. La composition de l'Elastopole.....	43
4. La prise en compte des pôles de compétitivité du Val de Loire par les pouvoirs locaux.....	43
a. L'appui des agglomérations du Val de Loire aux pôles de compétitivité	43
i. Le cas de la communauté d'agglomération Orléans Val de Loire.....	43
ii. Le cas de la communauté d'agglomération Tour(s)plus.....	44
iii. Le cas de la communauté d'agglomération Agglopolys.....	44
b. Le positionnement de la Région Centre vis-à-vis des pôles de compétitivité	45

c.	L'intégration des pôles de compétitivité du Val de Loire par l'Espace Métropolitain Val de Loire – Maine	46
II.	Pôles de compétitivité et spécialisation des agglomérations du Val de Loire	47
1.	La spécialisation économique des agglomérations du Val de Loire.....	47
a.	Tours, une ville diversifiée et Orléans, une ville à dominante industrielle	47
b.	Les fonctions métropolitaines, indicateurs de la spécialisation des agglomérations.....	48
c.	Les emplois métropolitains supérieurs, autres indicateurs de la spécialisation des agglomérations	50
d.	Les apports de la nomenclature NES.....	54
2.	La spécialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le Val de Loire	55
a.	La recherche publique sur le Val de Loire	55
i.	Les organismes de recherche publics présents sur le Val de Loire	55
ii.	Les domaines des centres de recherche publics présents sur le Val de Loire.....	56
b.	Présentation des universités du Val de Loire.....	57
i.	L'université d'Orléans.....	57
ii.	L'université de Tours	57
iii.	L'université de Blois	58
c.	Les coopérations existantes dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur	58
i.	Le PUCVL.....	58
ii.	Le PRES Orléans Tours.....	59
III.	Propositions pour les agglomérations du Val de Loire.....	60
	Conclusion	61
	Bibliographie	62
	Sites internet.....	64
	Table des illustrations.....	69
	Annexes	70

Table des illustrations

Cartes

Carte n° 1 : Les zones d'appui du Bassin Parisien	4
Carte n° 2 : Le projet de métropole jardin	5
Carte n° 3 : Les projets métropolitains labellisés par la DIACT	9
Carte n° 4 : Le projet métropolitain Val de Loire – Maine	12
Carte n° 5 : Le rayonnement des villes européennes	14
Carte n° 6 : Evolution de la population des villes entre 1950 et 1990	15
Carte n° 7 : Orléans et Tours, deux villes présentant une spécialisation universitaire	16
Carte n° 8 : les pôles de compétitivité en France	18
Carte n° 9 : Orléans, une ville à dominante industrielle et Tours, une ville diversifiée	48
Carte n° 10 : Spécialisation et catégorisation des aires urbaines selon les fonctions métropolitaines supérieures	50
Carte n° 11 : Orléans et Tours, deux villes concentrant plus d'EMS que la moyenne nationale	53

Figures

Figure n° 1 : Les actions des agglomérations en fonction du stade du pôle de compétitivité	32
Figure n° 2 : La gouvernance de la Cosmetic Valley	39
Figure n° 3 : La gouvernance du pôle S ² E ²	42

Tableaux

Tableau n° 1 : les financeurs des pôles de compétitivité	19
Tableau n° 2 : le positionnement des projets métropolitains par rapport aux pôles de compétitivité et à la spécialisation des agglomérations	22
Tableau n° 3 : Les dix plus grandes entreprises de la Cosmetic Valley (en nombre de salariés)	37
Tableau n° 4 : Les centres de recherche publics de la Cosmetic Valley	38
Tableau n° 5 : Les dix plus grandes entreprises du pôle S ² E ² (en nombre de salariés)	40
Tableau n° 6 : Les centres de recherche publics du pôle S ² E ²	41
Tableau n° 7 : La répartition des fonctions métropolitaines supérieures	49
Tableau n° 8 : La spécificité des villes du Val de Loire	51
Tableau n° 9 : Les coefficients de spécialisations des emplois métropolitains supérieurs dans les villes du Val de Loire	52
Tableau n° 10 : La spécialisation des aires urbaines du Val de Loire selon la nomenclature NES 36 ..	54
Tableau n° 11 : Les domaines de recherche présents sur le Val de Loire	56

Annexe I :

La composition des quinze métropoles lauréates de l'appel à coopération

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole - Communauté du Pays d'Aix

Conférence des villes et agglomérations de Rhône-Alpes :

- communauté urbaine de Lyon
- communauté urbaine de Grenoble
- communauté urbaine de Saint Etienne
- communauté d'agglomération d'Annecy
- communauté d'agglomération de Chambéry
- communauté d'agglomération de Roanne
- communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse
- ville d'Annecy
- ville de Bourg-en-Bresse
- ville de Chambéry
- ville de Grenoble
- ville de Lyon
- ville de Roanne
- ville de Saint Etienne
- ville de Valence

Eurodistrict Strasbourg - Ortenau :

- ville de Strasbourg
- ville de Kehl
- l'Ortenaukreisc
- communauté urbaine de Strasbourg

Métropole Côte d'Azur :

- conseil général des Alpes-maritimes,
- communautés d'agglomération Nice Côte d'Azur,
- communautés d'agglomération Sophia Antipolis
- communautés d'agglomération Riviera Française
- communautés d'agglomération Pole Azur Provence
- ville de Cannes

Métropole franco-valdo-genevoise :

- l'Association Régionale de Coopération (appelée ARC, regroupant les intercommunalités françaises limitrophes du canton de Genève),
- le Canton de Genève
- le Canton de Vaud (pour sa partie correspondant au District de Nyon).

Métropole lilloise :

- communauté urbaine de Lille
- les intercommunalités du bassin minier
- les intercommunales belges réunies au sein de la Conférence Permanente Intercommunale Transfrontalière : Tournai (IDETA), Courtrai (LEIEDAL), Ypres-Roulers (WVI) et Mouscron (IEG).

Métropole toulonnaise :

- conseil général du Var
- communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée

Métropole toulousaine :

- communauté d'agglomération de Toulouse
- communauté d'agglomération du SICOVAL,
- communauté d'agglomération du Muretain

Réseau Métropolitain Rhin-Rhône :

- communauté d'agglomération de Belfort
- communauté d'agglomération de Besançon
- communauté d'agglomération de Dijon
- communauté d'agglomération de Montbéliard
- communauté d'agglomération de Mulhouse
- ville de Belfort
- ville de Besançon
- ville de Dijon
- ville de Montbéliard
- ville de Mulhouse

Métropole Normande :

- ville de Caen
- ville du Havre
- ville de Rouen
- communauté d'agglomération "Caen la Mer"
- communauté d'agglomération Havraise
- communauté d'agglomération Rouennaise

Projet métropolitain Loire-Bretagne :

- communauté urbaine de Nantes
- communauté urbaine de Brest
- communauté d'agglomération de Saint-Nazaire
- communauté d'agglomération d'Angers
- communauté d'agglomération de Rennes

Région métropolitaine Flandre - Côte d'Opale - Flandre Occidentale belge :

- Syndicat Mixte de la Côte d'Opale
- communauté urbaine de Dunkerque
- communauté d'agglomération de Calais
- communauté d'agglomération du Boulonnais
- communauté d'agglomération de Saint-Omer
- ville de Dunkerque
- ville de Calais, la communauté
- Province de Flandre Occidentale

Réseau Clermont Auvergne Métropole

- communauté d'agglomération d'Aurillac
- communauté d'agglomération de Clermont Ferrand
- communauté d'agglomération du Puy-en-Velay
- communauté d'agglomération de Vichy
- ville d'Aurillac
- ville de Clermont Ferrand
- ville du Puy-en-Velay
- ville de Vichy

Sarrebruck - Moselle Est :

- communauté d'agglomération de Forbach
- communauté d'agglomération de Sarreguemines
- l'agglomération allemande Stadtverband Saarbrücken,
- communauté de communes du District urbain de Faulquemont,
- communauté de communes du Pays Naborien
- communauté de communes du Warndt
- communauté de communes du Pays d'Albe et des lacs
- communauté de communes Freyming Merlebach

Sillon lorrain :

- communauté d'agglomération de Thionville
- communauté d'agglomération de Metz
- communauté d'agglomération de Nancy
- communauté d'agglomération d'Epinal

Annexe II : Le protocole de coopération Val de Loire – Maine

PROTOCOLE DE COOPERATION METROPOLITAINE - NOVEMBRE 2006

DES TERRITOIRES DONT LE DÉVELOPPEMENT FAIT RÉFÉRENCE DANS UN BASSIN PARISIEN ÉLARGI ET UNE ÉCONOMIE GLOBALISÉE

Attirer des hommes et des activités productrices de richesses : un double challenge pour les territoires. Dans cette quête, les territoires de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine s'inscrivent dans une dynamique forte au sein du Grand Bassin Parisien.

Mondialisation, déplacement des filières de production, ... : la période de prédominance de l'emploi industriel a laissé place à une économie où les processus amont (recherche) et aval (vente) sont primordiaux et constituent des activités souvent extériorisées.

Si la concurrence internationale se situe sur les activités à bas coût de main d'œuvre, elle l'est aussi et surtout sur des activités d'innovation et de recherche, fortement créatrices de valeur ajoutée.

■ Les villes et agglomérations cherchent ainsi à attirer des « emplois stratégiques » tels que ceux occupés par des cadres, ingénieurs, dans les métiers de la finance, de la recherche et développement, du marketing, de l'expertise, ...

■ Ces « emplois métropolitains supérieurs » (définition INSEE) ont aujourd'hui tendance à se concentrer dans les plus grandes villes françaises : Paris mais aussi certaines villes du sud et de l'ouest de la France qui ont connu les plus forts taux de croissance ces dix dernières années.

■ Les agglomérations de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine connaissent une dynamique de croissance en « emplois métropolitains supérieurs » comparable à la moyenne nationale et supérieure à celle constatée à l'échelle du Grand Bassin Parisien.

La concurrence entre les territoires porte aujourd'hui également sur l'attractivité des hommes.

■ L'accroissement de la mobilité des hommes et la recherche d'une meilleure qualité du cadre de vie participent à l'éclatement des fonctions urbaines entre agglomérations. Certains retraités résident dans un territoire différent de celui où ils ont travaillé, certains actifs travaillent dans une ville et résident dans une autre, des étudiants viennent dépenser les richesses que leurs parents gagnent parfois ailleurs, les touristes consomment sur leurs lieux de séjour, ...

■ Savoir attirer ces personnes venant dépenser leurs richesses sur le territoire et participer ainsi au développement d'un certain type d'activités (hébergement/hôtellerie, commerces, restauration, activités de loisirs et services à la personne, ...) s'avère un enjeu qu'il faut aujourd'hui considérer dans une dynamique économique globale.

■ Là encore, la dynamique démographique et plus particulièrement le solde migratoire -reflet de l'attractivité du territoire- a été globalement favorable aux territoires de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine. Une attractivité qui fait là encore quasi exception dans le Grand Bassin Parisien mais qu'il convient de conforter dans le cadre d'une coopération métropolitaine.

LETTRE DES EXÉCUTIFS PROTOCOLE DE COOPÉRATION

UNE VOLONTÉ PARTAGÉE : COOPÉRER POUR CONSTITUER UN RÉSEAU VISIBLE À L'INTERNATIONAL

Les agglomérations de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine ont, pour la plupart, connu une dynamique de développement supérieure à la moyenne française lors des deux dernières décennies ; leurs tailles respectives ne leur ont cependant pas permis de bénéficier d'un développement plus important encore et plus durable.

Des partenariats ont été développés entre les agglomérations, dans les domaines de la formation et de la recherche (réseaux et échanges universitaires), du développement économique, de la culture ou du tourisme ; ceux-ci ne concernent cependant qu'une partie de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine et ne permettent pas toujours d'atteindre un seuil de représentation territoriale suffisant pour permettre aux agglomérations de rayonner au delà de leur territoire régional respectif.

Composée de huit agglomérations dont trois de plus de 300 000 habitants, l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine possède désormais la taille nécessaire pour rayonner à l'international.

C'est pourquoi ces agglomérations décident aujourd'hui de renforcer les coopérations entre les territoires de l'espace métropolitain et ainsi de donner un cadre commun et dynamique à l'ensemble des partenariats existants ou à venir.

Ainsi clairement définie et renforcée, l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine constituera une entité incontournable, à l'intérieur de réseaux plus larges tels que le Grand bassin parisien ou l'Espace Atlantique et ceci en lien avec d'autres démarches de coopération métropolitaine (Loire Bretagne, métropole normande, ...).

UNE PREMIÈRE AMBITION COMMUNE : FAIRE DE L'EXCELLENCE PATRIMONIALE UN VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE VAL DE LOIRE-MAINE

Situées pour la plupart à une heure de Paris par voie ferrée, les agglomérations de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine connaissent une forte croissance au sein du Grand Bassin Parisien.

L'excellence patrimoniale et la qualité de vie que chaque territoire a su développer et valoriser, contribuent vigoureusement au dynamisme et à l'attractivité de ces territoires.

Fortes de ce constat partagé, les agglomérations souhaitent s'appuyer sur l'excellence patrimoniale du territoire, cadre global de la coopération et faire de celle-ci un vecteur d'attractivité et de développement de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine.

Deux actions de coopération seront ainsi développées de façon prioritaire autour de la thématique identité/patrimoine/tourisme :

- Renforcer et valoriser l'identité métropolitaine, fondée sur la diversité et la richesse patrimoniale du territoire. Les différentes structures des villes et agglomérations ayant trait au développement touristique (services techniques, offices du tourisme, ...) seront mises en réseau pour identifier, valoriser, renforcer une offre touristique commune et complémentaire, de lisibilité internationale (échanges, formation, réflexions thématiques et développement de projets communs, ...).

- Concevoir une première série d'outils à vocation touristique qui développent et articulent les spécificités des territoires, en complément de l'offre patrimoniale commune. La création d'un site Internet sera la première action engagée à court terme. L'offre commune et complémentaire, valorisée et développée au travers de l'action précédente, sera ici proposée au grand public.

UNE SECONDE AMBITION : RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ DES TERRITOIRES EN POURSUIVANT ET DÉVELOPPANT DES COOPÉRATIONS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

La promotion d'un territoire commun, renforcé par l'affichage d'une identité claire fondée sur l'excellence patrimoniale, mais aussi l'organisation d'une prospection concertée constituent des enjeux et objectifs ambitieux pour une meilleure visibilité et attractivité internationales des agglomérations.

D'autre part, la compétitivité des territoires passe par des spécialisations dans des filières de pointe. Différents pôles d'excellence associant entreprises, établissements de recherche et d'enseignement supérieur -labellisés «pôles de compétitivité» pour certains- sont présents sur chacune des agglomérations. L'accompagnement des démarches de compétitivité existantes mais aussi leur développement à l'échelle métropolitaine constituent des objectifs partagés. Une réflexion de fond sur l'ensemble de l'offre métropolitaine dans ces domaines a déjà été amorcée en associant à la démarche les chambres de commerce et d'industrie des différents territoires. Elle devra être élargie à l'ensemble des acteurs économiques, publics ou privés.

Quatre actions seront ainsi développées de façon prioritaire sur la thématique développement économique/recherche/enseignement supérieur :

- Organiser une promotion des territoires et de leurs savoir-faire à l'échelle de l'aire métropolitaine, complétée par la suite par une action de prospection économique concertée.
- Identifier, mettre en réseau et développer les pôles de compétitivité et les activités à forte valeur ajoutée afin d'accroître leur visibilité internationale.
- Mener une réflexion prospective (15-20 ans) sur les impacts du développement des flux de marchandises et de l'offre logistique sur le développement urbain des territoires de l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine.
- Penser l'offre d'enseignement et de recherche à l'échelle métropolitaine : organiser en réseau les différentes structures partageant des filières communes, valoriser les filières complémentaires, envisager le développement de nouvelles filières.

DES AMBITIONS COHÉRENTES AVEC LES OBJECTIFS ET LES ACTIONS POURSUIVIS AUX ÉCHELONS RÉGIONAUX ET INTERRÉGIONAUX

Les objectifs et actions poursuivis dans le cadre de la coopération métropolitaine rejoignent différents objectifs, compétences et actions d'autres acteurs institutionnels. La cohérence et plus encore, la mise en résonance avec les objectifs et actions poursuivis par l'État et les régions, lancées dans la démarche d'élaboration des Contrats de Projet Etat/Région 2007-2013 et des programmes opérationnels européens 2007-2013, représentent une condition essentielle pour la réussite des projets de niveau métropolitain.

Concernant le CPER, la plupart des actions de dimension métropolitaine et leurs déclinaisons s'inscrivent en effet dans l'objectif de compétitivité/attractivité, un des trois piliers des futurs Contrats de Projets. Pour assurer la cohérence, et être acteur, une première phase de réflexion et de travail à l'échelle métropolitaine sera menée d'ici la fin de l'année 2006 pendant la phase d'élaboration des CPER. Les travaux se poursuivront pour s'assurer de la compatibilité avec les volets territoriaux.

Les deux autres piliers des CPER -dimension environnementale et développement durable, d'une part, cohésion sociale et territoriale, d'autre part- sont le corollaire au développement harmonieux des agglomérations. Ces dernières s'engagent ainsi à les respecter et à les inscrire dans leurs projets respectifs de développement.

La connexion des agglomérations signataires avec leurs territoires connexes, les réseaux de villes et les aires métropolitaines voisines constitue une préoccupation et une ambition partagée par tous. Elle sera régulièrement entretenue.

UNE DÉMARCHE DE COOPÉRATION QUI POURRA ÊTRE ÉLARGIE À D'AUTRES THÉMATIQUES

Au-delà des actions décrites ci-dessus qui seront développées de façon prioritaire, d'autres actions pourront être menées par la suite.

Ainsi, les **conditions d'accessibilité** du territoire métropolitain sont une des clés de son rayonnement international. Il s'agira donc d'assurer une veille informative et de participer aux débats aux échelles régionales et nationale concernant l'évolution des liaisons à grande distance, qu'elles soient ferroviaires ou routières ou qu'elles concernent l'accès aux grands systèmes aéroportuaires et portuaires européens. Dans ce contexte, l'amélioration du système métropolitain de transports publics de voyageurs, train et transports urbains et interurbains apparaît comme un objectif majeur. Le transport de fret constitue un autre thème potentiel de projets.

Par ailleurs, l'impératif d'un développement urbain plus respectueux de l'environnement est un objectif désormais partagé et des avancées significatives ont été réalisées dans ce domaine sur le territoire Val de Loire-Maine. Cependant, le territoire métropolitain dans son ensemble peut devenir un territoire de référence dans le domaine de l'environnement (éco-industries, maîtrise des risques de pollutions, préservation de la ressource en eau, recherche d'une gestion maîtrisée des ressources énergétiques, développement des matériaux durables, HQE...) et des actions seront à mener ultérieurement dans ce domaine.

Plus généralement, la démarche de coopération métropolitaine permettra de mutualiser des expériences et savoir-faire dans le domaine du développement durable (déplacements, prévention des risques naturels et technologiques, cohésion sociale et territoriale, valorisation des espaces périurbains, etc.).

Les partenaires signataires du protocole de coopération Val de Loire-Maine

**Le Président de la Communauté d'agglomération
Tour(s)plus, Maire de Tours**

Jean GERMAIN

.....

**Le Président de Le Mans Métropole
Communauté urbaine, Maire du Mans**

Jean-Claude BOULARD

.....

**Le Président de la Communauté d'agglomération
Orléans Val de Loire**

Charles-Eric LEMAIGNEN

.....

**Le Président de Laval Agglomération,
Maire de Laval**

François d'AUBERT

.....

Le Maire d'Orléans

Serge GROUARD

.....

Le Président de la Communauté urbaine d'Alençon

Alain LAMBERT

.....

**Le Président de la Communauté d'agglomération
Agglopolys, Maire de Blois**

Nicolas PERRUCHOT

.....

Le Maire d'Alençon

Christine ROIMIER

.....

**Le Président de la Communauté d'agglomération
Saumur Loire Développement,
Maire de Saumur**

Jean-Michel MARCHAND

**Le Maire de Chinon,
Vice-Président de la Communauté de communes
de Rivière - Chinon - Saint Benoît la Forêt**

Jean-Pierre DUVERGNE

PROGRAMME DE COOPÉRATION

1. FAIRE DE L'EXCELLENCE PATRIMONIALE UN VECTEUR D'ATTRACTIVITÉ ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

■ L'aire métropolitaine possède de multiples richesses patrimoniales et événementielles : patrimoine naturel (paysages ligériens inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, vignobles, ...), patrimoine architectural et historique (cathédrales et châteaux, ...), mais aussi événementiel (24 heures du Mans, Festival de Loire, ...).

■ Éléments créateurs de richesses d'une économie «touristique», ceux-ci participent à la qualité de vie du territoire et en font sa renommée : ils constituent, par là, des éléments primordiaux dans l'attractivité du territoire vis-à-vis des hommes mais aussi des entreprises.

■ S'appuyer sur ce formidable atout patrimonial et événementiel pour développer différentes actions métropolitaines et accroître l'attractivité du territoire, telle est l'une des principales ambitions de cette coopération.

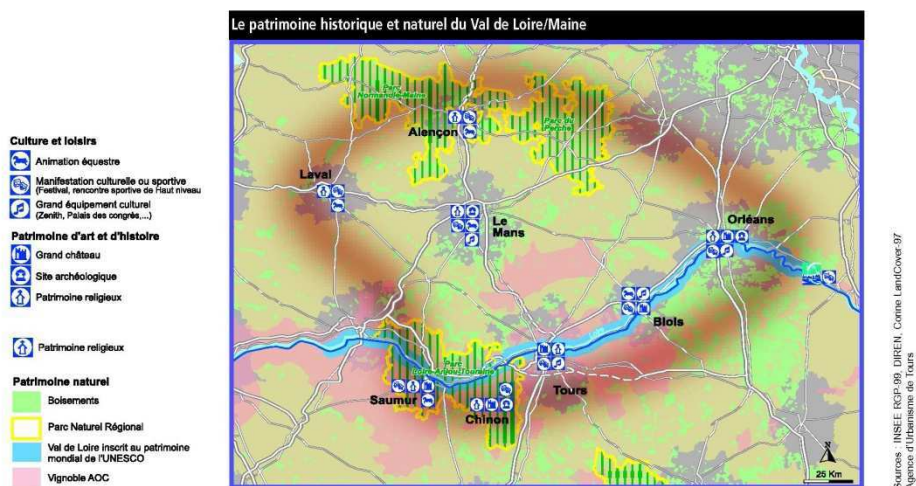
A. DIAGNOSTIC CROISE : «VAL DE LOIRE MAINE, L'EXCELLENCE PATRIMONIALE»

■ Un patrimoine architectural et historique remarquable

L'aire métropolitaine Val de Loire-Maine possède un patrimoine urbain et architectural hors du commun : patrimoine monumental des châteaux (Saumur, Blois, Chinon, Tours), cathédrales (Tours, Le Mans, Orléans, Laval), abbayes (Abbaye Royale de Fontevraud, plus grande abbaye d'Europe, proche de Saumur, Abbaye de l'Epau au Mans), collégiales (Chinon) ; églises remarquables (Alençon, ...).

Un patrimoine bâti urbain très riche, notamment présent au sein des villes centres des agglomérations, cités de caractère -«Villes d'art et d'histoire» pour la plupart- et qui s'étale sur plus de 2000 ans d'histoire : vieux quartiers et richesses architecturales des périodes romaine (Le Mans, Orléans, Chinon), médiévale (Le Mans, Laval, Chinon, Orléans, Alençon, notamment), renaissance (Tours, Blois, Laval, Le Mans, Alençon), néo-classique (Laval), ou contemporaine (Orléans, Chinon).

On peut également citer les formes d'habitat troglodytes qui constituent des éléments remarquables et qui structurent localement le paysage ligérien (Tours, Saumur, Chinon).



■ Des paysages et un patrimoine d'intérêt environnemental

Inscrit depuis novembre 2000 au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre des «paysages culturels», le Val de Loire constitue une richesse remarquable. L'espace qui s'étend de Sully sur Loire (à l'est d'Orléans) à Chalonnes sur Loire (à l'ouest d'Angers) comprend ainsi les abords de la Loire des aires urbaines d'Orléans, Blois, Tours, Chinon et Saumur. Sont à noter l'organisation des journées de la Loire (Tours, Chinon, Saumur) et du Festival de Loire (Orléans).

Aux problématiques de mise en valeur des paysages et de réappropriation des berges de fleuves ou de rivières (Loire mais aussi Vienne, à Chinon, par exemple) s'ajoutent celles du développement d'espaces naturels et de maintien de leur biodiversité : forêts domaniales, Arche de la Nature (Le Mans), île de Tours (Chinon), projet du parc de Loire du Bois de l'île (Orléans), ou encore celles du tourisme vert (Le Mans, Alençon, ...).

■ Des événementiels de renommée dans les domaines de l'art, de la culture et du sport de haut niveau

En complément de l'offre patrimoniale et identitaire, les aires urbaines possèdent de multiples spécificités patrimoniales ou d'animations dans les domaines de l'art et de la culture : architecture contemporaine (Archilab à Orléans), dentelle (Alençon), réalité virtuelle (Laval), patrimoine industriel (Laval), histoire (Chinon, Blois), Jeanne d'Arc (Orléans), Rabelais et Jeanne d'Arc (Chinon), jazz (Orléans, Le Mans, Tours, Chinon), bande dessinée (Laval, Chinon, Blois), cirque (Le Mans), magie (Blois), musiques actuelles (Alençon), festival de musiques militaires (Saumur), conférences géopolitiques/philosophiques et manifestations littéraires (Le Mans, Alençon, Tours), automobile et matériaux (Le Mans). Sont également à noter la présence de centres chorégraphiques nationaux (Orléans, Tours), de théâtres nationaux et régionaux (Orléans, Tours), de conservatoires et écoles de musiques nationales (Alençon, Tours).

Dans le domaine sportif, il faut bien évidemment citer en premier lieu la renommée internationale des 24 h du Mans, circuit automobile qui accueille également des courses de moto et de camions. A Saumur, l'Ecole Nationale d'Equitation accueille des concours internationaux figurant parmi les plus réputés du monde, les cavaliers de haut niveau se préparent dans 3 disciplines olympiques (concours complet, dressage et saut d'obstacles). Peuvent aussi être citées les nombreuses équipes de haut niveau : en football (Le Mans, Laval, Tours), en basket-ball (Le Mans, Orléans), en handball (Orléans), en hockey sur glace et en volley-ball (Tours), équitation (Saumur), course pédestre (Alençon, Le Mans), tennis de table (Alençon), judo/escrime (Orléans, Tours, Alençon).

■ Une offre attractive et diversifiée en équipements d'affaires et de loisirs

Palais des congrès et d'expositions/équipements de loisirs

Tours, Le Mans et Orléans possèdent des parcs des congrès ou d'exposition importants (palais des congrès et hall de 8.000 places à Tours, palais au 13^e rang national et salle «Antarès» de 8.000 places au Mans, «zénith» de 7.000 places à Orléans) ; Blois possède un auditorium et un espace exposition/congrès au sein du château de Blois ; Alençon projette de réhabiliter le sien ; Saumur projette d'en construire un (150 à 400 places).

Un «parc de l'Aventure virtuelle» accueillant diverses animations utilisant les technologies de la réalité virtuelle ouvrira prochainement à Laval.

Tourisme et hébergement

La plupart des aires urbaines sont orientées sur des offres de courts séjours : 1 nuitée par agglomération sur Tours, Orléans, Le Mans, Alençon, Blois et Laval ; Saumur -désigné «pôle touristique international» en 1989 (parmi 8 pôles français)- bénéficie d'un chiffre un peu plus élevé (1,8 pour les français et supérieure à 2 pour les touristes étrangers). La diversité des hébergements (hôtels, résidences hôtelières, campings, chambres au château, chambres d'hôtes, gîtes, meublés de tourisme, hébergements collectifs et gîtes d'étape, ...) en nombre et en qualité est également une caractéristique du territoire.

■ Un "art de vivre" apprécié

Art de vivre/gastronomie

Les différentes agglomérations de l'aire métropolitaine sont, pour la plupart, reconnues pour leur art de vivre. En matière de gastronomie, les vins et notamment les nombreuses AOC, les calvados et les produits cidricoles, présents sur l'ensemble du territoire (Saumur, Chinon, Le Mans, Tours, Orléans, Alençon), constituent également une grande richesse de l'aire métropolitaine. La gastronomie est remarquable : de multiples restaurants (tables raffinées, restaurants gastronomiques, traditionnels ou à spécialité) proposent des saveurs riches et variées.

Tourisme fluvial, modes de circulation douce et filière équine

La navigation fluviale touristique est possible et pratiquée sur certaines sections de la Loire («Saumur Loire», ...), mais aussi de la Maine, de la Sarthe et de la Mayenne. Les parcours adaptés aux modes de circulation douce se développent également sur l'ensemble du territoire. La piste cyclable «la Loire à vélo», dans le cadre de l'itinéraire de Nantes à Budapest, reliera, quant à elle, l'ensemble des agglomérations ligériennes.

La filière équine, enfin, est présente sur plusieurs aires urbaines : animation autour du cheval à Laval, promenades en carrousel à Blois,

spectacles («Printemps des Ecuyers», «Musicales du cadre noir»), salon international «Art cheval», concours, «carrousel de Saumur» et visite de l'école d'équitation de Saumur (rencontre des «Ecuyers du cadre noir») mais aussi Haras des Bouleries au Mans, Haras National du Pin près d'Alençon, ...

B. PROGRAMME D'ACTIONS SUR LA THEMATIQUE «IDENTITE/PATRIMOINE/TOURISME»

■ Renforcer et valoriser l'identité métropolitaine, fondée sur la diversité et la richesse patrimoniale du territoire

Problématique/Enjeu

L'ensemble des territoires de l'aire métropolitaine ont en commun de formidables richesses patrimoniales : patrimoine bâti et naturel (Loire et rivières), personnages historiques (rois de France et Plantagenêt, Jeanne d'Arc, Rabelais, Honoré de Balzac, Sainte Thérèse), art de vivre/gastronomie/viticulture, savoir-faire, activités équestres, patrimoine religieux, ...

Objectifs et résultats attendus

Il s'agira ici d'identifier, de valoriser et de développer une offre touristique commune et complémentaire s'appuyant sur la richesse patrimoniale, l'identité et la diversité des territoires. La lisibilité de l'aire métropolitaine mais aussi le développement touristique de chaque territoire en sortiront renforcés.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

Les différentes structures des villes et des agglomérations ayant trait au tourisme (offices du tourisme, services techniques, ...) seront mises en réseau : un premier cycle d'échanges sera organisé dès l'automne (analyse de l'offre ; travail thématique, développement de projets et produits communs, ...). Une formation commune dans un horizon de 6-8 mois sera organisée en lien avec d'autres acteurs touristiques.

Partenariat

Au groupe de travail «identité/patrimoine/tourisme» composé des services techniques des EPCI et villes, des CCI, des offices du tourisme et des agences de développement et d'urbanisme, d'autres acteurs seront associés : experts des professions intellectuelles d'art et d'histoire, CDT, CRT, mission Val de Loire, acteurs privés, Etat, Régions, Départements, ... La CCI de Saumur viendrait apporter son expertise dans le domaine de la formation, celle du Loiret sur la thématique du tourisme fluvial.

■ Concevoir une première série d'outils à vocation touristique qui développe et articule les spécificités des territoires, en complément à l'offre patrimoniale commune

Problématique/Enjeu

Si des coopérations existent entre différentes aires urbaines en terme touristique, celles-ci demandent à être développées et organisées à l'échelle métropolitaine de façon à accroître les capacités hôtelières du territoire métropolitain Val de Loire-Maine et lui permettre notamment d'augmenter les durées de séjours.

Objectifs et résultats attendus

Mettre en place des outils à vocation touristique, outils de promotion mais aussi produits communs développés au travers de l'action précédente : site internet à vocation promotionnelle, programme touristique complémentaire et durable en terme de circuits et de transit avec une offre alternative aux seuls déplacements automobiles (train, bateau, modes de circulation douce, ...).

Si les résultats attendus concernent le développement de l'économie touristique de l'ensemble du territoire, ceux-ci participeront aussi de la qualité de vie des territoires, et par là de l'attractivité des hommes et des entreprises.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

La création d'un site internet à vocation promotionnelle sera la première action engagée à court terme. La définition du cahier des charges de celui-ci débutera à l'automne 2006 avec un premier objectif à l'horizon de 6-8 mois. Les ressources humaines nécessitées pour la mise à jour du site sont également à prendre en compte.

Partenariat

Groupe de travail «identité/patrimoine/tourisme» (services techniques des EPCI, offices du tourisme, CCI, agence de développement et d'urbanisme), professions intellectuelles d'histoire, d'art, ... CDT, CRT, mission Val de Loire, acteurs privés, Etat, Régions, Départements, ...

2. RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ DES TERRITOIRES (EN POURSUIVANT ET DÉVELOPPANT DES COOPÉRATIONS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE)

■ L'aire métropolitaine Val de Loire-Maine concentre dans un certain nombre de domaines d'activités des capacités économiques exceptionnelles qui s'appuient sur un tissu d'établissements de formation et de recherche important et déjà remarquable.

■ Le potentiel d'emplois supérieurs et de dynamique de métropolisation est certes important mais reste en partie lié à l'attraction de la région parisienne.

■ La spécificité de l'aire métropolitaine, pôle d'équilibre face à la région parisienne, doit lui permettre, à travers la mise en place de ce réseau métropolitain, de dépasser le cadre territorial national et d'asseoir son positionnement au niveau européen.

Ainsi, pour la plupart des pôles d'excellence cités ci-dessous, différentes composantes (recherche, enseignement supérieur, production) sont présentes sur plusieurs aires urbaines :

- cosmétique, pharmacie (Tours, Orléans, Blois),
- électronique, électronique de puissance, microélectronique (Orléans et Tours),
- génie des matériaux (Laval, Le Mans, Orléans),
- plasturgie (Alençon, Le Mans, Tours, Orléans),
- automobile (Le Mans, Laval),
- végétal et arboriculture (Saumur, Orléans),
- gestion de l'énergie (Tours),
- acoustique (Le Mans),
- gestion des corridors fluviaux, maintenance industrielle (Chinon),
- réalité virtuelle (Laval).

A. DIAGNOSTIC CROISE

■ Espace de compétitivité et filières d'excellence

Pôles d'excellence

La nécessité d'une coopération renforcée entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les structures de Recherche et Développement privées et les entreprises au sein de pôle d'excellence est aujourd'hui un acquis pour l'ensemble des aires urbaines de l'aire métropolitaine. Fortes d'un tissu économique local important et diversifié, les aires urbaines de la métropole Val de Loire-Maine ont la capacité de développer et d'utiliser des synergies internes dans de nombreux domaines. Les éléments nécessaires à la mise en place de ces coopérations, qui permettront de renforcer leur compétitivité et leur renom aux échelles européennes et internationales, sont pour certaines déjà en place.

La coopération entre agglomérations dans l'aire métropolitaine Val de Loire-Maine apparaît d'ailleurs dans plusieurs « pôles de compétitivité » labellisés par le gouvernement.

Pôles de compétitivité labellisés (zonage R et D) :

- Sciences de la beauté et du bien être (Orléans, Tours, Chartres)
- Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique (Orléans, Tours)
- Ensemble Métalliques et Composites Complexes (Le Mans, Laval)
- Images et Réseaux (Laval)
- Végétal spécialisé (Saumur)
- Automobile haut de gamme (Le Mans, Laval)

Pôles de compétitivité en cours de labellisation :

- Polymers Technologies (Alençon, Tours, Orléans, Le Mans)

Autres filières d'excellence et activités à forte valeur ajoutée

En dehors des pôles d'excellence, d'autres activités à forte valeur ajoutées ont été développées sur les différents territoires : assurances (Le Mans, Orléans), signature électronique (Alençon), logistique de pointe (Orléans), santé/pharmacie/biotechnologies (Orléans, Blois, Tours), agro-alimentaire et viticulture (axe ligérien), ...

Les filières agro-alimentaire et viticole sont, quant à elles, présentes sur la plupart des territoires de l'aire métropolitaine et constituent, le long de l'axe ligérien, des pôles d'excellence (Orléans, Blois, Tours, Saumur, ...).

Filières d'excellence présentes sur l'aire métropolitaine (coopération renforcée entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les structures de Recherche et Développement privées et les entreprises) labellisées ou non :

- Électronique, électronique de puissance, microélectronique (Orléans et Tours);
- Génie des matériaux (Laval, Le Mans, Orléans), plasturgie (Alençon, Le Mans, Tours, Orléans)
- Automobile (Le Mans, Laval)
- Cosmétique et de la pharmacie (Tours, Orléans, Blois)
- Végétal et arboriculture (Saumur, Orléans)
- Gestion de l'énergie (Tours)
- Acoustique (Le Mans)
- Gestion des corridors fluviaux, maintenance industrielle (Chinon)
- Réalité virtuelle (Laval)

Activités à forte valeur ajoutée également présentes sur l'aire métropolitaine :

- Assurances (Le Mans, Orléans)
- Signature électronique (Alençon)
- Logistique de pointe (Orléans)
- Santé/pharmacie/biotechnologies (Orléans, Blois, Tours)
- Agro-alimentaire et viticulture (axe ligérien)

Logistique

L'aire métropolitaine bénéficie d'une position très intéressante par rapport aux principaux flux de transports européens (axe Europe du Nord/Europe du Sud).

La plupart des aires urbaines de l'espace Val de Loire Maine ont ainsi développé des filières logistiques et/ou ont engagé des projets de plate forme logistique (Orléans, Saumur, Laval, Alençon, Tours, Le Mans, Chinon-Noyant de Touraine).

Santé

En complément des activités de recherche dans le domaine de la santé et des biotechnologies (imagerie médicale, parapharmacie), l'ensemble des aires urbaines possèdent leurs hôpitaux et cliniques.

■ Enseignement supérieur/Recherche/Transfert de Technologies

Enseignement supérieur

Si les 50.000 étudiants se répartissent sur l'ensemble des aires urbaines, ils sont présents de manière plus forte sur les aires urbaines de Tours (25.000 étudiants), d'Orléans (15.000) et du Mans (12.000). Parmi les filières scientifiques et technologiques, celles de l'automobile/transports, des matériaux, de l'acoustique, de la santé et des biotechnologies ou encore de l'électronique sont présentes sur plusieurs aires urbaines.

D'autres formations spécialisées telles la plasturgie, l'informatique, la réalité virtuelle, les sciences de la ville, le patrimoine ou les milieux aquatiques, par exemple, viennent compléter l'offre de formation de pointe.

L'aire métropolitaine dispose d'un nombre important d'écoles d'ingénieurs implantées dans 6 aires urbaines. Celles-ci regroupent 3.340 élèves ingénieurs au total.

Principales filières scientifiques et technologiques enseignées sur l'aire métropolitaine :

- Automobiles/transports (Le Mans, Laval, Orléans, Blois)
- Matériaux (Tours, Le Mans, Alençon, Orléans, Laval)
- Optique (Orléans)
- Acoustique (Le Mans)
- Santé/biotechnologies (Tours, Blois, Orléans)
- Électronique (Tours, Orléans)
- Plasturgie (Alençon)
- Informatique
- Réalité virtuelle (Laval)
- Sciences de la ville (Tours)
- Patrimoine et milieux aquatiques (Saumur, projet sur l'axe ligérien)
- Éco-tourisme et ingénierie (Saumur)
- Environnement, sciences du sol

Différentes coopérations existent déjà entre les agglomérations de l'axe ligérien, d'une part, et les villes du Maine, d'autre part.

La mise en place de l'Institut International Fleuve et Patrimoine (Orléans, Tours, Chinon), en projet, constituera un pôle de savoir international sur le patrimoine fluvial.

Recherche

Représentant plus de 7.000 emplois sur l'ensemble de l'aire métropolitaine, les emplois supérieurs dans le domaine de la recherche sont, là aussi, présents sur l'ensemble des aires urbaines. Si Tours et Orléans affichent là encore des taux d'emplois dans ce domaine les plus importants, les autres aires urbaines affichent leurs spécificités.

Aux domaines des matériaux (Tours, Le Mans, Laval, Alençon, Orléans), de la microélectronique et de l'électronique (Tours, Orléans), de la beauté et de la pharmacie (Tours, Blois, Orléans, notamment), de l'automobile et des transports (Le Mans, Laval, Orléans, Blois, Tours), peuvent être ajoutées de multiples spécificités : filière équine, réalité virtuelle, productique, génie numérique, cavités souterraines et troglodytes, entre autres, ...

Principales filières de recherche développées sur l'aire métropolitaine :

- Automobiles/transports (Le Mans, Laval, Orléans, Blois)
- Matériaux (Tours, Le Mans, Alençon, Orléans, Laval)
- Nanotechnologies (Orléans)
- Plasma laser (Orléans)
- Santé/biotechnologies/beauté/bien-être (Tours, Blois, Orléans)
- Électronique (Tours, Orléans)
- Filière équine (Saumur, Laval)
- Réalité virtuelle (Laval)
- Productique (Tours)
- Génie numérique
- Mathématiques, informatique (Orléans)
- Cavités souterraines et troglodytes (Saumur)

Transfert de technologies

Les exemples de mise en oeuvre de liens entre la recherche appliquée et les entreprises ne manquent pas : le Centre de Transfert de Technologies du Mans vise en particulier à diffuser la technologie dans les PME/PMI et participe, d'autre part, aux programmes de recherche européens. Dans la même logique, la Plate-Forme Technologique du Chinonais, lancée il y a deux ans, associe les compétences de deux lycées, de l'université de Tours, d'EDF et du groupe INTRA dans le domaine de la maintenance prédictive, et les diffuse auprès d'un large tissu d'entreprises (plasturgie, aéronautique, industrie du meuble, ...). Il en va de même à Laval avec le centre de ressources technologiques CLARTE, dans le domaine de l'informatique temps réel et le Centre de ressources CEMCAT dans le domaine des matériaux composites. De nombreux CRITT sont aussi présents sur l'ensemble du territoire.

B. PROGRAMME D'ACTIONS SUR LA THEMATIQUE «DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE/ENSEIGNEMENT SUPERIEUR/RECHERCHE»

- Organiser une promotion des territoires et de leurs savoirs-faire à l'échelle de l'aire métropolitaine afin d'accroître la visibilité du territoire, complétée par la suite d'une action de prospection concertée

Problématique/Enjeu

La compétitivité économique entre les territoires dans une économie globalisée est aujourd'hui une réalité. La promotion commune d'un territoire ayant une taille suffisante pour être visible à l'échelle internationale s'avère ainsi un enjeu clef pour le développement des territoires.

Objectifs et résultats attendus

L'objectif est ici d'abord d'organiser une promotion commune du territoire Val de Loire-Maine afin de maintenir et d'attirer des entreprises sur le territoire. Dans un deuxième temps, une prospection commune et concertée pourrait être organisée.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier/Partenariat

En terme de promotion économique, sont prévues :

- une participation commune au SIMI (Salon de l'Immobilier d'entreprise) : un événementiel commun sera organisé lors du salon 2006, la mise en place d'un stand commun étant envisagée pour 2007,
- la réalisation du volet «développement économique» du site internet ayant pour vocation de promouvoir le territoire auprès des entreprises (en complément du volet «touristique» à destination du grand public) ; une réflexion commune sur l'offre (travail par filières) et sur la mise en valeur des atouts économiques des territoires sera organisée dès l'automne. Le travail mené autour des pôles de compétitivité et d'excellence (action suivante) viendra enrichir la connaissance globale du territoire.

Partenariat

Au groupe de travail «développement économique, enseignement supérieur, recherche» (services techniques des EPCI, agence de développement et d'urbanisme, chambres consulaires), seront associés les régions, les départements, l'Etat, les acteurs privés, ...

La CCI de Tours pourrait participer à la mise en place du volet «développement économique» du site internet.

■ **Accompagner, mettre en réseau et développer les filières d'excellence et les activités à forte valeur ajoutée afin d'accroître leur lisibilité internationale**

Problématique/Enjeu

La mise en place d'une coopération renforcée entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les structures de recherche et développement privées et les entreprises au sein de pôles d'excellence est aujourd'hui une condition nécessaire au développement des territoires. L'organisation en «pôles de compétitivité» apparaît en effet comme un élément moteur pour le développement des entreprises sur les territoires concernés. La mise en réseau au niveau métropolitain de ces pôles permettrait certainement d'accroître encore leur développement.

Au-delà des filières engagées dans l'appel à projet, d'autres filières supérieures et/ou composantes du triptyque enseignement supérieur/recherche/entreprises sont présentes et gagneraient à être mutualisées (énergie, acoustique, assurances, maintenance industrielle, ...) pour profiter d'un même dynamisme.

Objectifs et résultats attendus

L'objectif est ici de favoriser la mise en réseau des pôles de compétitivité mais également de pôles d'excellence non labellisés. Les stratégies et outils d'intervention des agglomérations qui permettront d'appuyer les pôles labellisés ou d'aider les pôles en voie de labellisation seront précisés, en complémentarité des actions régionales.

Résultats attendus : maintien/développement des entreprises et notamment des PME/PMI sur l'ensemble des territoires ; coopération renforcée entre les établissements d'enseignement supérieur, les entreprises et la recherche.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

Un premier cycle d'échange autour des pôles de compétitivité labellisés sera organisé dès l'automne. De la même manière, d'autres rencontres par filières pourront être organisées par la suite pour favoriser le développement de partenariats (et éventuellement permettre la labellisation d'autres pôles).

Partenariat

Au groupe de travail «développement économique, enseignement supérieur, recherche» (services techniques des EPCI, agence de développement et d'urbanisme, chambres consulaires), seront associés les régions, les départements, l'Etat, les universités, les écoles d'ingénieurs, les structures de recherche (CNRS, INSERM, ...), les centres de transfert de technologies, les représentants des entreprises, ...

■ **Mener une réflexion prospective (15-20 ans) sur les impacts du développement des flux de marchandises et de l'offre logistique sur le développement urbain des territoires de l'aire métropolitaine Val de Loire Maine**

Problématique/Enjeu

Avec le développement des ports du Havre et de Saint-Nazaire ainsi que les mises en service des autoroutes A28 et A85, les territoires de l'aire métropolitaine sont globalement «sous tension» par rapport aux flux croissants de marchandises et cherchent, pour la plupart, à développer leur offre logistique. Le renforcement des itinéraires fret constitue également un enjeu clef pour les territoires.

Objectifs et résultats attendus

L'objectif est ici d'envisager les impacts du développement de la logistique sur les développements urbains, économiques et résidentiels des territoires dans une réflexion prospective à 15-20 ans (flux, organisation territoriale).

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

L'étude portera notamment sur l'analyse des flux et leur évolution, la capacité des infrastructures d'accessibilité et le potentiel existant de l'offre logistique, les projets et leurs impacts sur le développement urbain des agglomérations (foncier, flux, desserte urbaine des marchandises, ...).

Des réunions d'échanges entre services des agglomérations, acteurs privés et experts dans le domaine économique et des transports seront organisées.

Partenariat

Au groupe de travail «développement économique, enseignement supérieur, recherche» (services techniques des EPCI, agence de développement et d'urbanisme, chambres consulaires), seront associés les régions, les départements, l'Etat, les acteurs privés (transporteurs, logisticiens, ...).

■ Penser l'offre d'enseignement et de recherche
à l'échelle métropolitaine :
organiser en réseau les différentes structures
partageant des filières communes,
valoriser les filières complémentaires,
envisager le développement de nouvelles filières

Problématique/Enjeu

Avec de multiples structures universitaires et de recherche, l'aire métropolitaine possède un atout important. Des partenariats (universités du Maine, universités de Tours, Blois, Chinon, Saumur et Orléans) existent et demandent à être renforcés à l'échelle métropolitaine.

Objectifs et résultats attendus

Il faudra ainsi étudier la possibilité de mise en réseau des différentes filières communes (matériaux, microélectronique/électronique, santé/pharmacie, automobile/transports, acoustique, filière équine) ; mais aussi la valorisation de certaines filières, «niches technologiques» (imagerie médicale, réalité virtuelle, acoustique, productique, études des cavités et troglodytes, ...) pour constituer une offre complémentaire du socle commun. Il faudra enfin réfléchir au développement éventuel de nouvelles filières de recherche et/ou de formation. La mise en place de l'Institut International Fleuve et Patrimoine (Orléans, Tours, Chinon, Saumur), en projet, constituera un pôle de savoir international sur le patrimoine fluvial. La filière équine semble également être un axe de coopération intéressant.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

Après une phase de diagnostic de l'offre d'enseignement et de recherche, un programme de propositions de mise en réseau/renforcement de l'offre et éventuellement de nouvelles filières sera établi au cours de l'année 2007.

La conduite de mission de valorisation et d'incitation à la recherche (conduite de projet à destination des pays et des sites demandeurs, capitalisation et diffusion des travaux) sera également envisagée.

Partenariat

Au groupe de travail «développement économique, enseignement supérieur, recherche» (services techniques des EPCI, agence de développement et d'urbanisme, chambres consulaires), seront associés des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les régions, départements, et l'Etat, ... (dans le cadre de l'IIFP : antenne universitaire de Chinon, université F. Rabelais, Conseil Régional, UNESCO, Mission Val de Loire).

■ Penser l'offre d'enseignement et de recherche
à l'échelle métropolitaine :
organiser en réseau les différentes structures
partageant des filières communes,
valoriser les filières complémentaires,
envisager le développement de nouvelles filières

Problématique/Enjeu

Avec de multiples structures universitaires et de recherche, l'aire métropolitaine possède un atout important. Des partenariats (universités du Maine, universités de Tours, Blois, Chinon, Saumur et Orléans) existent et demandent à être renforcés à l'échelle métropolitaine.

Objectifs et résultats attendus

Il faudra ainsi étudier la possibilité de mise en réseau des différentes filières communes (matériaux, microélectronique/électronique, santé/pharmacie, automobile/transports, acoustique, filière équine) ; mais aussi la valorisation de certaines filières, «niches technologiques» (imagerie médicale, réalité virtuelle, acoustique, productique, études des cavités et troglodytes, ...) pour constituer une offre complémentaire du socle commun. Il faudra enfin réfléchir au développement éventuel de nouvelles filières de recherche et/ou de formation. La mise en place de l'Institut International Fleuve et Patrimoine (Orléans, Tours, Chinon, Saumur), en projet, constituera un pôle de savoir international sur le patrimoine fluvial. La filière équine semble également être un axe de coopération intéressant.

Moyens d'action/Méthode/Calendrier

Après une phase de diagnostic de l'offre d'enseignement et de recherche, un programme de propositions de mise en réseau/renforcement de l'offre et éventuellement de nouvelles filières sera établi au cours de l'année 2007.

La conduite de mission de valorisation et d'incitation à la recherche (conduite de projet à destination des pays et des sites demandeurs, capitalisation et diffusion des travaux) sera également envisagée.

Partenariat

Au groupe de travail «développement économique, enseignement supérieur, recherche» (services techniques des EPCI, agence de développement et d'urbanisme, chambres consulaires), seront associés des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les régions, départements, et l'Etat, ... (dans le cadre de l'IIFP : antenne universitaire de Chinon, université F. Rabelais, Conseil Régional, UNESCO, Mission Val de Loire).

Annexe III :
Questionnaire portant sur la spécialisation des agglomérations envoyé aux métropoles

Question 1 : Comment s'organise le niveau politique de la métropole ?

Question 2 : Comment s'organise le niveau technique de la métropole ?

Question 3 : Est-ce qu'une spécialisation des agglomérations a été définie ?

Question 4 : Quels sont les outils mis en œuvre afin de spécialiser les agglomérations ?

Question 5 : Quelles fonctions sont concernées par cette spécialisation ?

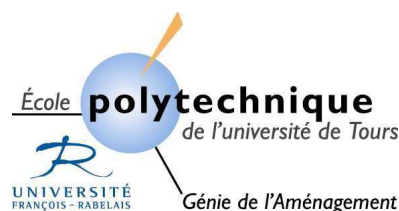
Question 6 : Quelle spécialisation pour les agglomérations partenaires du projet métropolitain ?

Question 7 : Y'avait il des coopérations entre les partenaires du projet métropolitain avant l'appel à coopération de la DATAR, que se soit de manière structurée et formelle (SIVU, SIVOM, etc.) ou non ?

Question 8 : Quels sont les partenaires extérieurs intervenant dans le projet métropolitain ? De quelle manière interviennent-ils dans le projet métropolitain ?

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement



Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Directeur de recherche :
Demazière Christophe

Baudrier Benoît
Projet de Fin d'Etudes
DA5
2007-2008

Résumé :

La faiblesse du rayonnement des villes françaises a poussé l'Etat à lancer en 2004 un appel à coopération qui visait à structurer les agglomérations en métropoles. Afin d'augmenter le rayonnement de ces nouveaux territoires, la spécialisation économique des agglomérations apparaît comme une possibilité.

Le territoire de l'étude est le Val de Loire, espace apparaissant spécialisé dans la recherche et l'enseignement supérieur. Il semble intéressant d'étudier, en plus de l'économie, ces deux domaines.

Les pôles de compétitivité rassemblent à la fois les acteurs du monde économique, de la recherche et de l'enseignement. Ces structures bénéficient du soutien des pouvoirs publics et notamment des agglomérations. Ce travail a donc pour objectif de vérifier ou d'infirmer l'hypothèse suivante : l'appui des agglomérations aux pôles de compétitivité permet la spécialisation de celles-ci.

Une analyse nationale met en évidence que les agglomérations engagées dans une coopération intercommunautaire n'ont pas défini de spécialisation économique. Il est apparu également que les pôles de compétitivité ne sont pas considérés par les métropoles comme des outils de spécialisation de leurs agglomérations.

Sur le Val de Loire, les trois pôles de compétitivité reçoivent l'appui des agglomérations qui se traduit essentiellement par un financement destiné à l'animation et aux projets de R&D. Ces pôles bénéficient également du soutien du tissu économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche du territoire du Val de Loire.

Mots clés +mots géographiques

Spécialisation, agglomérations, coopération intercommunautaire, pôles de compétitivité, Cosmetic Valley, pôle S²E², Elastopole, économie, recherche, enseignement supérieur

Val de Loire, Orléans (45), Blois (41), Tours (37)